

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IMMIGRATION

EN DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 2 avril 1908, à 1 heure

PAR

ANDRÉ JEANCOURT-GALIGNANI

Président : M. L. RENAULT.

Suffragants : { MM. LAINÉ, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IMMIGRATION

EN DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 2 avril 1908, à 1 heure

PAR

ANDRÉ JEANCOURT-GALIGNANI

Président : M. L. RENAULT.

Suffragants : { MM. LAINÉ, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

L'IMMIGRATION EN DROIT INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Le phénomène de l'immigration, le fait que des individus s'installent dans un pays, après avoir quitté leur patrie, espérant y trouver une vie meilleure et plus facile, a toujours plus ou moins existé. Ce fut, dans les temps lointains, les peuplades barbares de l'Asie qui envahirent l'Europe ; mais ceci peut être considéré comme une immigration primitive n'ayant que quelques-uns des caractères de l'immigration actuelle. Comme maintenant, ces peuplades envahissaient des contrées, pour chercher une vie meilleure et plus facile, mais il n'y avait pas chez eux, l'idée d'une patrie abandonnée, de souvenirs et d'intérêts laissés derrière eux.

L'immigration, avec tous les caractères qui la constituent, a existé dans les colonies grecques et romaines. Les différents Etats de l'ancienne Grèce ne possédaient que de fort petits territoires et lorsque dans l'un d'eux la population s'était accrue au delà de ce que le territoire pouvait aisément nourrir, on envoyait une partie

du peuple chercher une nouvelle patrie dans une contrée lointaine.

Durant le moyen âge le mouvement d'immigration est pour ainsi dire nul. La population est partout clairsemée et chaque pays nourrit facilement ses habitants. Les différents pays, de plus, s'ignorent eux-mêmes et ne savent si la patrie voisine est plus ou moins peuplée, plus ou moins riche que la leur et cette ignorance retient les populations dans leurs pays.

En vertu du système féodal l'homme est attaché au sol qu'il cultive, il lui est interdit de le quitter. La civilisation est à peu près la même dans toutes les contrées alors connues et ceci empêche l'émigration des peuples vers les pays neufs.

Le mouvement d'immigration reparaît avec la découverte du Nouveau Monde. D'abord faible, car l'Europe n'avait pas encore excès de population, et il fallait une réelle audace pour s'aventurer dans un voyage si lointain et vers des contrées alors totalement inconnues. La curiosité d'abord, l'intérêt ensuite appellent en Amérique de hardis explorateurs et à mesure que sont connues les richesses de ce sol vierge, le courant d'Européens y allant, grossit chaque jour. Les découvertes du début du ^{xix}^e siècle contribuent à augmenter encore l'émigration. Le voyage autrefois long et pénible n'est plus maintenant que l'affaire de quelques jours, les émigrants partent vers des contrées connues, civilisées et en somme ressemblant fort à leurs patries qu'ils

quittent, souvent ils sont d'avance assurés de trouver du travail. Ce ne sont plus alors des individus isolés qui se précipitent vers le Nouveau Monde, ce sont des convois, des villages entiers, et dans la seconde moitié du XIX^e siècle, nous assistons à un phénomène unique dans l'histoire de l'humanité : celui d'un déversement incessant et formidable de déracinés dans un continent dont ils contribuent à changer si vite la face, dont ils ont fait et font encore aujourd'hui la force.

Pour certaines raisons, c'est surtout vers les Etats-Unis que s'est dirigé le flot d'émigrants. C'est de tous les pays transatlantiques le plus rapproché de l'Europe, c'est celui pour lequel les frais de transport sont le moins élevés, vers lequel se dirige le plus de lignes de paquebots ; la terre y est meilleur marché que partout ailleurs, l'égalité, les libertés civiles, politiques, religieuses y sont complètes. On peut se rendre compte par les statistiques de l'importance de l'immigration.

	immigrants
En 1850, les Etats-Unis ont reçu . . .	223.078
— 1903, — . . .	857.046
— 1907, — . . .	1.285.349

En l'année 1907 l'immigration a été de 47 0/0 supérieure à celle de l'année précédente.

Loin de diminuer, ce flot augmente régulièrement d'années en années. Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle et une partie de la seconde, les immigrants arrivant aux Etats-Unis étaient pour la plupart Anglais

ou Allemands. Actuellement, et depuis une quarantaine d'années, ce sont les pays du Sud et de l'Est de l'Europe qui fournissent le plus fort contingent.

Du 1^{er} juillet 1906 au 30 juin 1907 (1) :

Austro-Hongrois	338.452
Italiens, Sardes, Siciliens .	285.731
Russes	259.843

Les trois pays fournissent à eux seuls les deux tiers de l'immigration totale.

Anglais	56.637
Grecs	36.580
Espagnols	5.784
Allemands	37.807
Irlandais	34.530
Français	9.731
Europe.	1.199.566
Asiatiques (Indous et Japo- nais)	40.524

Depuis quelques années un courant important d'émigration s'est dirigé vers le Canada. Ce pays entretient en Europe des agents d'immigration, donne aux immigrants des facilités pour le voyage en mer, des réductions de tarif sur les chemins de fer, les loge en attendant qu'ils trouvent un emploi et offre 64 hectares de terre gratuitement à ceux qui veulent cultiver. Les

(1) T.-P. Sergent, *Rapport annuel sur l'immigration aux Etats-Unis*.

libéraux qui dirigent la Fédération depuis 1896 encouragent systématiquement l'immigration pour peupler le pays. En 1896 le Canada ne recevait pas 30.000 immigrants. En 1904 il en a reçu 150.000. Au total, de 1896 à 1904, environ 500.000 immigrants sont arrivés au Canada (1).

Etant donné ce flot d'étrangers qui arrivent chaque année dans l'Amérique du Nord, c'est surtout dans ces pays qu'ont surgi des difficultés ; les pays européens sont surtout des pays d'émigration et le problème de l'immigration n'a pour eux qu'un intérêt secondaire. Aussi étudierons-nous plus particulièrement dans ce travail l'immigration américaine.

Il est certain qu'un pays peut retirer de l'immigration des avantages considérables. Sans elle, jamais les Etats-Unis ne seraient devenus ce qu'ils sont aujourd'hui, ils n'auraient pu mettre en valeur les étendues énormes qu'ils ont à cultiver, ils n'auraient pas eu cette envolée, cet essor économique qui a étonné le monde et en fait à l'heure actuelle une des plus grandes nations ; jamais, sans l'immigration chinoise, les Etats-Unis n'auraient pu construire leurs interminables lignes de chemin de fer, exploiter leurs mines, assécher leurs marais.

Même dans un pays peuplé, l'immigration rend de grands services, en permettant de faire face à des crises, à des moments de presse. C'est ainsi qu'en France, les

(1) A. Métin, Le travail au Canada, *Annales du Musée social*, 1-05,

agriculteurs, au moment de la moisson, sont bien heureux d'avoir à leur disposition quantité d'ouvriers belges. Sans les ouvriers italiens, il serait difficile en France d'exécuter de grands travaux. En 1900, au moment de l'exposition, un tiers environ des terrassiers qui y étaient employés, étaient italiens. Actuellement un grand nombre sont employés pour les travaux du Métropolitain.

A la fin du xvii^e siècle, la révocation de l'Edit de Nantes fut la cause de l'immigration de quantité d'ouvriers français protestants qui apportèrent à l'étranger les secrets de l'industrie et firent déchoir la France de sa supériorité manufacturière. Par contre, Colbert avait fait tous ses efforts pour attirer en France, à prix d'or et de privilèges les ouvriers, étrangers qui venaient nous enseigner de nouvelles industries.

L'immigration peut encore être une source de richesse dans le cas particulier d'étrangers riches attirés dans un pays soit par des eaux, soit par des sites pittoresques. L'étranger, dans ce cas, est en général exploité et devient une véritable rente pour le pays. C'est une des principales richesses de la Suisse et, en France, de la Côte d'Azur et de la plupart des villes d'eau. Certains économistes prétendent que ces étrangers n'augmentent pas la richesse du pays parce qu'ils consomment une quantité de richesses équivalente au numéraire qu'ils apportent. Ce raisonnement est faux, car dans tous ces pays, l'étranger est exploité et la contrée s'enri-

chit de la différence entre la valeur réelle des choses et la valeur qu'on la fait payer à l'étranger (1).

Pour les pays à faible natalité, comme par exemple la France, l'immigration est un accroissement de population.

Si l'immigration est souvent une source d'avantages pour un pays, elle a également souvent des inconvénients. Les étrangers peuvent être des espions qui, si un jour il y a la guerre, serviront de guides aux envahisseurs ; ils sont souvent le rebus de la population de leur pays, avec eux arrivent, l'escroquerie, le vol, le crime. Il a été constaté que dans tous les pays la criminalité est plus forte dans la population étrangère que parmi les nationaux. Souvent le socialisme révolutionnaire trouve dans l'ouvrier étranger un fervent adepte de ses théories, à lui est confiée l'exécution de ses sanglants desseins : c'est un étranger qui poignarda le président Carnot, un étranger qui assassina à Genève l'impératrice d'Autriche, et récemment encore, parmi les régicides du roi de Portugal, plusieurs étaient étrangers. A ces inconvénients politiques s'ajoutent des inconvénients économiques : l'immigrant souvent après avoir gagné de l'argent dans un pays retourne le dépenser chez lui. Les immigrants avilissent les salaires, luttant plus avantageusement que le national parce qu'ils n'ont pas de famille à nourrir, pas d'impôts, pas de service militaire.

(1) Gide, *Principes d'économie politique*.

Il peut se faire aussi que des syndicats d'ouvriers étrangers aident pécuniairement les syndicats nationaux pour fomentér des grèves ou les prolonger.

L'immigration peut être causée par des phénomènes très différents, c'est tantôt des causes morales, tantôt des causes politiques, tantôt des causes économiques qui poussent les individus à s'expatrier, à aller chercher dans un lointain pays une autre vie.

La nature et le caractère des habitants de chaque nation les prédisposent plus ou moins à s'expatrier. Les uns, comme les populations du Midi, de caractère plus insouciant, s'exilent volontiers, d'autres préfèrent rester au pays. Les lettres d'émigrants, reçues au pays, qui circulent de famille en famille, de hameaux en hameaux, faisant miroiter un pays plein de beautés et d'alléchantes promesses, déterminent souvent des individus à tenter la fortune, à partir pour « les Amériques », et aussi les récits d'amis ou de parents exilés pendant un certain nombre d'années et qui reviennent avec une fortune.

Le manque de liberté fut souvent la cause du départ de nombreux nationaux : bien des Italiens émigrèrent à la suite du mouvement libéral de 1848 qui essaya, en vain, de secouer le joug de l'Autriche. Les Espagnols, en 1839, partisans de don Carlos, émigrent, n'ayant pu faire monter leur prétendant sur le trône. L'immigration est alors la conséquence d'un régime inacceptable pour une fraction de la population.

A la suite de persécutions religieuses, de nombreux

protestants quittèrent la France aux xv^e et xvi^e siècles. Pour la même raison de nombreux Irlandais catholiques fuirent l'Angleterre (1). La crainte du service militaire est souvent une cause d'immigration. Depuis l'annexion de l'Alsace-Lorraine, de nombreux Alsaciens-Lorrains émigrent chaque année plutôt que de faire leur service militaire en Allemagne.

Une curieuse cause d'immigration nous est donnée dans un rapport de Sir William Wallace, récemment publié par le « Colonial office », à Londres. Des milliers de Peuhls, dit le rapport, fixés en territoire français sur le Moyen Niger, émigrent en ce moment. Ils prétendent qu'ils vont à la Mecque, mais en réalité aucun n'y va. Quelques-uns s'installent dans le Baghirmi et le Onadaï, mais la majorité dit se diriger vers la vallée du Nil. Somme toute il s'agit ici d'une « trekk » (migration en masse) du Niger sur le Nil. La cause de cette émigration serait le désir (2) d'échapper aux taxes perçues sur le territoire français.

La densité de la population est certainement, au point de vue économique, la cause la plus importante de l'immigration. De même que les liquides obéissent au principe des vases communicants, de même les populations tendent à se répartir d'une façon égale entre les différents pays. La France a la population la moins dense de toutes les contrées de l'Europe cen-

(1) Levasseur, *La population française*, t. III.

(2) Journal le *Times*, 12 janvier 1908.

trale, sauf la Suisse, et ceci explique que, de tous les pays d'Europe, la France est le seul dans lequel l'immigration ait quelque importance. Les Français ont peu d'enfants, c'est un pays riche. L'Italien, le Belge ne trouve pas toujours de quoi manger chez lui ; son pain il ira le chercher ailleurs. Dans les pays de forte densité et de grande natalité comme l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, il se produit chaque année un excès de population qui, ne trouvant pas sur place l'emploi de ses bras, est disposée à aller le chercher à l'étranger (1).

Certains peuples, par suite de leur instruction, de leur éducation, refusent de s'adonner à des travaux malpropres et répugnants. Dans ce cas, grâce à l'immigration, on peut faire appel à des ouvriers étrangers qui, plus pauvres et moins délicats, préféreront encore faire ces travaux répugnants plutôt que de mourir de faim dans leurs pays. « Le Français, par exemple, ne consent guère à être simple manœuvre, terrassier, à faire certains travaux très pénibles dans les filatures du Nord, dans les raffineries ou huileries du Midi. Il faut des Belges, des Italiens, des Allemands, pour toutes ces besognes essentielles de la civilisation. A Paris, dans le service des égouts, la moitié des ouvriers sont italiens (2). »

Les salaires, plus élevés dans certains pays que dans d'autres, attirent les ouvriers étrangers.

(1) Levasseur, *Population française*, t. III.

(2) *Bulletin hebdomadaire de statistique municipale de Paris*, 1883.

L'immigration est souvent la conséquence de causes commerciales qui sont de véritables entreprises. Les Compagnies de navigation entretiennent des agents d'émigration qui, faisant une active propagande, sont chargés de leur procurer des convois ; certains pays sont absolument et systématiquement exploités par les Compagnies qui recherchent ce genre de marchandise humaine comme leur procurant de gros bénéfices, ayant entre autres avantages celui de s'embarquer et de se débarquer tout seul.

M. T.-P. Sargent, commissaire de l'immigration aux Etats-Unis, signale dans son rapport de 1906-1907 une cause d'immigration qui consiste dans la violation des lois interdisant tout contrat de travail aux candidats à l'immigration — ceci pour protéger la main d'œuvre américaine. Le « contract labourer » est l'individu qui a été poussé à émigrer aux Etats-Unis par promesses d'emploi, engagements écrits ou oraux en vue d'y accomplir un travail déterminé. Cette loi est souvent violée malgré la surveillance des autorités, car il est la plupart du temps fort difficile de faire la preuve qu'un immigrant est arrivé à la suite d'un contrat.

Toutes ces causes agissant séparément ou simultanément ont donné un extrême développement à l'immigration. Elle n'est plus un fait accidentel se produisant à la suite de crises nationales, de bouleversements politiques ou religieux, mais un fait normal et permanent

qui entraîne chaque année des milliers d'hommes à changer de patrie. C'est là un des phénomènes sociaux les plus graves de notre époque.

L'immigration prend une importance telle que la politique et la science économique doivent forcément s'en inquiéter. Un certain nombre de problèmes se posent, problèmes d'ordre politique, économique, juridique dont la solution de chacun exige de longues discussions politiques et diplomatiques.

Problèmes.

Au point de vue *politique*.

Les immigrants, par leurs sentiments politiques ou religieux ou par leur ignorance des institutions libérales, menacent, lorsqu'ils acquièrent les droits politiques, les institutions du pays dans lequel ils arrivent. Ne s'assimilant pas aux nationaux et se groupant entre eux, ils forment de véritables petites nations dans la grande, allant même jusqu'à dépasser en importance et en nombre l'élément national. — L'immigration artificielle dirigée vers un point pour préparer une invasion politique ou économique. C'est ainsi que l'on prétend que les Japonais envahissent les Philippines. Les émigrants allemands sont, de préférence, dirigés vers l'Amérique du Sud où l'on a constaté qu'ils s'assimilaient moins vite à l'élément national que dans l'Amérique du Nord, et qu'ainsi ils conservaient plus de relations avec la

mère patrie. Une immigration chinoise artificielle fut créée pour faire exploiter par des ouvriers les mines d'or. — Danger en cas de guerre provenant de l'immigration d'étrangers dans les départements limitrophes.

Problèmes économiques.

Abaissement des salaires, provenant de ce que les immigrants peuvent, pour certaines raisons, fournir une main-d'œuvre meilleur marché que les nationaux. C'est le principal motif qui a amené l'exclusion des Chinois aux Etats-Unis et qui est cause des troubles contre les Japonais.

Appauvrissement de certains pays dont les habitants émigrent tous. — Le fait se présente dans certaines parties de l'Italie et de la Sicile qui sont presque complètement abandonnées.

Protection du travail national, soit par les Etats directement, soit par suite de revendications des organisations ouvrières désirant, comme aux Etats-Unis, opposer le monopole du travail à celui des trusts.

Conflits économiques accentués par la différence du milieu social. Troubles anti-asiatiques.

Problèmes juridiques.

L'immigration dans un pays qui entraîne le droit de séjour dans ce pays entraîne-t-il également le droit aux tribunaux, le droit à l'assistance, le droit au travail, le droit à l'instruction? — Troubles scolaires de San Fran-

cisco. — Mesures d'exception prises à l'égard d'individus ayant échappé par l'immigration au service militaire et désirant rentrer dans leurs pays.

En vue d'applanir les difficultés soulevées par l'immigration, le besoin de la réglementer se fait si bien sentir qu'un grand nombre de pays édictent sur cette question des mesures législatives. Certains pays, tels les Etats-Unis, prennent des mesures prohibitives dès le début d'un mouvement un peu considérable d'immigration, mais la plupart commencent par ouvrir leurs territoires indistinctement à toutes les catégories d'immigrants et attendent pour intervenir et faire un choix parmi les arrivants que leur population ait une certaine densité.

Quoi qu'il en soit la doctrine du « laisser faire, laisser passer » est abandonnée et c'est l'interventionnisme qui prévaut.

Deux théories peuvent inspirer le législateur : la xénophobie ou instinct d'aversion contre les étrangers, ce sentiment n'existe guère que chez les peuples arrêtés à un stade peu avancé de civilisation et l'opposé de la xénophobie est le cosmopolitisme. Il a pour résultat d'instituer pour les étrangers un régime d'extrême faveur qui va jusqu'à les assimiler aux nationaux (1). Ce

(1) Barthélemy, Chronique des faits internationaux, *Revue de droit international public*, septembre 1907.

sont naturellement les intérêts économiques de chaque Etat qui le poussent vers l'un ou l'autre sens.

En général, les Etats sans adopter absolument l'une ou l'autre de ces deux théories laissent l'étranger jouir de certaines faveurs, sans l'assimiler complètement au national.

Certains pays édictent des mesures législatives en vue de la protection du travail national.

La réglementation est différente généralement selon qu'il s'agit de pays de civilisation égale ou de civilisation différente, beaucoup plus rigoureuse dans ce dernier cas que dans le premier.

Nous étudierons les législations des différents pays d'Europe sur l'immigration.

Nous étudierons, parmi les pays recevant les immigrants de civilisation différente la législation des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie : 1° à l'égard des Européens, 2° à l'égard des Asiatiques.

La solution du problème de l'immigration est très difficile à résoudre, car ce n'est pas une question purement économique. Il ne s'agit pas de marchandises ou d'animaux sans volonté que l'on peut aisément diriger ou dont on peut restreindre la production. Il me semble cependant que bien des difficultés pourraient être évitées par de vastes ententes internationales entre pays d'émigration et d'immigration grâce auxquelles il serait

établi une réglementation au départ et à l'arrivée des immigrants.

D'après plusieurs auteurs américains, on pourrait chercher une solution du problème dans une judicieuse répartition des immigrants à leur arrivée vers des contrées et des travaux choisis selon leurs origines et leurs aptitudes.

CHAPITRE PREMIER

DIFFICULTÉS D'ORDRE POLITIQUE SOULEVÉES.

PAR L'IMMIGRATION

Lorsque l'immigration se dirigeait, comme autrefois, vers des pays monarchiques et ne connaissant pas le suffrage universel, elle ne présentait pas, au point de vue politique, de graves inconvénients. L'élément étranger ne pouvait prendre aucune part effective dans les affaires politiques du pays d'immigration. Avec le développement des institutions libérales qui a été un des signes particuliers du ^{xix}^e siècle, il n'en est plus ainsi. Les immigrants, dans certains pays, quelques années après leur arrivée et avant d'avoir eu le temps de s'assimiler aux nationaux ont avec ceux-ci, au point de vue politique, des droits absolument égaux. Ignorants encore des caractères et des convictions locales, ils peuvent amener dans le pays de graves perturbations.

C'est ce qui arrive actuellement aux Etats-Unis et bien des auteurs s'en plaignent.

« Les immigrants, aux Etats-Unis, peuvent après cinq années de résidence être naturalisés et jouissent absolument des mêmes droits politiques que les citoyens américains » (1).

(1) Mayo-Smith, *Emigration and Immigration*.

Il y a bien des années, lorsque les arrivées d'étrangers étaient faibles et que le nombre total en était insignifiant en comparaison de la population indigène, l'effet de l'immigration ne se faisait pas sentir ; étant donné que celle-ci a considérablement augmenté, que le caractère des nouveaux venus ne s'est pas amélioré, au contraire, que l'hostilité vis-à-vis des institutions sociales s'est développée, le choc devient de jour en jour plus difficile à supporter.

La facilité avec laquelle les Etats-Unis accordent les droits politiques provient de ce qu'ils n'exigent aucun examen, aucune épreuve aux immigrants pour les leur octroyer. L'acte de naturalisation actuellement en vigueur est celui de 1802. Cette loi exige :

1° Une déclaration trois ans avant d'être admis à se faire naturaliser ;

2° Prouver que l'on réside depuis cinq ans aux Etats-Unis et depuis un an dans l'Etat dans lequel on se fait naturaliser ;

3° Faire la preuve de sa bonne conduite et de son attachement aux principes de la Constitution ;

4° Renoncer à tout titre ;

5° Déclarer sous serment se soumettre à la Constitution des Etats-Unis et abandonner son ancienne nationalité.

L'esprit de cette loi était d'admettre toute personne ayant une bonne conduite, venant dans le pays avec l'intention de s'y installer et de lui conférer tous les

droits des citoyens américains. Mais en pratique, actuellement, on ne tient aucun compte des prescriptions stipulant une bonne conduite et l'attachement aux principes de la Constitution. Etant donné le nombre d'individus qui se font chaque jour naturaliser, il est impossible aux juges d'examiner la conduite de chacun.

Ces nouveaux citoyens naturalisés conservent de leur ancienne nationalité certaines idées préconçues, certaines opinions, absolument différentes de celles des Américains. C'est ainsi que l'on a remarqué que le fait pour des catholiques d'arriver aux Etats-Unis ravive leur foi ; ils se laissent diriger par les prêtres et votent d'après leurs conseils. Le tort est d'admettre que ces hommes exercent leurs droits politiques avant de s'être rendu compte des mœurs, avant d'avoir une entière liberté de conscience et l'idée absolue de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Le danger provient de l'accroissement de ces étrangers, déversés sans cesse par l'immigration et aussi de la docilité avec laquelle ils se laissent conduire.

La mauvaise influence de ces votes s'est surtout fait sentir dans les élections municipales. Dans les grandes villes où les immigrants affluent, ils sont souvent subjugués par des leaders, gens provenant de la même nation qu'eux, qui profitent de leurs votes pour s'emparer du pouvoir municipal et qui administrent la ville avec la seule idée d'en tirer le plus de profits possible. Les élections fédérales et même nationales deviennent entachées du même défaut.

On peut voir un autre indice malheureux de l'immigration de tous ces étrangers aux Etats-Unis par le développement que prennent depuis quelques années l'anarchie et le socialisme. Ces mouvements sont toujours conduits et dirigés par des individus d'origine étrangère. L'anarchie et le socialisme ne sont guère dans le caractère des Américains ou des Anglo-Saxons. Ils ont été importés par des agitateurs de profession, provenant pour la plupart de l'Europe méridionale et qui viennent non pour coloniser, mais dans le seul but de faire des adeptes à leurs doctrines.

« Il y a trente ou quarante ans les immigrants (1) considéraient notre république comme un modèle de gouvernement libéral. Ils se réjouissaient de quitter leurs pays monarchiques et arrivaient ici pleins d'enthousiasme pour nos institutions démocratiques. Aujourd'hui le socialiste et l'anarchiste considèrent notre république comme nullement propre à servir de modèle à ce qu'un Etat devrait être. Ils sont aussi en avance sur nous que nous pensions l'être nous-mêmes sur les monarchies. Ils veulent la destruction de toutes les institutions sociales : l'Etat, la propriété, la succession, le mariage, la religion.

« Leurs idées sur les institutions politiques et sociales sont incompatibles avec les nôtres.

« Nos institutions ont été créées par nous et ont été

(1) Mayo-Smith, *Emigration and Immigration*.

adaptées à notre caractère national et à nos besoins. Il serait absurde de les changer sur l'instigation de ces agitateurs, de ces hommes d'une civilisation autre que la nôtre, élevés sous l'influence d'autres idées. Ils n'ont aucune idée de l'indépendance et de la confiance qu'a en lui le caractère américain.

« Or ces hommes qui ignorent nos institutions, les condamnent et souhaitent leur destruction, non seulement nous les accueillons librement, mais nous leur garantissons liberté de parole et liberté de réunion.

« Ces hommes, fruits de l'immigration, à supposer que nous les laissions entrer dans notre pays, nous ne devrions pas admettre qu'ils participent à un gouvernement qu'ils ne comprennent pas et que, ne comprenant pas, ils prétendent mépriser et condamner.

« L'immigration, dans ce cas, loin d'aider à notre développement, complique singulièrement l'évolution de notre vie sociale par l'addition de tous ces éléments hétérogènes et discordants qui apportent aux Etats-Unis les troubles et l'anarchie. »

L'Australie s'est plainte également de l'ignorance des immigrants, des institutions libérales et c'est l'un des principaux arguments qu'elle a invoqué pour exclure de son territoire les Asiatiques.

Lorsque les immigrants ne s'assimilent pas aux nationaux, ils cherchent à se grouper entre individus de même nationalité, habitent les mêmes quartiers dans les villes, forment des groupes à part, parlant leur lan-

gue, gardant leurs usages, leurs coutumes. Si ces immigrants se dispersent dans un pays, surtout si ce pays a de vastes territoires comme aux Etats-Unis, leurs caractères, leurs idées sont bien vite américanisés. Mais si cette dispersion vient à cesser, les étrangers se concentrent alors dans les villes, y forment de petites colonies et c'est ainsi que dans les villes américaines du littoral de l'Atlantique on trouve de « petites Allemagnes », de « petites Italies », de « petites Hongries », des colonies syriennes, des colonies juives (1). En 1900 il a été démontré que dans l'Etat de New-York 75 0/0 des Italiens résident dans la ville même de New-York; 84 0/0 des Italiens de l'Illinois résident à Chicago; 91 0/0 des Polonais résidant dans l'Illinois habitent Chicago et 75 0/0 de ceux de l'Etat de New-York habitent New-York. Les Israélites russes 93 0/0, de ceux de l'Etat de New-York habitent New-York, 84 0/0 de ceux de l'Illinois étaient à Chicago (2).

Ces étrangers arrivent à former de véritables petites nations dans la grande et l'on comprend que des Etats édictent alors des mesures destinées soit à atténuer le flot de l'immigration, soit à diminuer les conséquences politiques qui pourraient résulter de la présence d'un trop grand nombre d'étrangers sur son territoire.

Lorsqu'il s'agit surtout d'un pays peu peuplé n'ayant qu'un petit noyau national en formation, la masse

(1) Eliot Norton, *Annals of American Academy*, juillet 1903.

(2) Prescott F. Hall, *Annals of American Academy*.

d'étrangers peut alors menacer son existence même.

C'est dans le but de se défendre d'une telle invasion que la République du Transvaal a eu ses premiers démêlés avec l'Angleterre (1). Le territoire de la république était habité par de nombreux Uitlanders ou étrangers qui sont environ trois fois plus nombreux que les Boers. Pour ne pas être submergés sous le flot de l'immigration qui se faisait à l'instigation de l'Angleterre, les Boers avaient inscrit dans leur Constitution une règle qui enlevait aux étrangers tous droits politiques et qui rendait difficile leur naturalisation.

Les étrangers qui payaient 90 0/0 des impôts se trouvaient exclus de l'administration du pays.

Dans la République Argentine la colonie italienne dépasse le quart de la population totale et cette énorme proportion fait réfléchir le gouvernement argentin. Lors d'un conflit entre le Brésil et l'Italie, en 1896, ils redoutèrent beaucoup de voir dévier sur leurs territoires les immigrants italiens qui se dirigeaient auparavant vers le Brésil.

Les Italiens sont également dans la proportion d'un quart dans l'Etat de Sao Paulo du Brésil. Cependant l'immigration italienne semble maintenant enrayée au Brésil, les pouvoirs publics s'étant émus du danger que pouvait amener leur grand nombre.

Dans un *relatorio* du ministre des travaux publics, en

(1) Tchernoff, thèse, p. 465.

1896, on lit : « J'appelle l'attention des pouvoirs publics sur l'énorme proportion que la statistique de l'immigration accuse en faveur de la nationalité italienne. C'est un devoir, une nécessité de l'Etat d'assurer le transport gratuit des émigrants, mais il ne doit pas envisager seulement le côté économique de la question ; le point de vue social n'est pas moins important, il s'impose à la sollicitude ; sous peine de paraître sacrifier à l'intérêt immédiat et à la richesse du moment les garanties qui doivent défendre l'intégrité nationale... l'introduction de plusieurs milliers d'immigrants d'une seule nationalité est une faute qui doit cesser.... (1). »

D'après ce que nous venons de voir, lorsque la foule d'étrangers résiste à l'absorption et à l'assimilation dans le pays d'immigration, il peut y avoir pour celui-ci un réel danger. Mais le danger, quoique moins évident, persiste même quand les immigrants étrangers se font naturaliser dans le pays de leur nouvelle résidence. Cela apparaîtra clairement quand nous aurons fait connaître quelques-unes des dispositions qui ont précédé, dans le Reichstag allemand, la promulgation de la loi actuelle sur l'émigration (2).

Voici les trois points qui ont été mis à la base de cette loi :

1^o Le principe de la liberté de l'émigration est reconnu ;

(1) Chaudèze, thèse, p. 45.

(2) Tchernoff, thèse, p. 417.

2° L'Etat, sans limiter cette liberté, peut et doit régler l'émigration ;

3° Les autorités allemandes doivent chercher à maintenir l'esprit allemand dans la masse des émigrants en dirigeant le courant d'immigration sur les points qui paraissent les plus aptes à la réalisation de ce but.

Le Chancelier est investi à cet effet d'un pouvoir discrétionnaire.

L'opinion publique, surtout dans les ports, à Hambourg et à Brême, se prononça catégoriquement contre les restrictions contenues dans cette dernière loi, ils prétendirent qu'on sacrifiait l'intérêt de la navigation à des intérêts soi-disant nationaux ; une brochure fut publiée sous ce titre bizarre *Navigare necesse est, vivere non est necesse*.

Quoi qu'il en soit, d'après l'économie de la loi allemande, c'est surtout le chancelier de l'empire qui est chargé de délivrer aux compagnies maritimes l'autorisation de transporter les émigrants allemands vers les pays d'outre-mer. En délivrant cette autorisation, le chancelier doit se guider sur les considérations suivantes :

Il doit chercher à diriger le flot d'émigrants vers des pays où l'esprit national allemand ne court pas le risque d'être submergé, anéanti sous l'empire d'une vie trop intense ou au contact de mœurs trop différentes et où les immigrants ne feront pas concurrence à leur ancienne patrie. Il faudra donc autant que possible

diriger l'immigration vers des pays dont les marchés ne sont pas occupés par les produits allemands. Or il résulte des travaux préparatoires de la loi, que les Allemands établis aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord s'y assimilent très vite aux nationaux et font une redoutable concurrence sur les marchés à leur mère patrie.

Au contraire les Allemands qui immigrent dans l'Amérique du Sud y conservent longtemps leur caractère, leur empreinte nationale, vivent en masses isolées formant de petites colonies allemandes et entretiennent des rapports économiques avec la patrie qu'ils viennent de quitter.

Le gouvernement allemand s'efforcera donc de diriger autant que possible l'émigration vers ces derniers pays.

Après ces observations on devinera aisément le motif d'inquiétude que ne manquera pas de ressentir un petit Etat voyant se former dans l'intérieur de son territoire un noyau qui, tout en acceptant la nationalité de l'Etat où il réside, continue à être pénétré de l'esprit de son ancienne patrie avec laquelle il entretient des relations actives (1).

L'immigration devient dans ce cas un réel danger politique qui augmente sans cesse avec l'afflux de nouveaux arrivants. Problème d'autant plus difficile à résoudre qu'il est généralement fort difficile à un Etat de

(1) Tchernoff, thèse, p. 417.

fermer sa porte radicalement aux immigrants d'une certaine nation, ce pays considérant souvent la mesure comme humiliante et offensante. En admettant que le pays proscrit ne s'en offense pas ou n'ait pas la puissance nécessaire pour lui permettre de s'en offenser, la mesure peut, si elle n'est pas un danger immédiat, en devenir un dans l'avenir.

M. T.-P. Sargent, dans son rapport sur l'immigration de 1906-1907 constate que malgré les lois d'exclusion contre les Chinois contenues dans les différents traités, depuis celui du 17 novembre 1880 jusqu'au 27 avril 1904, un certain nombre réussissent à se glisser aux Etats-Unis en passant par le Canada ou par le Mexique. Dans la dernière année, 503 furent arrêtés, dont 300 déportés. Seuls 961 Chinois, marchands, professeurs, mais non coolies, furent autorisés à entrer aux Etats-Unis.

Le rapporteur est d'avis que ces lois d'exclusion ne sont pas sans danger. A l'appui de sa thèse il invoque l'utilité qu'il peut y avoir pour les Etats-Unis, dans un avenir prochain, à éprouver les sympathies politiques des gouvernants chinois. De plus, les Chinois ont usé de représailles vis-à-vis des Américains en boycottant en Chine les objets manufacturés en Amérique.

M. T.-P. Sargent est d'avis de signer un traité avec la Chine par lequel cette puissance s'engage à n'envoyer aucun coolie, moyennant quoi les Etats-Unis ouvriront

largement leurs portes aux commerçants, étudiants et voyageurs chinois (1).

L'une des preuves que cette opinion commence à prendre corps aux Etats-Unis c'est que ce gouvernement a accordé dernièrement à la Chine une réduction d'un tiers de l'indemnité à payer par les Chinois pour les dégâts et les troubles causés il y a quelques années par les Boxers.

Dans la presse anglaise on prétend que les Japonais sont en train de diriger leurs émigrants vers les Philippines. Il s'agirait peut-être là d'une immigration artificielle créée dans un but politique. Les Japonais cherchent des territoires pour déverser leur excès de population, et ayant rencontré des obstacles en Amérique, préparent peut-être par une invasion pacifique et économique la main-mise sur les Philippines.

Le danger d'une immigration étrangère importante est particulièrement grave lorsqu'elle a lieu sur des territoires, dans des départements limitrophes du pays de provenance de ces immigrants. Il faut, à cette occasion, se rappeler cette parole de de Moltke : « Un des moyens d'information propres à rendre les opérations de guerre plus faciles, plus certaines, c'est de profiter de la paix pour explorer, étudier le territoire des Etats avec lesquels on peut prévoir une guerre. » On a vu les Allemands avant 1870 reçus à bras ouverts en France et

(1) *Times*, 12 janvier 1908.

profitant largement de l'hospitalité que nous leur accordions pour préparer par tous les moyens et sous toutes les formes la lutte qu'ils prévoyaient (1).

Il est certain que nombre d'officiers, de soldats allemands ont servi de guides à l'armée d'invasion dans les localités qu'ils avaient longtemps habitées et parcourues.

En France la législation sur la nationalité a cherché à combattre cet excès d'étrangers dans les départements limitrophes. D'après la loi de 1851 sur la nationalité, article 1^{er} : « Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration.... » Cette disposition n'atteignit pas le but désiré qui était de restreindre le nombre d'étrangers en France, au contraire, ils augmentèrent. Bien des individus, souvent pour échapper au service militaire, faisaient une déclaration en France pour être étrangers et ne retournaient pas dans leur patrie où on les croyait Français. Pour ne parler que du département du Nord, le nombre d'étrangers qui y était de 77.000 en 1861, s'était élevé à 183.000 en 1866.

Cet état de choses dura vingt-trois ans pendant lesquels il s'aggrava considérablement. En 1874 un projet fut soumis à l'Assemblée nationale qui devint la loi du 16 décembre 1874. Par cette loi l'article 1^{er} de la loi de

(1) Proposition Lalou, *Documents parlementaires*, 1889.

1851 était modifié de telle sorte que l'individu, après avoir réclaté la qualité d'étranger par une déclaration, devra « justifier avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement » (1).

En 1889 une nouvelle loi fut proposée sur le sujet. Ce projet de loi rendait plus difficile l'acquisition de la nationalité française. Le Parlement crut que loin de rendre la législation plus restrictive, le moment était venu de rendre plus facile l'acquisition de cette qualité afin de remédier aux inconvénients et aux dangers qui ont été signalés ci-dessus. La loi du 26 juin 1889 stipule : « Tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né est Français. » N'est-il pas évident que l'individu qui est né en France d'un étranger qui lui-même y est né, est un Français au point de vue de l'esprit, des tendances, des mœurs, et qu'on a le droit de lui supposer un réel attachement pour le pays où son père et lui-même sont nés, où il a été élevé, où il a ses relations, ses intérêts ?

Cette loi contribuait de plus à augmenter la population de la France.

(1) Dalloz, *Jurisprudence générale*, 1889, p. 60.

CHAPITRE II

DIFFICULTÉS D'ORDRE ÉCONOMIQUE SOULEVÉES PAR L'IMMIGRATION.

Il n'est pas de question en économie politique qui ait soulevé plus d'agitations, fait écrire plus de volumes et peut-être même fait tirer plus de coups de canon que celle du commerce international (1).

Lorsque les grands Etats européens commencèrent à se constituer au xvi^e et au xvii^e siècle, sous l'influence du mercantilisme, certains hommes d'Etat conçurent l'idée de faire servir les droits de douane à écarter la concurrence étrangère et à développer l'industrie nationale : ces droits perdirent leur caractère fiscal pour devenir protecteurs. Cromwell en Angleterre, Colbert en France furent les premiers hommes d'Etat qui appliquèrent ce système auquel on a donné le nom de colbertisme.

Ce système fut vivement combattu par l'école des physiocrates, partisans de la doctrine du « laissez faire, laissez passer ». Sous leur influence Cobden commence, en 1838, à Manchester, une mémorable campagne qui

(1) Gide, *Principes d'économie politique*.

devait renverser le système protecteur. Il choisit très habilement le terrain en portant l'attaque uniquement contre les droits protecteurs sur les blés. En Angleterre, en effet, la propriété foncière est presque tout entière entre les mains des Lords qui pouvaient à leur gré faire monter, grâce aux droits protecteurs, le prix du blé et le prix du pain.

La Chambre des Lords dut se résigner et fut obligée de céder. Les droits sur les blés une fois abolis, le reste de l'édifice croula.

En France, l'empereur Napoléon III dont la politique fut fondée sur l'alliance avec l'Angleterre et dont les instincts étaient assez démocratiques, profita du pouvoir qu'il s'était réservé par la constitution pour signer avec l'Angleterre un traité de commerce. Le traité fameux de 1860, que la France subit d'assez mauvaise grâce, eut un retentissement énorme dans toute l'Europe et fut immédiatement suivi de la conclusion de traités analogues avec toutes les puissances européennes. Ce fut le règne du libre-échange.

Ce règne fut de courte durée. Sous l'influence du système de l'économie nationale, de List en Allemagne, de Lorey en Amérique, les Etats-Unis, pour réparer les désastres de leur guerre civile édictèrent un système très protectionniste et depuis lors ont marché de plus en plus dans cette voie. En 1872, à la suite de la guerre franco-allemande, M. Thiers essaya de suivre l'exemple des Etats-Unis en rejetant sur les produits étrangers

une partie des impôts à payer par la France pour se racheter de sa défaite ; mais cette tentative échoua par suite des traités alors en vigueur. Ce fut l'Allemagne qui, en 1879, inaugura, par l'initiative du prince de Bismarck, le retour en Europe à une politique nettement protectionniste. En France tous les traités de commerce conclus depuis 1869 et qui avaient été renouvelés deux fois furent désavoués en 1892.

Il n'y a plus guère en Europe que l'Angleterre et quelques petits Etats : Hollande, Norvège, Danemark, qui soient restés fidèles au libre-échange.

Une fois admis que les produits nationaux doivent être protégés contre l'invasion des produits étrangers, il n'est que logique de défendre la main-d'œuvre nationale contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Un protectionniste conséquent ne saurait tolérer que des ouvriers belges, allemands, italiens aient la liberté d'enlever à des ouvriers français, en France, le travail journalier en s'offrant au rabais pour l'exécuter. S'il est juste d'empêcher l'avilissement du prix de nos denrées et de nos marchandises, il l'est plus encore d'empêcher l'avilissement des salaires de nos ouvriers et de nos employés. S'il est bien d'assurer des profits rémunérateurs aux patrons, il faut également songer à assurer le pain à l'ouvrier. On comprend aisément que des ouvriers viennent vous tenir à peu près ce langage : « Vos restrictions douanières nous forcent à payer au prix de

la protection tous les articles que nous achetons avec notre travail et la concurrence des immigrants étrangers nous force à vendre notre travail au prix du libre-échange ; ce n'est pas juste. »

Il est du reste curieux d'observer que dans cette question les intérêts des patrons et des ouvriers sont les mêmes. En effet, tandis qu'un grand nombre d'ouvriers français sont écartés des chantiers par leurs concurrents étrangers qui, plus sobres et moins exigeants qu'eux, travaillent à meilleur compte, l'argent gagné par ces concurrents étrangers est envoyé et dépensé dans leurs patries, ce qui porte atteinte aux intérêts de la production française. Le mal est donc général, patrons et ouvriers en souffrent pareillement (1). De là une animosité contre les ouvriers étrangers qui a dégénéré parfois en persécution, et en violences. Il en est chez nous deux exemples tristement fameux (2).

Le 15 août 1892, à Liévin, une bagarre éclatait entre des ouvriers belges et français sous un prétexte professionnel. Chaque année la proportion de charbons diminuée au cours de l'été dans une proportion très notable. Obligées de réduire corrélativement l'extraction, les Compagnies décidèrent de supprimer le travail du lundi. Les ouvriers français se concertèrent et se dirent : « Si les ouvriers belges n'étaient pas là, on ne supprimerait

(1) Daniel Bellet, La concurrence des ouvriers étrangers. *Economiste français*, 14 février 1891.

(2) Turgeon, *Revue de droit public et science politique*, 1894.

pas le travail du lundi. » Et la grève fut déclarée. Mises en demeure de renvoyer les ouvriers étrangers, les Compagnies résistèrent : colère des mineurs qui prêchent et organisent la chasse à l'homme. A la faveur de la nuit, une bande d'énergumènes pénètrent dans les rues habitées par les Belges, cassent les vitres, défoncent les portes, malmènent les femmes, brutalisent les hommes.

Pris de peur, sans argent, chaque ménage emportant son mobilier, les Belges s'enfuient vers la gare de Lens et quittent à regret la France.

Il est concevable que les mauvais traitements subis par les mineurs belges causèrent quelque émoi en Belgique. Cependant pas un instant le gouvernement belge n'eut la pensée d'imputer au gouvernement français des desseins de connivence avec les mineurs français et de provocation préméditée. La justice suivit son cours. Poursuivis pour coups et blessures devant nos tribunaux correctionnels, les coupables ne restèrent pas impunis. Il faut noter cependant que la plupart furent graciés peu après, lors d'un voyage du Président de la République.

Par ailleurs, le 16 septembre 1893, dans un chantier des salines d'Aigues-Mortes, une querelle mit aux prises des ouvriers italiens et français. L'avantage ce jour-là fut aux Italiens. Après avoir arrêté trois d'entre eux, pris en flagrant délit pour blessures graves à nos compatriotes, la gendarmerie se vit dans la nécessité de les relâcher devant l'attitude provocante des manifestants.

Le lendemain, irrités par ces violences, excités par des meneurs, les ouvriers français reviennent à la charge, attaquent en foule leurs agresseurs de la veille et les arrachent à quinze gendarmes qui tentent vainement de les défendre et de les mettre en lieu sûr. Quarante-cinq Italiens furent tués ou blessés.

L'émoi au delà des Alpes fut énorme, on put voir là combien différaient ces habitants du Midi du caractère froid et placide des Belges. L'opinion parla de guet-apens prémédité, on accusa le gouvernement d'avoir été de connivence avec les émeutiers, et la populace de Rome, de Gênes, de Naples s'en prit violemment à nos agents diplomatiques et consulaires.

Comme pour les incidents franco-belges, la justice suivit son cours, mais, à la stupéfaction générale, tous les accusés français furent acquittés. Vraisemblablement nos jurés n'ont vu et retenu qu'une chose : les Italiens avaient commencé, les arrestations avaient été faites d'une façon plus ou moins arbitraire, les vrais coupables n'étaient peut-être pas sur les bancs des accusés ; ils préférèrent pencher vers l'indulgence. Mais il faut se rappeler à ce propos qu'au point de vue de la justice les ouvriers étrangers ont le droit d'être défendus tout aussi bien que les nationaux et les tribunaux français, dans ce cas, se sont exposés à des griefs plausibles de partialité nationale et inhospitalières (1).

(1) Turgeon.

L'antagonisme, cause de collisions fréquentes entre ouvriers nationaux et étrangers, nous apparaît partout comme le résultat des mêmes motifs, des mêmes causes économiques, fruits de l'immigration.

Les mineurs que la Belgique nous envoie et les journaliers qui nous viennent d'Italie ne se refusent nulle part aux plus rudes besognes pour de maigres salaires. Ils sont plus dociles et mieux disciplinés que les ouvriers français, ils ne reculent ni devant les travaux les plus rebutants ni devant les tâches les plus périlleuses ; ils laissent moins de leurs épargnes aux mains des logeurs et des cabaretiers. Voilà déjà des griefs suffisants ; et quand ils ont les mêmes rémunérations que les ouvriers français, faute de pouvoir les accuser d'avilir les salaires, il reste la ressource de leur imputer à crime : « de manger le pain de la patrie » (1). Des gros mots les ouvriers en viennent bientôt aux coups et il ne faut pas voir dans ces troubles des luttes politiques.

Toutes ces rencontres tumultueuses ou meurtrières qui se produisent entre ouvriers nationaux ou étrangers ont toutes et partout les mêmes causes amenées par le fait de l'immigration : une cause principale, la lutte des intérêts ; une cause incidente, la rivalité des races. Concurrence économique et concurrence nationale, c'en est assez pour ameuter les travailleurs les uns contre les autres.

(1) Discours de M. Pierre Richard. Chambre des députés, 6 mai 1893.

Nous verrons dans un chapitre ultérieur consacré à la réglementation de l'immigration de quelle façon on a cherché, en France, à enrayer et à éviter ces conflits.

Ces difficultés économiques que nous venons de voir s'élever entre nations européennes à propos de l'immigration prennent un caractère de gravité et d'importance plus considérable encore lorsqu'il s'agit de continents différents et d'individus de races et de couleurs différentes. C'est principalement en Amérique et aux Etats-Unis que de semblables troubles ont eu l'occasion de se produire.

Dans ce pays, grâce à de sévères barrières douanières, les capitaux se sont concentrés dans le pays même et ont peu à peu formé les trusts. Ces sociétés, d'une puissance formidable, avaient voulu, au début, réglementer à leur guise les salaires des ouvriers, faisant venir au besoin des Chinois et des Hindous qui travaillaient pour des prix dérisoires.

Les ouvriers américains se sont alors organisés, voulant opposer au monopole des trusts le monopole du travail. Ils se sont groupés en « Unions » (syndicats) ou « Brotherhoods » (fraternités) analogues aux sociétés anglaises dont elles ont pris les noms. Ces sociétés s'agglomèrent souvent en fédérations de métiers qui s'appellent nationales, quand elles bornent leurs actions à la République et internationales, quand elles l'étendent au Canada, au Mexique, aux Antilles. D'autre part les diverses organisations professionnelles d'une même

ville se réunissent habituellement dans des Trades Halls (Bourse du travail). Les différentes fédérations et les trades halls peuvent constituer en s'alliant une sorte de grand parti ouvrier ; diverses tentatives ont été faites en ce sens.

L'ordre des « Chevaliers du Travail », fondé en 1869, a essayé de faire une organisation toute nouvelle en créant des loges ouvrières avec une forme et une hiérarchie maçonnique ; cet ordre existe toujours, mais le nombre de ses adhérents décroît. La Fédération américaine du travail qui se borne à devenir l'organe central des syndicats tels qu'ils existent eut une fortune plus heureuse. Fondée en 1881, elle réunit la majorité des fédérations et des trades halls avec plus de « un million et demi » de syndiqués. Ses affaires sont traitées chaque année dans un Congrès qui nomme son comité directeur et son président. D'autre part, chacune des fédérations nationales ou internationales tient elle aussi son Congrès annuel aux Etats-Unis pour les nationales, aux Etats-Unis ou au Canada pour les internationales. Les ouvriers canadiens ont imité cet exemple et presque tous les syndiqués adhèrent soit aux « Chevaliers du travail », soit à la « Fédération américaine du travail » (1).

Ainsi organisé, l'élément ouvrier pouvait résister aux trusts et même leur imposer ses volontés. Il acquit rapidement la majorité aux Chambres et fit voter des mesures pour restreindre l'immigration.

(1) A. Métin, *Annales du Musée Social*, 1905.

La réglementation de l'immigration est différente selon qu'il s'agit d'Européens ou d'Asiatiques. Avec ces derniers les conflits économiques étaient particulièrement graves. Les Américains avaient contre les Chinois des sentiments de haine poussés jusqu'à l'extrême ; ils leur attribuent tous les défauts et les vices. D'après eux, les colonies que forment les Chinois dans les villes d'Amérique sont des foyers d'immoralité. Ils sont rusés, perfides et tentent de s'appropriier le bien d'autrui, enfin leur abjection serait au-dessous de tout ce qu'on peut imaginer. On leur reproche de ne pas avoir de religion et de ne pas fréquenter les quatre temples, à New-York, destinés à leur usage. « Ils haïssent ce que nous aimons, ils méprisent ce que nous admirons, pour eux le serment n'existe pas, ils sont parjures, débauchés, sans honneur, sans religion, sans foi (1). »

Le Chinois, dit le comte de Beauvoir, n'a pas de religion, il n'a qu'un culte, celui de ses intérêts et par suite une superstition et une adoration aveugle envers les génies qui passent pour présider à sa fortune (2).

Les Chinois vivent avec parcimonie, ne font pas profiter les Américains de ce qu'ils gagnent, envoient en Chine des sommes considérables. Un journal de San Francisco remarquait avec amertume que les importations reçues de la Chine ne montaient en 1877-1878 qu'à 14.807.047 dollars, tandis que les exportations à destination des ports Chinois s'élèvent à 35.926.812 dollars,

(1) *Report of the House committee of Congress*, Février, 1898.

(2) Comte de Beauvoir, *Java, Siam, Canton*.

dont 28 millions en métaux précieux. Les Américains ont fait le calcul suivant : un immigrant de race blanche rapporte aux Etats-Unis 1.500 dollars. C'est l'excédent de sa production sur sa consommation. Le Chinois, lui, prend tout et ne rend rien. Il aurait, lui et ses compatriotes, importé de 1853 à 1898, 180 millions de dollars en Chine (1).

Enfin les Chinois travaillent aux pires besognes pour des prix dérisoires et cela fait baisser les salaires des ouvriers américains. C'est là le vrai grief des Américains contre les Chinois et toutes les autres raisons servent à le dissimuler. Il ne faut pas en douter, l'ouvrier chinois a causé, au moins en Californie, un avilissement des prix. Pour lutter contre lui il faudrait que l'ouvrier de race blanche, sa femme et même ses enfants se livrent à des travaux dangereux et pénibles et c'est ce qui a révolté l'ouvrier américain.

Un grief énoncé encore contre les ouvriers asiatiques, nous en avons déjà parlé à propos des dangers politiques de l'immigration, c'est qu'ils ne s'assimilent pas à la nation ; ils ne viennent aux Etats-Unis que pour y gagner de l'argent, jamais ils ne s'y marient et y fondent une famille, toujours ils repartent en Chine, même morts, car par des traités spéciaux avec les compagnies de navigation, s'ils meurent aux Etats-Unis, leurs cadavres doivent être ramenés en Chine.

Quel que soient les défauts des Chinois, les Améri-

(1) De Varigny, *Les Etats-Unis, esquisses historiques*.

cains auraient dû leur garder une certaine gratitude pour tous les services qu'ils leur ont rendus. Sans eux la Californie n'aurait pas atteint le développement qu'elle a aujourd'hui. Ils ont ouvert des routes, creusé des canaux, défriché des marais ; ce sont, en un mot, des ouvriers merveilleux et c'est là ce qu'on leur reproche. On s'est servi de l'immigration chinoise, on en a usé, abusé, et du jour où elle a paru gênante on l'a supprimée.

On a reproché aux Etats-Unis d'avoir préféré négliger les appels des hommes généreux et épris de justice pour écouter les rumeurs populaires et les âpres revendications. Mais si le gouvernement de Washington n'avait pas agi de la sorte, des troubles graves s'en seraient suivis.

Nous verrons dans un chapitre ultérieur quelles mesures législatives furent prises pour arriver à restreindre et à prohiber l'immigration chinoise.

Les Chinois ont donc disparu des Etats-Unis, mais, depuis quelques années, les ouvriers américains ont eu à lutter contre un concurrent non moins redoutable que les fils du Céleste Empire, nous voulons parler des Japonais.

L'immigration japonaise est relativement récente aux Etats-Unis. Il y avait aux Etats-Unis en

1905.	13.885 Japonais
1906.	30.226 — (1)

(1) Sargent, *Rapport annuel sur l'immigration aux Etats-Unis*.

Ces Japonais sont pour la plupart sur la côte Pacifique des Etats-Unis et principalement dans l'Etat de San Francisco.

Les ouvriers de San Francisco mécontents de cette concurrence asiatique résolurent, pour s'en débarrasser, d'employer à l'égard des Japonais les moyens qui avaient si bien réussi contre les Chinois. Une ligue anti-asiatique se forma et les premiers troubles commencèrent en octobre 1906 à l'occasion d'un « Education bill » qui instituait pour les Japonais des écoles spéciales. Nous reparlerons de ces troubles d'une façon détaillée dans notre chapitre traitant des conflits juridiques.

Le véritable motif de l'exclusion des enfants japonais était la haine de la race japonaise. La décision prise par le Bureau d'éducation de San Francisco était inspirée par le violent anti-orientalisme qui sévit sur toute la côte du Pacifique et en particulier à San Francisco. Tous les partis politiques de l'Etat de San Francisco avaient inséré dans leur programme électoral la proposition d'une loi tendant à diminuer ou à limiter par un traité ou de toute autre manière l'immigration des travailleurs japonais aux Etats-Unis. Une ligue s'était formée sous le nom de « *The Japanese and Korean exclusion League* » qui a pour but d'obtenir le vote d'une loi appliquant aux Japonais et aux Coréens les mêmes systèmes limitatifs qu'aux Chinois. Cette ligue qui comprend 78.500 membres, habitant presque tous San Francisco, avait déjà en octobre 1905 invité le Bu-

reau d'éducation à créer une école spéciale pour les élèves Mongols de San Francisco (1). La presse de San Francisco approuva du reste d'une façon à peu près unanime la décision prise par le Bureau d'éducation. Cette décision par laquelle les enfants japonais ne doivent pas être assimilés aux enfants blancs ne doit pas être considérée comme un fait isolé ; il rentre dans l'ensemble des mesures prises par les Américains contre les Jaunes, telles que boycottages, vexations et même action directe. Ces mesures sont inspirées par l'anti-orientalisme.

L'anti-orientalisme est ancien et général en Amérique, mais l'anti-japonisme est récent. Si les Chinois étaient depuis longtemps un objet de haine de la part des Américains, les Japonais, au contraire, étaient considérés avec une certaine sympathie. C'est avec enthousiasme que le peuple américain avait acclamé leurs victoires dans la guerre russo-japonaise, ne se doutant pas que la paix une fois faite, ils auraient en ces voisins des rivaux terribles au point de vue commercial et industriel. Aussi les Etats-Unis sont-ils actuellement fort désappointés et trouvent que « ces petits japs », comme ils les appelaient, deviennent vraiment très gênants.

Cette concurrence que le Japon fait aux Etats-Unis dans l'ensemble pour le commerce en Orient, il la fait

(1) San Francisco, *Chronicle*, 23 octobre 1905.

en particulier au travail blanc en Californie et en général sur toute la côte américaine du Pacifique. Mais l'Etat de Californie, par sa situation géographique, est le plus directement en contact avec l'Extrême-Orient et est le premier à s'apercevoir de l'invasion nippone et à en voir le danger. D'un geste brusque il voudrait s'en débarrasser (1).

Cette invasion japonaise est du reste ouvertement préconisée par certains hommes politiques et certains journaux du Japon qui vont même jusqu'à qualifier la côte Orientale américaine de « Nouveau Japon » (1).

En somme le principal grief, le seul pour ainsi dire, qu'ont les Américains contre les Japonais, est la concurrence redoutable que ceux-ci font à la main-d'œuvre blanche. Excellents travailleurs, sobres, énergiques, faisant les pires besognes et se contentant d'un salaire dérisoire, ils faisaient baisser par l'effet de la loi de l'offre et de la demande le prix des salaires, au grand mécontentement des ouvriers blancs.

L'anti-orientalisme, sentiment causé par l'immigration jaune, existe, avons-nous dit, sur toute la côte américaine du Pacifique. Il n'est donc pas étonnant que, suivant l'exemple de San Francisco, d'autres troubles anti-japonais aient eu lieu sur la côte. C'est ce qui est arrivé à Vancouver, au Canada ; en septembre 1907,

(1) J. Barthélemy, *Revue de droit international public*, septembre 1907.

(2) *Courrier Européen*, 7 décembre 1906.

une bande d'ouvriers blancs envahit les quartiers japonais, les malmenant fort. Voici les faits. :

Le 5 septembre 1907, 500 coolies hindous, sujets anglais employés dans les usines et les scieries de Bellingham (Etat de Washington), furent assaillis par la populace sous prétexte que ces Hindous auraient insulté des femmes dans les rues et dans les tramways.

Ils furent chassés aux cris de « Dehors les Hindous ». Six furent grièvement blessés et 400 durent être conduits sous bonne escorte à la prison, pour y être mis à l'abri des violences de la foule. Une centaine d'entre eux s'enfuirent presque nus vers la frontière canadienne (1).

Le 7 septembre, à l'issue d'une réunion tenue à Vancouver par la ligue anti-japonaise et coréenne, plusieurs centaines d'individus se rendirent dans la partie de la ville où se trouvaient de nombreuses boutiques tenues par des Japonais et des Chinois, et brisèrent les devantures de ces boutiques à coups de pierres. Une véritable bataille s'engagea, il y eut une douzaine de blessés de part et d'autre ; un Japonais fut mortellement atteint. Comme au moment de la bagarre un navire débarquait 400 immigrants japonais venant des îles Hawaï, la foule les chargea et en jeta 6 à l'eau ; ils ne furent sauvés qu'à grand'peine. Trois mille Chinois et Japonais se réfugièrent dans les environs de la ville. Pendant les

(1) *Le Times*, 10 septembre 1907.

troubles la foule brûla en effigie l'honorable James Dunsmuir, vice-gouverneur de la Colombie britannique qui refusait de signer la loi votée par la législature de cette province, excluant les coolies asiatiques.

M. Iski, délégué du commerce au Japon, actuellement à Vancouver, télégraphia la nouvelle de cet attentat au consul général du Japon à Ottawa, qui en informa immédiatement Sir Wilfrid Laurier.

D'autre part, l'opinion publique à Tokio était très montée contre les Américains à cause des troubles qui venaient d'avoir lieu. Le 8 septembre, quatre marins du navire de guerre américain « Chattoonoga », de passage à Hakodate, ayant eu une altercation avec un boutiquier, furent assaillis par la foule. Deux d'entre eux durent gagner à la nage leur bâtiment et les deux autres furent reconduits à bord sous la protection de la police (1).

Le 8 septembre, les troubles anti-asiatiques recommencèrent à Vancouver avec un caractère d'exceptionnelle gravité.

Les Japonais armés de gourdins, de bouteilles, de couteaux, de revolvers, opposèrent une résistance énergique à leurs agresseurs ; ils chargèrent la populace aux cris de « Banzai » ! et la repoussèrent de la rue dans laquelle les magasins nippons étaient assaillis.

Environ huit mille émeutiers étaient aux prises, lorsque M. Iski, délégué par le ministre des affaires étran-

(1) *Le Times*, 10 septembre 1907.

gères du Japon, actuellement en mission d'enquête sur la question de l'immigration et de la main-d'œuvre en Amérique, passa dans sa voiture qui devint instantanément le centre des désordres. M. Iski réussit à grand'peine à se réfugier au consulat. La police impuissante, pria les Japonais de se borner à résister aux attaques et de ne pas sortir dans les rues pour se battre.

Le quartier Japonais présentait l'aspect d'un camp retranché et les cinq mille Japonais demeuraient déterminés à se défendre.

Des désordres analogues se produisirent le lendemain dans la ville chinoise. La police chargea à coups de casse-tête à travers une foule de 2.000 personnes et opéra de nombreuses arrestations. La population se rejeta alors sur Pwell street où elle reçut le même accueil que la veille de la part des Japonais armés qui se déclarèrent prêts à jeter des bombes sur la foule menaçante.

Le maire décida de supprimer les réunions de la ligue anti-asiatique qui demandait l'exclusion des coolies orientaux. Le délégué japonais, M. Iski, déclara que les fenêtres de 56 maisons de commerce japonaises avaient été brisées dans Pwell street et que des indemnités seraient demandées à la ville.

M. Nossé, consul général du Japon au Canada, se présenta chez Sir Wilfrid Laurier pour discuter officiellement avec lui la question des émeutes de Vancouver ;

en attendant, des négociations étaient en cours pour restreindre l'immigration (1).

Le 9 septembre les ouvriers américains tentèrent de mettre le feu à l'école japonaise, mais les Japonais purent heureusement se rendre maîtres de l'incendie. On prétend que ce furent les mêmes agitateurs américains qui excitèrent la populace de San Francisco et un peu plus tard celle de Bellingham contre les Japonais, les Chinois, les Hindous, qui provoquèrent dans la suite les violences signalées à Vancouver. Quelques jours après le début des troubles, le quartier japonais était pour ainsi dire en état de siège et les Japonais s'armaient pour résister aux attaques provoquées par la ligue anti-asiatique. Celle-ci déclara que si on continuait à laisser librement débarquer les immigrants japonais dans la Colombie britannique, cette province canadienne encore peu peuplée serait avant longtemps dominée par l'élément jaune.

Sir Wilfrid Laurier télégraphia au maire de Vancouver pour l'inviter à réprimer énergiquement ces désordres de nature à faire surgir des obstacles pouvant empêcher la solution de la question asiatique pour laquelle les négociations se poursuivaient avec succès.

Dans les cercles officiels anglais on prétendit n'avoir reçu d'informations officieuses d'aucune source sur les incidents de Vancouver et on démentait que des représentations aient été faites à ce sujet. Le gouvernement

(1) *Le Times*, 11 septembre 1907.

canadien semblait avoir les pouvoirs suffisants pour régler la situation lui-même. On déplora beaucoup l'affaire dans les milieux officiels mais on était persuadé que le gouvernement japonais se rendrait compte qu'il ne s'agissait là que d'un abus de la populace et que les coupables seraient punis avec la plus grande sévérité par tous les moyens à la disposition du gouvernement. A Tokio les incidents de Vancouver ne soulevèrent pas la moindre émotion au ministère des affaires étrangères. On avait pleine confiance dans la fermeté du gouvernement canadien et de l'Angleterre, pour mettre fin à cette effervescence et assurer la protection des Japonais.

Dans les cercles gouvernementaux des Etats-Unis où ce mouvement, connexe avec celui de San Francisco, était suivi de très près, on déplorait cette agitation, mais on n'était pas fâché qu'elle vînt démontrer une fois de plus au Japon qu'il se posait sur le littoral américain du Pacifique un grave problème ethnique et économique dont la solution était la reconnaissance formelle de la part du Japon du droit de restreindre la main-d'œuvre asiatique non seulement aux Etats-Unis, mais encore dans la Colombie britannique, en Australie et dans les autres colonies anglaises. On faisait remarquer que si le Japon ratifiait un traité de ce genre avec la Grande-Bretagne, il ne pourrait pas se refuser à en faire autant avec les Etats-Unis (1).

(1) *Le Times*, 12 septembre 1907.

Bien que les désordres aient cessé sur le littoral américain et canadien du Pacifique, l'effervescence populaire contre les coolies asiatiques continua à couvrir à Vancouver, Seattle, Bellingham. Les autorités prirent des précautions pour s'opposer à de nouvelles violences contre les immigrants japonais, chinois, hindous qui devaient débarquer de plusieurs navires attendus. Le moindre incident pouvait provoquer de nouvelles émeutes, les asiatiques se tenant toujours sur la défensive. Les ouvriers japonais et chinois de Bellingham étaient armés et furent invités à quitter la ville ; ils déclarèrent qu'ils ne partiraient pas, même si on prétendait les y contraindre. A Seattle également, les Japonais et les Chinois s'armèrent en hâte et se concentrèrent dans le quartier oriental.

Le mouvement anti-asiatique gagna même Chicago ; une question analogue à celle de San Francisco fut soulevée par les autorités scolaires de Chicago quand le surintendant des écoles recommanda l'admission de huit adultes étrangers, dont trois Japonais, dans l'une des écoles publiques. Plusieurs membres s'y opposèrent et l'affaire fut renvoyée devant le comité directeur des écoles.

Le baron Ichii, commissaire de l'immigration japonaise, interviewé à Victoria (Colombie britannique) avant son départ pour Ottawa, capitale du Canada, exprima l'opinion que son gouvernement n'avait pas l'intention de faire de l'incident de Vancouver une ques-

tion internationale. Le gouvernement japonais se borna à demander des dommages-intérêts pour les pertes subies par les sujets japonais (1).

Le Cabinet canadien se réunit le 9 septembre pour discuter à propos des événements anti-japonais de Vancouver. M. Olivier, ministre de l'intérieur, exposa que la population de la Colombie britannique était très montée contre les Japonais. Cependant cette population avait le tort de ne pas s'apercevoir que cette immigration japonaise était très régulière d'après le traité de 1906 conclu entre le Japon et le Canada. Le ministre décida que des remontrances seraient faites aux autorités locales à qui l'on ferait également comprendre que le maintien de la paix et des droits des résidents japonais était une chose dont l'autorité impériale était responsable.

M. Macpherson, député de Vancouver et M. Galihier, député de Yole, se rendirent auprès de Sir Wilfrid Laurier, pour lui rendre compte de l'état d'âme des populations de la Colombie britannique à propos de l'immigration.

M. Macpherson déclara que la Colombie britannique voulait être un pays d'hommes blancs ; que la majorité des habitants était absolument opposée à l'état de choses actuellement existant qui est : la porte ouverte aux Asiatiques. Si le gouvernement fédéral ne mettait pas

(1) *Le Times*, 14 septembre 1907.

un terme à une situation déjà humiliante, il y aurait une affaire semblable à celle qui eut lieu à Boston à l'époque où les Américains jetèrent à l'eau des caisses de thé (1). Le 12 septembre 1907, un transport d'immigrants hindous, « le Monteagle », était attendu à Vancouver. Les chefs du parti anti-asiatique proposèrent de faire un train spécial, d'y mettre les Hindous et de les envoyer à Ottawa, « avec les compliments de Vancouver. » Quand le « Monteagle » arriva, M. Béthune, maire de Vancouver, déclara au capitaine qu'il ne pouvait garantir l'ordre pour le débarquement des Orientaux et le vaisseau partit pour Victoria ; il débarqua dans ce port les Japonais, puis revint à Vancouver pour débarquer les Hindous, mais, devant l'attitude hostile de la foule massée sur les quais du port, les officiers du navire empêchèrent les immigrants de passer à terre. Cependant le lendemain la situation s'améliora ; les 900 Hindous arrivés sur le « Monteagle », purent débarquer sans être molestés et l'idée de les envoyer à Ottawa fut abandonnée, quelqu'un ayant fait remarquer qu'il n'existait aucun moyen légal d'obliger les immigrants à partir. On apprit également que les Hindous possédaient ensemble quelque 30.000 dollars en or et la connaissance de ce fait eut, semble-t-il, pour effet de diminuer sensiblement la colère des habitants de Vancouver.

Dix-neuf individus, tant blancs que jaunes, furent

(1) *Le Times*, 14 septembre 1907.

arrêtés dans la ville à la suite des émeutes anti-japonaises et furent traduits devant les assises.

Les Japonais et les Chinois, très montés contre les ouvriers américains, cherchaient chaque jour à prendre leur revanche. Le 14 septembre un ouvrier écossais est poignardé par un groupe de Chinois. Le 15, un logeur ayant fait une remontrance à un Japonais, est de suite entouré par une trentaine d'entre eux qui lui donnent des coups de couteau (1). La presse japonaise, notamment le *Hochi Shimbun* de Tokio, dans un article du comte Okuma, ancien président du conseil, rendit justice aux autorités canadiennes qui avaient fait tout ce qu'elles avaient pu pour réprimer les troubles et protéger les Japonais. Le comte Okuma compara cette attitude avec ce qui s'était passé à San Francisco où les autorités de « ce centre de corruption » avaient sinon encouragés du moins laissé faire les agitateurs anti-japonais. Il critiqua aussi l'attitude du président Roosevelt qui, admirable au début, s'était modifiée d'une façon regrettable après la réception des délégués de San Francisco à Washington (2).

Le Canada et les Etats-Unis, repoussant tous deux les immigrants jaunes, se renvoyaient réciproquement les Asiatiques dont ils ne voulaient pas. C'est ainsi que le 19 septembre, 77 mineurs japonais arrivés dans la nuit à Seattle, aux chantiers d'Atlin, venant de Vancouver,

(1) *Le Times*, 16 septembre 1907.

(2) *New-Nork-Herald*, 15 septembre 1907.

furent escortés le lendemain par 300 blancs jusqu'au bateau et renvoyés à Vancouver. Les blancs auraient dit aux Japonais que s'ils ne restaient pas chez eux, appel serait fait à la violence pour protéger l'exploitation minière contre la main-d'œuvre asiatique. Les Japonais qui étaient à peu près dénués de tout furent abandonnés à leur sort à Skagway dans l'Alaska.

Sir Wilfrid Laurier reçut une résolution par laquelle le Congrès des Trades and Labour de Winnipeg déplorait l'afflux des Japonais comme contraire aux intérêts canadiens et demandait la dénonciation du traité avec le Japon ; il répondit que le traité avait été ratifié à l'unanimité par le Parlement canadien ; que les troubles de Vancouver avaient été motivés moins par la présence des Japonais en particulier que par celle des Asiatiques en général et qu'avant de prendre aucune décision le gouvernement croyait devoir s'enquérir avec soin des causes de l'affluence plus grande des Orientaux, surtout depuis quelque temps, sur le littoral (1).

Malgré les remontrances du gouvernement fédéral les autorités locales de la Colombie britannique montrèrent une parfaite indifférence à l'égard des réclamations des Japonais lésés dans les troubles anti-asiatiques de Vancouver. Le gouvernement du Dominion décida alors de verser une somme de 5.000 dollars aux Japonais qui avaient subi des pertes. Loin de vouloir les indemniser,

(1) *Le Times*, 23 septembre 1907.

la commission des finances du conseil municipal de Vancouver déposa une résolution réclamant l'expulsion des Asiatiques au moins à titre temporaire et demandant qu'il soit présenté au gouvernement du Dominion une requête tendant à l'abrogation des traités avec le Japon (1).

Durant les mois de décembre et janvier, sans que les troubles reprissent le caractère de gravité qu'ils avaient eus en septembre, les deux partis blancs et jaunes conservèrent à l'égard l'un de l'autre une sourde hostilité, se traduisant par des attaques et des rencontres isolées. Le 2 janvier 1908, trois pompiers marchaient dans le quartier japonais, lorsque l'un d'eux glissa et tomba contre la devanture d'une boutique japonaise. La devanture fut brisée, les pompiers immédiatement entourés d'une foule de japonais armés de couteaux. Lorsque la police intervint, l'un d'eux était tué et les deux autres sérieusement blessés. A la suite de cet incident et d'autres analogues, les habitants de Vancouver adressèrent une pétition au conseil municipal demandant que les Japonais fussent désarmés. Le conseil municipal s'adressa alors à un juge pour savoir si les autorités avaient le pouvoir de désarmer les Japonais ; le juge étant un des leaders du parti anti-asiatique déclara l'affirmative. A cette réunion du conseil municipal, l'un des conseillers, Alderman Mac Millan, déclara que chaque jour des Japo-

(1) *Times*, 29 septembre 1907.

nais armés cherchaient querelle aux paisibles citoyens américains et que les Japonais avaient formé une véritable armée à Vancouver (1).

Les troubles de Vancouver dont nous venons de constater l'importance et la gravité, quelles en sont les causes? Les mêmes que celles qui amenèrent en 1892 les rixes entre ouvriers belges et français, les mêmes que celles qui amenèrent les émeutes d'Aigues-Mortes en 1892, les mêmes qui amenèrent l'exclusion des Chinois des Etats-Unis : concurrence économique, concurrence nationale amenées par l'immigration, aggravées dans l'espèce par la divergence des milieux sociaux.

Les ouvriers canadiens, comme leurs confrères des Etats-Unis, cachent sous un voile de morale élevée et de patriotisme la haine d'un concurrent qui, par son économie, son travail, son peu d'exigences, devient un dangereux compétiteur dans les contrats que le parti du Travail voudrait garder comme un monopole entre les mains des blancs. Il est évident qu'au point de vue économique les ouvriers ont intérêt à combattre l'immigration de concurrents qui avilissent les salaires. La ligue anti-asiatique fondée au début sur l'initiative des syndicats ouvriers comprend maintenant des individus de toutes les classes de la société qui se sont réunis pour combattre sous cette devise : « Le Canada aux blancs. »

(1) *Weekly Times*, 10 janvier 1908,

Dans les milieux industriels on soutient que la main-d'œuvre asiatique est indispensable à la prospérité de la Colombie britannique, les travailleurs blancs n'étant pas assez nombreux et demandant des salaires exagérés.

Les chefs des syndicats prétendent naturellement le contraire. Ils déclarent que les patrons allèguent un prétendu manque de bras pour avoir une main-d'œuvre moins cher.

Un récent Congrès socialiste international qui a eu lieu en Amérique a suggéré une solution au problème : une loi prohibitive contre l'immigration n'est possible que contre les coolies asservis par contrat ; quant aux individus pris séparément, quelle que soit leur couleur, ils doivent jouir de la liberté de travailler où ils veulent. D'après les vœux du Congrès, il appartient aux syndicats de transformer ces avilisseurs de salaires en camarades qui lutteront avec les syndiqués blancs (1).

Cette solution ne nous paraît guère possible, car on sait combien les Japonais tiennent à rester Japonais et à ne pas frayer avec les ouvriers américains.

Un Canadien de Vancouver, correspondant du *Times*, rapporte que, à son avis, la main-d'œuvre japonaise est en ce moment presque indispensable au développement de la Colombie britannique ; que tous les troubles qui viennent d'avoir lieu ont été suscités plus encore par des agitateurs de profession que par la

(1) *Documents du Progrès*, décembre 1907.

concurrence du travail asiatique. Ce correspondant a assisté, au début de novembre 1907, à une réunion du comité de la ligue anti-asiatique. Il y avait environ 15 personnes présentes ayant, pour la plupart, un fort accent américain ; six d'entre elles étaient des agitateurs de profession bien connus sur la côte du Pacifique ; il y avait également des individus probablement Irlandais et Allemands qui avaient l'apparence d'honnêtes ouvriers ; il y avait enfin un homme différent de tous les autres, habile orateur et plein d'initiative, qui a paru l'homme peut-être le plus dangereux du Canada, fort capable d'organiser des troubles dans le pays tout entier. C'est un pasteur protestant, citoyen américain, qui fut quelque temps missionnaire en Chine et revint en Californie. Récemment il fut envoyé à Vancouver, et là, tous les dimanches, dans les églises, au lieu de sermons, il fait de la propagande anti-asiatique.

Dans cette réunion du comité, on fit peu de besogne, plusieurs discours furent prononcés pour prouver d'une façon plus ou moins évidente le besoin de mettre les Japonais à la porte ; on décida qu'un grand meeting public aurait lieu quelques jours après et l'on discuta sur la nécessité d'étendre les troubles dans les provinces orientales du Canada.

Ces agitateurs usent et abusent de l'ignorance de la populace sur la nécessité de la main-d'œuvre jaune dans la Colombie britannique, nécessité que les ouvriers ne veulent pas reconnaître par mauvaise volonté, craignant

que ces concurrents jaunes ne deviennent de jour en jour plus nombreux ; c'est par parti-pris qu'ils n'admettent pas que les travaux pénibles faits par les Orientaux et auxquels les blancs ne veulent pas s'adonner, sont indispensables à la colonie, que chaque Chinois ou Japonais arrivant sur la côte contribue à rendre le pays plus habitable pour les blancs.

La richesse de toute la côte occidentale du Canada et des Etats-Unis est une chose inimaginable. Nulle part ailleurs la nature ne s'est montrée aussi prodigue de ses dons : rivières superbes, plateaux couverts de pâturages, fertiles vallées, mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon et, comme pour compléter l'ensemble de ses bienfaits pour cette contrée, il y a de l'autre côté de l'océan, une population fournissant une main-d'œuvre excellente et bon marché. Si cette main-d'œuvre est repoussée, la côte du Pacifique ne peut plus se développer, ou du moins ses progrès se ralentiront énormément. Ceci n'est pas un avis émis au hasard, c'est le résultat de longues enquêtes.

Il est impossible de trouver des ouvriers blancs, c'est un fait certain. Il suffit d'interroger les agriculteurs du comté de Fresno, de Californie, de l'Okanaga, de Kastenay et des vallées de Fraser, dans la Colombie, tous diront que des quantités de fruits ont été gaspillées et perdues parce que les ouvriers blancs ne voulaient pas les cueillir et les emballer. — Pourquoi les propriétaires de plantations d'orangers arrachent-ils

leurs arbres ? Parce qu'ils ont renoncé à trouver des ouvriers pour cueillir les oranges. — Les ingénieurs des chemins de fer reconnaissent que sans les Asiatiques il serait impossible de construire les voies ferrées ; et c'est parce qu'ils n'ont pas pu trouver d'ouvriers que les propriétaires de moulins n'ont pu, l'année dernière, remplir leurs engagements et fournir la farine stipulée par les clauses de leurs traités. M. Alexandre Mac Laren, un propriétaire de moulins très connu, rapporte lui-même le fait suivant :

« Nous employons dans nos moulins des Chinois, des Japonais, des Hindous. Nous sommes obligés de les employer, car la main-d'œuvre blanche est fort rare et ce sont en général de mauvais ouvriers. Ils viennent travailler chez nous pendant quelque temps et lorsqu'ils commencent à être au courant de ce qu'ils ont à faire, ils s'en vont ailleurs.

« Au contraire, nous avons des Asiatiques autant que nous en voulons ; ils font leur ouvrage soigneusement et avec eux nous ne craignons pas les grèves ; ils vivent dans des maisons construites spécialement pour eux, paient régulièrement leur loyer et sont en général beaucoup plus propres que les ouvriers blancs. Nous avons quelquefois conservé les mêmes ouvriers japonais ou chinois durant de nombreuses années ; si l'un d'eux veut retourner pendant quelque temps dans son pays, il s'arrange de façon à se faire remplacer.

« Nos contremaîtres sont des ouvriers blancs, ce sont

des ouvriers habiles et on ne peut leur adresser les mêmes reproches qu'aux ouvriers ordinaires. Les Chinois font des travaux dans les moulins qui ne pourraient être effectués par des ouvriers blancs ; et il en est ainsi dans nombre d'industries. Dans les blanchisseries, par exemple, il n'y a que des travailleurs chinois. »

Rudyard Kipling a souvent parlé de la nécessité de déverser des immigrants blancs au Canada. Il a parfaitement raison. On veut que le Canada soit un pays « blanc », mais il faut aussi que le pays se développe, or si les idées émises par les députés de la Colombie britannique et par la ligue anti-asiatique avaient été mises à exécution, les moulins n'auraient plus eu qu'à fermer ou eussent été tout au moins sérieusement menacés. Ceci s'applique non seulement aux moulins, mais aussi aux pêcheries et aux établissements agricoles. On a vu des fruits pourrir sur les arbres alors qu'ils auraient été fort bien vendus dans les provinces de l'Est, parce qu'il n'y avait pas d'ouvriers pour les cueillir. On a vu dernièrement, au moment de la moisson, alors que tous les agriculteurs cherchaient de la main-d'œuvre, plus de 200 ouvriers blancs qui lisaient les journaux dans la bibliothèque municipale. Il est aisé de voir par ces exemples qu'arrêter actuellement l'immigration japonaise serait en même temps arrêter le développement du pays.

Ce ne sont pas seulement les ouvriers qui sont difficiles à trouver sur la côte américaine du Pacifique, ce

sont également les domestiques. Parmi les immigrants blancs qui arrivent au Canada, les plus entreprenants seuls vont jusqu'à la côte occidentale. Lorsque de semblables individus consentent à s'adonner à des travaux pénibles, ce n'est que temporairement ; dès qu'ils ont ramassé un peu d'argent, ils essayent de lancer une affaire pour leur propre compte. Faute d'Européens les Chinois font d'excellents domestiques, mais depuis la loi de 1903 qui a frappé tout Chinois entrant au Canada d'une taxe de 500 dollars, les gages des domestiques chinois ont monté d'une façon telle qu'ils égalent presque les gages des domestiques blancs sur les côtes orientales américaines. Dans la Colombie britannique, avant 1903, un cuisinier chinois se payait de 3 à 5 livres par mois, maintenant le même cuisinier exige de 10 à 15 livres ; il ne veut plus s'adonner à des travaux de ménage et même exige quelquefois un aide. A San Francisco certains cuisiniers chinois sont payés jusqu'à 25 livres. Quelle est l'attitude de ceux qui mènent la campagne anti-asiatique lorsqu'on leur montre le tort que ferait au pays l'exclusion des Asiatiques ? Dans un article du *Call* de San Francisco, organe de la ligue anti-asiatique, il est dit : « Nous voulons avant tout éviter un nouveau conflit de races comme nous en avons eu un avec les Chinois, même tous les fruits de Californie devraient-ils pourrir sur les arbres, nous voulons qu'on applique aux Japonais les mêmes lois d'exclusion qu'aux Chinois. »

Ce sentiment anti-japonais s'est développé et est devenu général pour les raisons. suivantes :

Avant le mois de septembre 1907, il n'y avait, à part les hommes politiques, que deux classes de la société qui s'intéressaient au conflit économique entre ouvriers japonais et américains. D'abord les capitalistes, les chevaliers d'industrie ; ceux qui ont fait la richesse et la prospérité du pays étaient partisans de l'immigration jaune, se rendant compte de l'embarras dans lequel ils seraient s'ils ne pouvaient avoir recours qu'à la main-d'œuvre blanche. D'autre part l'élément ouvrier, conduit par des agitateurs, désirait, pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, l'exclusion de tous les Asiatiques. La classe moyenne, elle, n'ayant pas d'intérêts dans la question, s'en souciait aussi peu qu'actuellement les populations du Winnipeg ou du Calgaray.

C'est alors que se produisirent les troubles de San Francisco en septembre 1906, qui faillirent déchaîner une guerre, et plus récemment les troubles de Vancouver en septembre 1907, où il y eut de nombreux tués et blessés. On aurait pu croire que cette attaque soudaine des Japonais à Vancouver leur eut fait gagner les sympathies de ceux qui n'étaient pas intéressés au conflit. Ce fut exactement le contraire. Quelques heures après avoir été attaqués, les Japonais avaient organisé leur défense de façon si parfaite qu'ils auraient pu résister à une armée. Leur quartier était transformé en camp retranché et défendu d'après les théories les plus modernes. Les

habitants de Vancouver en furent effrayés. Ce spectacle les fit réfléchir. Ils se demandèrent si ce n'était pas là une manifestation du « Péril Jaune » ; l'affirmation d'une puissance asiatique gonflée d'orgueil, dont les citoyens ne perdaient jamais l'occasion de montrer leur attachement à leur patrie, chacun d'eux devenant, au mot d'ordre, un espion prêt à accomplir tout acte de trahison à l'égard des blancs.

Cette crainte des Japonais et la méfiance qu'ils inspirèrent, compliquent singulièrement le conflit. Les difficultés qui jusque-là étaient purement économiques sont maintenant de plus nationales. Les syndicats américains n'ont fomenté les troubles que pour des motifs égoïstes : la crainte de ne plus avoir entre leurs mains le monopole du travail.

Les hommes politiques, les députés, aussi bien en Californie que dans la Colombie britannique, ne sont anti-japonais que pour avoir le vote du parti ouvrier, et pour obtenir ces voix, ils ont accompli des actes burlesques : M. P. Macpherson descendit ostensiblement dans un paquebot arrivant pour constater si les lois relatives à l'immigration n'avaient pas été violées ; M. Cowan fit dans toutes ses proclamations des déclarations anti-japonaises ; M. Béthune, le maire de Vancouver, avait eu l'idée d'envoyer par train spécial tout un convoi d'immigrants hindous à Ottawa.

Tout le monde, actuellement, sur la côte du Pacifique, désire l'exclusion des Japonais, tandis que les troubles

dirigés autrefois contre les Chinois étaient fomentés seulement par l'élément ouvrier. On trouve cependant des personnes aujourd'hui qui reconnaissent que l'exclusion des Chinois a été une chose très maladroite.

Au point de vue industriel, il ne devrait pas y avoir de « question asiatique ». Il a été reconnu que les deux villes de la côte du Pacifique qui s'étaient le plus développées, Seattle et Los Angeles, étaient celles qui contenaient le plus d'Asiatiques et dans lesquelles les habitants ne se laissent pas entraîner par les agitateurs anti-asiatiques.

Comme nous l'avons déjà dit, la véritable cause des troubles n'est plus tant la concurrence économique, que la haine des blancs pour les immigrants jaunes, haine encouragée par toute la presse, par toutes les revues, par tous les meneurs. La côte du Pacifique est en train de prendre une attitude de défi vis-à-vis de l'Asie, de cette Asie qui sort de sa longue torpeur et commence à essayer ses forces.

Le cri d'alarme poussé par les Canadiens qui prétendent que, si l'immigration japonaise continue, la Colombie britannique sera submergée par le flot des Asiatiques, est faux ; il suffit pour s'en convaincre de consulter les statistiques. M. Nossé, consul général du Japon à Ottawa, déclare que d'après les chiffres officiels, en l'année 1906-1907 :

3334 Japonais sont arrivés directement du Japon dans la Colombie britannique, environ 1365 parmi eux

avaient l'intention d'aller aux Etats-Unis, 58 se dirigeaient vers le Canada de l'Est ;

1270 ou bien revenaient au Canada après un séjour dans leurs pays, ou bien ne venaient que pour un court séjour. Ceci ne laisse plus que 641 immigrants, la moitié seulement étaient des ouvriers, l'autre moitié étaient des commerçants, des femmes et des enfants.

2395 sont arrivés des îles Hawaï durant la même période. Mais le consul déclare qu'il sait officiellement que ces Japonais étaient, au début, dirigés sur les Etats-Unis pour travailler aux chemins de fer et aux plantations de riz du Texas et de la Louisiane.

M. Nossé estime qu'il y a actuellement environ 6.000 Japonais en Colombie britannique, alors qu'en 1901 il y en avait 4.595. L'augmentation n'est pas entièrement due à l'immigration, car il y a à Vancouver 60 femmes japonaises et 200 enfants (1).

Ces chiffres nous prouvent que l'immigration japonaise n'est pas si formidable que le prétendent les agitateurs canadiens et que leurs craintes sont exagérées.

Par ailleurs M. Nossé nous rapporte que le commerce entre le Canada et le Japon est florissant et augmente régulièrement, surtout depuis que le Canada a adhéré au traité de commerce anglo-japonais et qu'il jouit ainsi de tarifs réduits. Ces tarifs permettent au Canada de lutter avec avantage contre les produits des

(1) *Weekly Times*, 17 janvier 1908.

Etats-Unis sur les marchés japonais. Le Japon a besoin de la plupart des produits du Canada : farine, beurre, saumon, papier, lait condensé, cuirs, savon, nickel, jambons, etc. M. Nossé ne se trouve pas satisfait de l'augmentation régulière du commerce entre Canada et Japon : il voudrait qu'une politique énergique augmentât les relations commerciales des deux pays. Sa devise est : « L'invasion du Japon par les marchandises canadiennes (1). »

Les Canadiens n'envisagent pas les choses de la même façon : ils s'approprieraient volontiers cette formule citée par le *New-York American* lors des troubles de San Francisco : « Le peuple de l'Etat de Californie et de toute la côte du Pacifique a raison lorsque, obéissant à un profond instinct social, il cherche à se protéger contre le flot envahissant de l'immigration japonaise. Et dans le cas actuel ce peuple lutte non seulement pour lui-même, mais aussi pour tous les blancs d'Amérique, comme il l'a déjà fait lorsqu'il s'est élevé contre l'immigration chinoise (2). » Il est difficile d'établir si ce sont les meneurs américains qui ont fomenté les troubles de Vancouver, mais il est certain que moralement, Canadiens de la Colombie et Américains de la Californie sont solidaires. C'est bien l'Amérique aux Américains qu'on réclame d'un côté comme de l'autre. Cet égoïsme national n'est peut-être pas très respectable. Mais il est

(1) *Weekly Times*, 24 janvier 1908.

(2) *New-York-Herald*, 20 septembre 1907.

le fait social, impérieux, tyrannique, aussi dédaigneux des engagements contractuels qui unissent l'Angleterre au Japon que des sympathies officielles dont témoignaient naguère Japonais et Américains. Le Japon et l'Amérique sont voisins. Une mer seulement les sépare et la mer qui, jadis, tenait les peuples éloignés les uns des autres, les rapproche aujourd'hui.

Les Japonais, comme les Chinois, ont franchi le Pacifique, et comme nous l'avons déjà dit, pour une nation industrielle il n'est pas de concurrence pire que celle des Jaunes. Un ouvrier européen ou américain a de légitimes prétentions au confort, à l'hygiène et à l'aisance ; l'ouvrier jaune est toujours prêt à accepter un taux de famine. Les vaincus de ce combat ne pardonnent pas à leurs vainqueurs. Et leur rancune est d'autant plus féroce que, mieux syndiqués, ils ont plus de prétentions à n'admettre aucune concurrence.

La question jaune en Amérique est très grave. Gravité immédiate ? Non, c'est peu probable, mais conflit certain dans l'avenir. Le problème de l'émigration domine la politique japonaise et il se développe avec la majestueuse lenteur des phénomènes naturels. L'immigration japonaise en Corée, longtemps entravée, a exigé une revanche : et ce fut la guerre de Mandchourie. Qui sait ce que réclamera dans les vingt ans qui viennent, l'immigration en Amérique, aussi nécessaire que la précédente.

Sans déclarer que le feu est aux poudres, il ne faut pas méconnaître l'importance du débat ; car en cette

affaire c'est de vivre qu'il s'agit, d'un côté comme de l'autre.

Les Américains s'en sont bien aperçus puisque le résultat des troubles a été l'envoi de la flotte américaine sur la côte du Pacifique. Envoi momentané, a dit le président Roosevelt, c'est peu probable, car les Américains ont plus à craindre maintenant du côté de l'Asie que de l'Europe.

En dehors de toute concurrence économique et de tout préjugé de races, les troubles causés à Vancouver par l'immigration japonaise avaient un caractère spécial en ce sens qu'ils se produisaient entre sujets britanniques et alliés de l'Angleterre. Les Canadiens n'ont envisagé que leurs propres intérêts. Ils ont insulté les alliés du Roi et même ses sujets asiatiques en la personne des Hindous sans se soucier des conséquences que peut entraîner leur conduite. Cette attitude n'a encore rien apporté de grave, mais ils devraient se rappeler que les colonies sont absolument incapables de se défendre elles-mêmes. C'est la flotte anglaise qui doit s'en charger.

Il semble qu'à Vancouver les deux gouvernements intéressés, le gouvernement anglais et le gouvernement japonais aient tenu, en raison de leur alliance, à étouffer l'affaire. Il ressortait d'après les dépêches que les troubles de la Colombie britannique avaient été singulièrement plus graves que les troubles de la Californie. Ils ont fait cependant beaucoup moins de bruit. Il a été en-

tendu dès les premiers jours, entre les gouvernements, que « cela n'avait pas d'importance ». La presse japonaise, notamment le *Hochi-Shimbun*, de Tokio, dans un article signé du comte Okuma, a rendu justice aux autorités canadiennes et proclamé qu'elles avaient fait tous leurs efforts pour protéger les Japonais. Le comte Okuma en prend même occasion pour dénoncer l'inertie de la mairie de San Francisco, « centre de corruption et d'anarchie ». Quand deux gouvernements ou deux partis dont les circonstances risqueraient de faire des adversaires veulent à toute force rester unis, leur pouvoir est très grand. L'Angleterre et le Japon viennent, une fois de plus, de montrer jusqu'où pouvait aller ce pouvoir.

Le Canada n'est pas la seule colonie anglaise dans laquelle des troubles se soient élevés à propos de l'immigration des Asiatiques, même sujets britanniques.

Le Transvaal, tout récemment, a été agité par des conflits entre les immigrants hindous et le gouvernement de la colonie qui venait d'édicter une loi restrictive vis-à-vis de l'immigration asiatique. Cette question est d'autant plus curieuse que c'est avec l'autorisation du gouvernement anglais que l'immigration jaune fut attirée au Transvaal il y a quelques années.

Ce fut la monopolisation de tous les terrains miniers de l'Afrique du Sud qui en fut la cause première. Monopolisation produite par la réunion de toutes les mines de diamant de Kimberley sous la société « de Beers »

et Cie ; acquisition de tous les terrains aurifères par les financiers de cette société ; acquisition de la Rhodesia par les mêmes et constitution de la British South Africa Company.

Les syndicats ayant en leur possession tous les terrains aurifères songèrent à s'assurer contre toute intervention étrangère dans leur méthode d'exploitation en gagnant divers gouvernements susceptibles de contrôler cette exploitation. Il n'y eut de difficultés sérieuses que de la part du Transvaal et de l'Orange, difficultés que la guerre fut chargée d'aplanir. Après la guerre, le gouvernement du Transvaal et de l'Orange échut à lord Milner qui faisait partie des syndicats comme administrateur de la Rhodesia. Ces deux pays étaient donc soumis aux syndicats.

Pour étendre leur autorité à la colonie du Cap une agitation fut suscitée dans l'espérance que le gouvernement impérial suspendrait la constitution de cette colonie. Le gouvernement impérial refusa cette suspension ; il fut largement influencé par les premiers ministres des autres colonies autonomes. Mais, en enlevant le droit électoral à une grande partie de la population comme rebelle, on obtint le résultat désiré et, aux premières élections, le parti du docteur Jameson fut renversé et un ministère fut composé presque exclusivement constitué par des directeurs ou des actionnaires de la de Beers.

Alors eut lieu le premier acte des monopolistes en

vue de consolider la situation. Il s'agissait d'organiser un système de travail qui permettrait l'exploitation paisible de leurs propriétés, sans créer, par le fait même de l'exploitation de cette prospérité, une classe de travailleurs qui, par la réclamation de leurs droits, finiraient par exercer une influence assez considérable pour s'emparer du pouvoir.

La Chambre des mines du Transvaal formula une demande pour l'introduction de 200.000 Chinois. Lord Milner fit prendre les dispositions législatives nécessaires et l'immigration jaune commença. Les monopolistes réussissaient ainsi à établir le travail dans les mines sur la base du servage. Ce résultat était dû à l'entente officieuse entre le gouvernement conservateur de la Grande-Bretagne et les syndicats propriétaires.

Mais un événement se produisit qui amena un coup de théâtre. Le parti libéral, qui lorsqu'il était de l'opposition avait réclamé pour le Transvaal et l'Orange un gouvernement libre et responsable et qui avait dénoncé la main-d'œuvre chinoise, arriva au pouvoir et s'occupa aussitôt d'appliquer son programme. Une constitution très démocratique fut accordée à l'Orange et au Transvaal et l'immigration chinoise fut immédiatement arrêtée (1). L'immigration hindoue fut réglementée, on prit contre elle des mesures restrictives. En 1907, un amendement fut ajouté à la loi restreignant l'immigra-

(1) *Documents du Progrès*, décembre 1907.

tion par lequel tout Hindou au Transvaal devait se faire inscrire sur un registre, donner les noms de sa femme, de ses fils, de sa mère ; donner l'empreinte de ses dix doigts, ensemble et séparément.

Les Hindous ne voulurent pas se soumettre à une pareille réglementation qu'ils considéraient comme humiliante et ils décidèrent d'opposer à cet acte une résistance passive. Le 29 mars 1907, l'Association des Indiens de Johannesburg, au nombre d'environ 1.500, protesta à la suite d'un meeting contre l'amendement à la loi, suggéra un compromis et, dans le cas de son rejet, demanda l'intervention du pouvoir impérial. Le 31 juillet les Indiens câblaient au roi d'Angleterre la protestation suivante : « L'Association des Indiens a vu avec un profond chagrin la décision du ministre de la colonie du Transvaal. Ils approchent humblement Sa Très Gracieuse Majesté et respectueusement déclarent que la mise en vigueur d'une mesure, si sévère, violera les sentiments des Indiens instruits, sera un outrage à leurs principes les plus chers et une atteinte à tout ce qu'ils ont de plus cher dans la vie. Nous deviendrons un objet de honte pour tous ceux qui nous respectent, les blancs comme les noirs. Au nom de Dieu et de toutes les traditions anglaises de justice et de loyauté, nous supplions Sa Majesté de sauver les Indiens du Transvaal de cette humiliation et de cette déchéance. Nous prions ardemment qu'il plaise à notre Empereur bien-aimé, de confirmer, par la révocation de cette

loi, ses mots plein d'espérance pour nous, prononcés à l'occasion du Dehli Durbar : « L'attention que je porte à leur liberté, le respect que j'ai de leur dignité, et de leur droit, l'intérêt que je porte à leur développement, qui sont la raison suprême et l'objet de ma conduite. » Nous vous prions d'agréer l'assurance de notre perpétuel dévouement et attachement au trône. (1). »

Le ministre d'Etat répondit au nom du roi de la façon suivante :

« J'ai montré votre télégramme à Sa Majesté qui m'a ordonné de vous répondre dans les termes suivants : La loi en question qui a été votée avec l'unanimité des députés du Transvaal a fait l'objet d'une longue correspondance entre le secrétaire d'Etat et le gouvernement du Transvaal ; le secrétaire d'Etat n'a pas senti le besoin de conseiller à Sa Majesté de s'y opposer ; et la loi est maintenant sur le point d'être mise en vigueur. La principale objection faite par les Indiens contre la loi est l'identification par le procédé de l'empreinte des doigts. Les ministres du Transvaal ont informé le secrétaire d'Etat qu'après une longue et minutieuse enquête sur les différents moyens d'identification qui existent actuellement, ils ont choisi l'empreinte des doigts comme étant de beaucoup le plus pratique. Ils ne peuvent admettre que ces mesures exposent les Asiatiques à des humiliations. Ils démontrent que ce

(1) *Blue Book relating to legislation affecting Asiatics in the Transvaal*, p. 28.

procédé n'est pas employé seulement pour les criminels et qu'on s'en sert dans l'Inde pour plusieurs services publics ; que ce procédé est simple, peu coûteux et expéditif, qu'il ne porte aucune atteinte à la religion et que le gouvernement ne peut s'en passer.

« Sa Majesté regrette que les ministres du Transvaal n'aient pu faire de concession aux Indiens à ce sujet ; Elle considère que la méthode très scientifique d'identification préconisée n'est pas répréhensible et Elle ne croit pas devoir demander aux ministres de revenir sur leur décision.

« Sa Majesté apprécie à sa juste valeur l'assurance de dévotion et d'attachement de ses sujets Indiens dont le bonheur sera toujours pour Elle un sujet de sollicitude, mais, dans le cas présent, Elle ne peut accéder à leurs prières (1). »

Les Indiens adressèrent ainsi plusieurs pétitions qui furent toutes repoussées et le 19 décembre le ministère des affaires étrangères de Londres écrivit au gouverneur général du Transvaal pour lui dire que le Roi ne s'opposerait pas à la loi. Elle fut mise en vigueur quelques jours après.

Un meeting d'une quantité d'Indiens eut lieu à Johannesburg contre l'acte limitant l'immigration. M. Gandhi, chef du parti de la résistance, déclara que le gouvernement impérial avait dépassé les mesures et

(1) *Blue Book*, p. 29.

devait choisir entre l'Inde et les autres colonies. On vota une motion condamnant le *Restriction Act*. A la suite de ce meeting, M. Gandhi fut arrêté, jugé et condamné à quitter la colonie dans les quarante-huit heures.

Le 29 décembre, huit Indiens sont arrêtés et condamnés à quitter le Transvaal avant le 7 janvier pour refus de se faire inscrire sur le registre des immigrants. Quelques chefs d'émeute ont été invités à montrer leurs certificats d'inscription, et n'ayant pu le faire, ont été condamnés à quitter la colonie dans un délai variant de 2 à 15 jours. On ne s'est occupé que des chefs d'émeute. On suppose que le gouvernement veut donner à la masse des Asiatiques l'occasion de se faire inscrire encore sur les registres après que les chefs d'émeute auront été renvoyés.

Les Indiens n'en veulent pas au gouvernement du Transvaal et aux autorités locales, mais surtout au gouvernement impérial pour avoir approuvé le *Restriction Act* (1).

A Prétoria, le 5 janvier 1908, M. Smuts, secrétaire de la colonie, a déclaré que le gouvernement n'avait pas supposé que le *Restriction Act* causerait de telles difficultés. Il démontra qu'il y avait quantité d'Indiens au Transvaal qui n'avaient pas le droit d'y être et que cette mesure avait pour but de protéger les Indiens qui

(1) *Weekly Times*, 10 janvier 1908.

étaient installés au Transvaal légalement. Un des bons effets de la loi était que 5.000 Indiens étaient partis, effrayés ; il estime qu'il en reste encore 9.500 qui ont refusé de se faire inscrire et 5.000 parmi ceux-ci furent autorisés par le gouvernement à exercer un commerce. Il déclare que ceux qui refusent de s'inscrire sur le registre sont guidés, conduits par des meneurs, que le gouvernement ne montrera aucune pitié pour ces agitateurs (1).

M. Gandhi et cinq autres Indiens furent, le 10 janvier, condamnés à deux mois d'emprisonnement. Trente-cinq Indiens, parmi lesquels le président et le secrétaire de la *British India Association*, le président et le secrétaire de la *Islamic Society* et quelques commerçants notables furent arrêtés le 14 janvier. Trente-deux Indiens furent condamnés à partir dans les quinze jours. Plusieurs des Indiens arrêtés avaient prouvé qu'ils étaient dans le pays depuis de longues années et qu'ils y avaient du bien. Un Brahma fit valoir qu'il appartenait à la plus haute société de l'Inde. Tous déclarèrent que leur inscription, de force, sur un registre, était contraire à leurs principes.

Nombre d'Indiens, à Pretoria, pour n'avoir pas quitté le Transvaal le 7 janvier 1908, comme il le leur avait été ordonné, furent condamnés à deux mois de prison et à des amendes variant de 50 à 100 livres.

(1) *Blue Book*.

L'évêque catholique de Kimberley prit l'initiative d'une proposition adressée au ministre du Transvaal et dans laquelle il dit que : « Désirant ardemment régler d'une façon amicale les différends actuellement existants à cause de la question asiatique, il propose de modifier sur deux points le *Registration Act* ; ces deux points sont :

1° L'obligation pour les Indiens de donner l'empreinte de leurs dix doigts réunis et séparément. Cette obligation est déshonorante aux Indes, car on l'exige des criminels ;

2° L'obligation de donner le nom de la femme et de la mère de chaque homme qui s'inscrit ; cette dernière mesure est contraire aux principes religieux des Hindous. »

Répondant à cette proposition, M. Smut déclara que le procédé de l'empreinte des doigts n'avait rien de déshonorant.

Quant aux noms des femmes et des mères des Indiens, depuis cinq ans on les demande sans qu'on n'ait jamais fait d'objection.

Dans un discours, quelques jours après, M. Smut déclara :

« Le gouvernement tient à ce que ce pays continue d'être un pays d'hommes blancs et veut conserver ce pays tel qu'il l'a reçu, sans tache, quoi qu'en disent en Angleterre certaines personnes mal informées. Si le gouvernement est trop faible pour appliquer une loi

votée avec l'assentiment unanime du peuple, c'est qu'il y a un défaut dans la Constitution (1). »

Le 12 janvier, les Indiens de Kimberley ont télégraphié à Sir Campbell Bannermann : « La colonie indienne est plongée dans la tristesse. Nos leaders sont emprisonnés. Nous protestons respectueusement contre l'indifférence du gouvernement impérial. Cependant nous comptons sur la justice anglaise (2). »

La chambre de commerce de Johannesburg a adopté une résolution déclarant que la politique du gouvernement à propos des Indiens et de l'immigration asiatique était pour le mieux des intérêts de la colonie. M. Hosken soumit un amendement demandant de reconnaître la justesse des objections des Indiens. Cet amendement a été rejeté.

Malgré les intentions premières du gouvernement du Transvaal, devant la résistance des Indiens, on décida d'admettre un compromis. Il fut décidé que les Indiens instruits qui pourraient signer leurs noms, ne seraient pas soumis à l'obligation de l'identification par l'empreinte des doigts.

Il y a lieu de faire une distinction entre la nature des troubles du Transvaal et ceux du Canada. Ceux-ci ont été beaucoup plus graves que ceux-là parce qu'il y avait au Canada non seulement lutte économique, mais de plus haine de l'ouvrier jaune. Cette haine n'existe pas

(1) *Weekly Times*, 17 janvier 1908.

(2) *Blue Book*.

au Transvaal. L'immigration asiatique y est récente et depuis peu seulement les Boers se sont rendus compte combien ces concurrents étaient dangereux. En luttant contre les Asiatiques, le Transvaal lutte contre l'immigration en général. C'est une lutte purement économique qui a pour objet la protection du travail national.

Les conflits du Canada et du Transvaal ont, outre leur caractère économique, un côté commun. Ces deux pays sont des colonies britanniques et tous deux combattent l'immigration de sujets britanniques ou alliés de l'Angleterre. Le problème de l'immigration, déjà grave par lui-même, se complique ici d'une question d'animosité entre colonies de la même métropole

Au cours d'un débat qui eut lieu à la Chambre des Lords à propos des incidents anti-asiatiques du Transvaal, lord Lansdowne exposa les difficultés de la situation :

« L'Angleterre à chaque instant est exposée à connaître de semblables difficultés. Jamais elle ne montrera trop de clairvoyance, de tact, de prudence pour réconcilier des intérêts absolument opposés. Nous n'avons eu jusqu'à présent que des alertes. Nous avons pu régler les conflits de Vancouver et du Transvaal, mais les solutions que nous y avons apportées ne seront pas durables et il est certain que tôt ou tard nous aurons à lutter contre des difficultés d'un ordre semblable peut-être beaucoup plus sérieuses. Ne serait-il pas temps d'avoir, à propos de l'immigration, une entente absolue

entre les différentes parties de l'empire. La question est assez grave pour motiver une conférence intercoloniale ; si c'est trop demander, le ministre des colonies pourrait nommer une commission qui, avec l'aide des gouvernements coloniaux, pourrait élaborer un projet d'entente destiné à éviter de graves dangers (1). »

L'intolérance avec laquelle certaines colonies très importantes de l'empire britannique regarde l'immigration asiatique, est un problème qui a besoin d'être très sérieusement étudié. En Australie, en Nouvelle-Zélande, au Natal, au Transvaal on voit à chaque instant des signes de cette antipathie frappant des alliés de l'Angleterre et même ses sujets.

Nous venons de voir que l'immigration pouvait devenir un sujet de conflits entre nationaux et étrangers. Elle peut également présenter de sérieux dangers économiques pour le pays même d'émigration.

En automne 1907, les Etats-Unis furent touchés par une crise financière très importante. A la suite de cette crise, grand nombre d'établissements firent faillite et le marché en général se ralentit. Les usines n'ayant plus assez d'ouvrage pour occuper leurs ouvriers, en renvoyèrent un grand nombre. Parmi ceux-ci il y avait quantité d'Italiens. Ne trouvant plus à gagner leur vie, ils se décidèrent à revenir dans leur patrie. On fut effrayé en Italie par le retour subit de tous ces émigrants.

(1) *Times*, 3 février 1908.

« 7.000 ont quitté New-York. On estime qu'il y en a encore 200.000 qui vont quitter les Etats-Unis. Si l'on compte ceux qui n'auront pas émigré, cela fait environ 300.000 ouvriers de plus en Italie qui vont chercher à vivre au moment de la plus mauvaise saison (1). »

Le comité d'émigration, devant l'afflux de ces arrivants, étudia la possibilité de les envoyer ailleurs, de leur trouver un débouché ; on en fit partir une quantité pour l'Australie.

L'immigration est donc actuellement une source de conflits qui peuvent aller jusqu'à faire naître des luttes internationales. D'où viennent ces difficultés ? Dans quelques cas, de considérations psychologiques ou étiologiques comme des haines de race, qui accentuent le conflit économique. Mais c'est certainement la concurrence sur le terrain économique qui fait le fond de la lutte entre les différents peuples en général, entre l'Amérique et les Asiatiques en particulier. Comment résoudre ce problème ? En faisant précisément abstraction de toute idée de nationalité ou de race, en rendant l'immigration impersonnelle. Il faudra arriver à traiter le problème de la main-d'œuvre étrangère comme on a résolu jusqu'à présent la question de l'importation des produits étrangers.

Au point de vue des rapports commerciaux, les Etats intéressés commencèrent par frapper d'exclusion les

(1) *Times*, 6 décembre 1907

marchandises étrangères. Plus tard, sous la pression des circonstances, ils furent obligés d'entr'ouvrir leurs barrières douanières ; d'abord par des déclarations unilatérales qui ne constituaient pas d'engagements contractuels à leur charge, ensuite, pour assurer plus de stabilité au commerce et des débouchés plus sûrs à la production nationale, ils entrèrent dans la voie des conventions bilatérales. Les deux Etats en présence débattent leurs intérêts, les défendent, aboutissent à des transactions qui font la loi des parties.

Personne n'a nié le droit de chaque Etat de régler son commerce international, de le régulariser. Sans doute il y eut une période pendant laquelle le principe du libre échange triompha, mais on abandonna vite cette politique pour revenir à des conventions ou accords commerciaux ayant pour base généralement un tarif maximum ou minimum voté préalablement. Des motifs divers inspirèrent les Etats dans telle ou telle mesure. Tantôt les droits plus ou moins élevés étaient inspirés par des considérations purement fiscales, tantôt, au contraire, par la protection des intérêts nationaux. Cette dernière mesure est prise conformément au principe de l'économie nationale qui veut que chaque Etat se constitue en une unité économique autonome, harmonieusement développée et presque indépendante.

La pratique actuelle, malgré les tendances vers l'élargissement du commerce international, vers la constitution d'un débouché mondial s'accommodent de cette

réglementation qui s'assouplit suivant les circonstances, évolue en affectant des formes variées suivant les besoins de tel ou tel pays.

Pourquoi ne pas demander à cette forme de réglementation la solution des conflits que soulève le problème de l'immigration, c'est-à-dire le problème de l'échange de la main-d'œuvre étrangère ?

On a commencé par contester dans ce domaine la légitimité de l'intervention de l'Etat pour réglementer soit l'émigration, soit l'immigration. Ce n'est que peu à peu que s'élabora la législation interne relative à ce point, sous la pression des circonstances, à la suite de quelque conflit. Presque toujours la législation actuelle apparaît comme restrictive, succédant à un état de liberté presque complète. On oublie trop que cette liberté antérieure était un état de fait et non une liberté de droit. La liberté de réglementation est certaine. Là d'ailleurs où elle soulève des conflits, on l'a résolue généralement par des conventions internationales.

Un jour viendra peut-être, où cette question sera soumise, comme beaucoup d'autres, à l'œuvre d'une conférence internationale qui trouvera des éléments utiles pour la solution du problème, dans un projet de l'Institut de droit international.

CHAPITRE III

DIFFICULTÉS D'ORDRE JURIDIQUE SOULEVÉES PAR L'IMMIGRATION.

Dans ce chapitre nous allons étudier :

1° Le droit de l'Etat et la nécessité qu'il y a pour lui de réglementer l'émigration et l'immigration par des mesures soit nationales soit internationales.

2° Les différentes façons d'interpréter les conventions qui se rattachent de près ou de loin à l'immigration.

A ce propos nous étudierons en détail le conflit qui eut lieu entre le Japon et les Etats-Unis à propos des écoles de San Francisco.

Un Etat peut-il fermer ses portes, interdire l'accès de son territoire aux étrangers ? Dans l'état actuel de la civilisation, un Etat ne pourrait, sans porter une grave atteinte à ses intérêts économiques, interdire à tous les étrangers la faculté de passer, de séjourner ou de s'établir sur son territoire et par conséquent de jouir dans une certaine mesure des avantages que suppose ce séjour. Mais, d'autre part, tout le monde s'accorde à reconnaître que l'étranger ne doit pas être admis à jouir des services de l'Etat sur un pied d'égalité avec les nationaux. Il est légitime, en effet, que ceux-là qui sont membres

de la communauté qui a organisé les services publics, en jouissent d'une façon supérieure à ceux qui prétendraient en avoir les avantages, sans en avoir subi toutes les charges.

L'organisation d'un service public suppose en effet des frais de premier établissement que la communauté nationale a soldés et des frais de mise en train et d'entretien, qui sont acquittés par les générations qui se succèdent sur le territoire d'une nation ; un étranger ne serait donc pas admis à réclamer comme un droit, la jouissance des services publics moyennant le paiement des impôts correspondant seulement à l'entretien de ces services. Les nationaux ayant enfin toutes les charges de la communauté et notamment celle de la défense militaire, il est juste de leur faire, par rapport aux étrangers, une situation privilégiée ; tout le monde reconnaît qu'on doit avoir un avantage à être national.

S'il est reconnu que l'Etat ne peut fermer sa porte aux immigrants, il faut admettre qu'il leur reconnaît également le droit de séjour. Or, le droit de séjour est de nos jours, intimement lié à quantité d'autres droits tels que liberté du travail, droit d'assistance, droit aux tribunaux, droit pour l'étranger de solliciter la nationalité du pays où il réside (1). Nous en voyons la preuve dans la discussion qui s'est produite devant l'Institut de droit international dans sa session de Copenhague. On

(1) V. Tchernoff, *Protection des nationaux*, p. 419.

discuta sur le projet de règlement de l'immigration au point de vue du droit international et, incidemment, M. Buzatti (1) fit la proposition qu'on proclamât non seulement la liberté de l'immigration et de l'émigration, mais encore la liberté du travail. Il motiva sa proposition par le fait suivant qu'il cite : Beaucoup d'immigrants italiens, dit-il, admis en vertu de la liberté d'immigration dans les républiques de l'Amérique du Sud, sont empêchés de s'y livrer au travail par la population. « L'Institut doit, conclut l'orateur, dans les articles du projet, proclamer la liberté du travail. » Et le rapporteur, de son côté, fait remarquer que, quant à lui, il pense que la liberté du travail est implicitement reconnue par les Etats qui acceptent la liberté d'immigration.

MM. Lyon-Caen et Staerk relevèrent ce fait, que le rapporteur demandait pour les immigrants des garanties qui souvent n'étaient pas accordées aux nationaux, puisque dans certains pays la liberté du travail n'est pas reconnue aux indigènes. Ils proposèrent alors de se borner simplement à la question de la liberté d'émigration et d'immigration. Cette décision ne fut cependant pas admise sans restriction, car l'article 3 du projet de convention portait : « L'immigration pourra être interdite aux émigrants en masse qui arrivent dénués de toute ressource au lieu de destination. »

(1) *Annuaire*, 1897, p. 249.

Si tout le monde admet qu'il serait fort difficile pour un Etat de fermer son territoire aux étrangers pour des raisons économiques, il faut admettre aussi que, pour des raisons de souveraineté, l'Etat est libre de n'accepter les étrangers chez lui que sous certaines restrictions et de soumettre leur établissement et leur séjour à telles conditions qui lui paraîtront bonnes. Il n'en résulte pas cependant que les étrangers ainsi admis par faveur soient absolument en dehors du droit ; mais tout ce qu'ils peuvent réclamer comme leur droit strict, d'après les principes du droit international, est une protection pour leurs personnes et leurs biens, de même nature et de même degré que celle dont jouissent les nationaux et le libre accès devant la justice pour assurer cette protection.

« Toute nation a le droit absolu de juger et de décider quels éléments arrivant du dehors pourront s'ajouter à sa communauté et sous quelles conditions. C'est là un droit essentiel et irréductible pour toute communauté libre ; et quand un pays fixe pour lui-même dans son indépendance la mesure et les conditions dans lesquelles les citoyens des nations étrangères seront admises chez lui, pourront prendre part à sa civilisation, à son industrie, à sa vie collective, il accomplit une œuvre justifiée non seulement par le droit strict, mais aussi par un principe de haute moralité sociale (1). »

(1) Balfour, Chambre des Communes, 18 avril 1905.

Ces restrictions à la liberté de l'immigration peuvent être inspirées par une idée de protection des nationaux. Dans bien des pays, en effet, l'étranger est dans une position supérieure au national. Exempt des charges du service militaire, le plus souvent sans famille, il se contente de salaires inférieurs. Souvent étant tombé dans la misère, il tombe à la charge de l'assistance publique, à la charge de ces ouvriers mêmes dont il empêche les salaires de monter et auxquels il fait concurrence. Ce dernier inconvénient, à savoir, la charge pour l'assistance publique d'immigrants arrivant sans ressource, a contribué pour beaucoup à restreindre l'immigration. C'est ainsi que bien des pays ne consentent à recevoir les immigrants que s'ils sont en possession d'une certaine somme d'argent. Les Etats-Unis par exemple agissent ainsi.

La liberté de l'immigration est certainement entravée par des restrictions comme nous venons d'en voir, mais souvent l'Etat ne se contente pas de ces mesures et restreint également l'émigration de ses nationaux, généralement dans leur propre intérêt.

Un Etat, par exemple, empêchera de partir pour les Etats-Unis certains de ses nationaux pour lesquels il sait que l'accès de la République sera interdit. On a compris qu'il serait préférable d'empêcher l'émigration de gens qui, par leur état de fortune, de santé, de moralité, par suite de devoirs dont ils étaient tenu envers

la société locale, ne pouvaient pas et ne devaient pas s'aventurer en dehors de leur patrie.

Cela correspond à des mesures analogues prises par les autres gouvernements qui refusent l'entrée de leurs territoires à certaines catégories d'étrangers.

En sens inverse, un Etat désirant assurer le bien-être de ses émigrants, encourage l'émigration vers des pays où, grâce au manque de la population, la main-d'œuvre est bien rémunérée. C'est ainsi qu'à la fin du xix^e siècle, durant une vingtaine d'années, l'Angleterre favorisa l'émigration de ses nationaux vers l'Australie, leur donnant des primes qui payaient leur voyage.

Ces mesures ayant pour but la restriction de la liberté de l'immigration ou de l'émigration, les différents Etats les édictèrent d'abord par des lois nationales, des actes unilatéraux. C'est par un acte unilatéral que les Australiens décidèrent qu'une taxe considérable serait perçue sur chaque Chinois entrant en Australie, taxe qui équivalait à une barrière opposée à leur entrée.

Mais peu à peu les Etats reconnurent qu'il y avait avantage pour tous à régler la question par des accords internationaux, des conventions bilatérales, grâce auxquelles les étrangers ne seraient pas exposés à partir pour un pays et à s'en voir refuser l'accès au moment où ils allaient y entrer. C'est au moment où l'individu va quitter l'Etat émigrant et non au moment où il pose le pied sur le sol de l'Etat immigrant que la question doit être résolue et entièrement vidée.

Il y a grand avantage à ce que les Etats s'entendent par la voie d'un arrangement diplomatique international sur les conditions d'admission des étrangers sur leurs territoires respectifs. En théorie, faire participer tous les Etats à une certaine convention, c'est placer celle-ci sous la garantie collective de tous les Etats. Or, cette convention devant régler le droit de séjour des étrangers, mènera à rien moins qu'à la garantie pour eux de certains droits dans tous les Etats signataires de cette convention. Cette garantie tendra à faire respecter la personne de l'étranger partout où elle se trouvera. Ce procédé de garantir certains droits à l'étranger semble beaucoup plus logique que celui qui consiste à dresser une liste de droits individuels dits internationaux dont le respect s'imposerait à tous les Etats, sans un engagement formel de leur part (1).

Au point de vue pratique, il serait désirable que la convention en question revêtît la forme d'un traité collectif. En effet, si deux Etats seulement s'engagent à ouvrir les frontières de leurs territoires à leurs sujets respectifs, ils s'obligent par là même à se prêter assistance. Or il y aura toujours un Etat qui retirera du traité des avantages plus considérables que son co-contractant. La conscience d'un avantage plus considérable, retiré par un Etat de la convention, refroidira quelquefois le zèle d'un autre Etat qui hésitera à se lier par

(1) Tchernoff, *Protection des nationaux*, p. 425.

une convention dont le résultat sera de restreindre sa liberté. Au contraire, si l'on place tous les Etats ou une grande majorité d'entre eux les uns en face des autres, il sera difficile d'affirmer que tel Etat retire de la convention en question moins d'avantages que l'autre, puisque aucun d'eux ne peut vivre isolé et que, par l'assistance réciproque qu'ils se prêtent, il s'établira une compensation des services rendus.

Dans les principes recommandés par l'Institut de droit international en vue d'un projet de convention, on trouve les propositions suivantes :

1° Les Etats contractants reconnaissent la liberté d'émigrer et d'immigrer aux individus isolés ou en masse, sans distinction de nationalité (1).

2° L'émigration sera interdite aux personnes auxquelles les lois de l'Etat d'immigration défendent d'immigrer.

Dans les vœux relatifs à la matière de l'émigration, l'Institut émet les propositions suivantes, dont il recommande l'adoption aux Etats.

Que l'émigration soit défendue :

1° Aux mineurs et aliénés interdits, sans le consentement de ceux qui exercent l'autorité paternelle ou tutélaire ;

2° Aux personnes incapables de travailler pour cause d'âge avancé ou de maladie, à moins que leur entretien

(1) *Annuaire*, t. 26, p. 263.

ne soit suffisamment assuré dans le lieu de destination ;

3° Aux personnes atteintes de maladies contagieuses, de nature à compromettre la santé de leurs compagnons de voyage ou la santé publique du pays de destination.

L'Institut émet le vœu que l'émigration soit interdite aux personnes auxquelles les lois de l'Etat d'immigration défendent d'immigrer. Cette sage disposition qui se trouve déjà dans plusieurs lois sur l'émigration ne veut pas dire qu'il suffira à un Etat de prendre une disposition légale pour fermer l'accès de son territoire à certaines catégories d'étrangers. Seulement la controverse s'engagera alors entre deux Etats ou plutôt entre les différents Etats contractants qui pourront, soit protester contre la mesure prise, soit arriver, par un arrangement amical et transactionnel, à provoquer des sentiments et des conditions meilleures. L'Institut recommande que la liberté de l'émigration ne puisse être restreinte que par décision dûment publiée des gouvernements et dans les limites rigoureuses des nécessités d'ordre social et politique.

Il est évident que si un gouvernement se réserve le droit de fermer son territoire à tous les étrangers, il aura beau en faire la publication préalable, son acte sera arbitraire. La notification de la décision préalable prise à cet égard par un Etat n'a vraiment d'utilité et de sens que si l'Etat n'apporte de restrictions au droit de séjour que pour des motifs pressants d'ordre social et politique.

Ces motifs d'ordre social et politique pourraient être vagues, aussi l'Institut a-t-il eu soin de les préciser. L'Etat ne peut restreindre le droit de séjour des étrangers que s'il prétend que, dans le cas contraire, il sera dans l'impossibilité de remplir efficacement sa fonction qui est celle d'amener le respect et le développement des droits individuels de tous ceux qui se trouvent sur son territoire. Il faudra donc que la mesure prise par l'Etat :

1° N'ait pas pour but d'exclure et de frapper d'une incapacité les nationaux d'un seul Etat ;

2° Que les mesures prises en apparence contre une catégorie d'étrangers n'aient pas pour but de frapper la majorité des étrangers ;

3° Que la mesure prise n'ait pas pour effet unique d'écarter du territoire les étrangers d'une nation sans fournir de compensation à ceux qui résident sur le territoire ;

4° Que la même mesure n'ait pas un effet rétroactif et qu'elle ne tienne pas lieu d'une expulsion des étrangers édictée après coup lorsque ceux-ci se trouvent déjà établis (1).

On peut citer comme exemple d'entente internationale le cas de certains israélites roumains qui voulaient émigrer aux Etats-Unis en novembre 1903. A cette époque une crise industrielle sévissait en Amérique,

(1) Tchernoff.

quantité d'usines avaient été obligées de licencier leurs ouvriers, et la plupart des immigrants ne trouvaient pas à s'occuper. Les Etats-Unis firent alors savoir à la Roumanie qu'étant donné la situation ils ne pouvaient recevoir ses émigrants. Et la Roumanie les empêcha de partir bien qu'ils fussent déjà embarqués et que nombre d'entre eux eussent vendu tous leurs meubles.

En fait, quelle est la situation dont jouissent les étrangers dans les pays civilisés ? Pour eux les droits de liberté sont soumis à une réglementation assez rigoureuse. La liberté subit une très importante restriction par la faculté arbitraire d'expulsion. En outre, il y a souvent des conditions d'entrée telles que passeports, déclarations, etc.

Les droits politiques, ou droits de concourir activement à l'organisation politique de l'Etat, notamment comme électeurs ou éligibles, seront très généralement refusés aux étrangers. Pour les droits privés, c'est-à-dire les droits de famille et les droits patrimoniaux, la situation des étrangers se rapproche très sensiblement de celle des nationaux. Quant au droit à la jouissance des services publics, les étrangers en bénéficient le plus souvent sur le même pied que les nationaux.

Lorsque deux pays sont liés par des traités réglementant l'immigration ou stipulant le libre accès de leurs pays à leurs nationaux, si des difficultés se produisent, c'est le pays émigrateur qui devra consentir à restreindre son émigration, le pays immigrateur ne

pouvant l'y obliger qu'en désavouant le traité. C'est ce qui arriva en 1907 à propos des conflits de Vancouver entre le Japon et le Canada. Après des pourparlers, le comte Hayashi écrivit à M. Lemieux, ministre du Canada, une lettre ainsi conçue : « Tokio, 23 décembre. En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de vous déclarer que bien que le traité existant actuellement entre le Japon et le Canada garantisse absolument aux Japonais pleine liberté d'entrer au Canada, d'y voyager et de s'y établir, cependant le gouvernement impérial n'a pas l'intention d'user de tous les droits et privilèges qui lui sont stipulés. Ayant égard aux incidents qui ont eu lieu dernièrement en Colombie britannique, le gouvernement impérial a décidé de prendre des mesures efficaces pour restreindre l'immigration au Canada, autant que le permettra l'esprit du traité et la dignité de l'Etat (1). »

Dans ce conflit, le Japon a montré de la bonne volonté pour résoudre le différend. Mais si les deux Etats ne veulent céder ni l'un ni l'autre, l'interprétation du traité peut donner lieu à de graves difficultés. C'est ce qui arriva en 1906 entre Japonais et Américains. Les Japonais jouissaient en Amérique de la clause de la nation la plus favorisée et prétendaient, grâce à cette clause, avoir accès dans les écoles de San Francisco au même titre que les Américains. Les Californiens ne voulaient pas admettre cette interprétation du traité, d'où conflit qui faillit dégénérer en une guerre.

(1) *Weekly Times*, 24 janvier 1908.

Voici les faits : « Le 11 octobre 1906 le « Le Bureau d'Education de la Cité et du Comté de San Francisco » arrête que : conformément à l'article 10, section 1662 de la loi scolaire de Californie, les directeurs d'école sont invités par le présent arrêt à envoyer tous les enfants chinois, japonais ou coréens à l'école orientale sise côté sud de la rue Clay, entre les rues Powel et Mason, à partir du 15 octobre 1906 inclus (1). »

L'article 10, section 1662, sur lequel est basé l'arrêt du Bureau d'Education et qui constitue la loi scolaire de l'Etat de Californie est ainsi conçu :

« Toute école, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la loi, doit être accessible à tous les enfants âgés de six à vingt et un ans résidant dans le district, et le conseil d'administration de l'école ou le Bureau d'Education ont le pouvoir d'admettre des enfants ou des adultes non résidant dans le district, toutes les fois qu'il y aura de bonnes raisons pour le faire. Le conseil d'administration aura le pouvoir d'exclure les enfants d'habitudes malpropres ou vicieuses ou souffrant d'affections contagieuses et aussi celui d'établir des écoles séparées pour les enfants indiens et pour les enfants descendant de Mongoliens ou Chinois. Si de telles écoles sont établies, les enfants indiens, chinois ou mongoliens ne pourront plus être admis dans une autre école. »

Cet article date du 5 mars 1903.

(1) J. Barthélémy, *Chronique des faits internationaux, Revue de droit international public*, 9 septembre 1907.

Au 15 octobre 1906, jour où devrait s'ouvrir la nouvelle école réservée aux sujets asiatiques, il y avait à San Francisco 93 élèves japonais. Sur ces 93 élèves japonais 25 étaient nés aux Etats-Unis et par conséquent étaient, d'après la constitution des Etats-Unis, sujets de la République. Mais l'arrêt du 11 octobre du Bureau d'Education ne faisait aucune distinction entre les Japonais nés au Japon ou ceux nés aux Etats-Unis. Il faut noter cependant que les Japonais nés en Amérique étaient en général dans des classes avec des camarades blancs du même âge qu'eux, tandis que les Japonais nés au Japon étaient en retard de plusieurs années sur leurs camarades. Le contact entre des adolescents et des jeunes élevés pouvait avoir des inconvénients, surtout dans l'Etat de San Francisco où les écoles mixtes pour les deux sexes sont très en honneur.

En 6^e classe il y avait deux élèves japonais : celui qui était né aux Etats-Unis avait 13 ans, celui qui était né au Japon en avait 20. En 4^e classe, 2 nés au Japon avaient 19 ans, 1 né aux Etats-Unis avait 9 ans seulement. Cette promiscuité entre des hommes presque faits et des petites filles était pour déplaire à l'unanimité des pères de famille de San Francisco (1).

Les prétextes ne manquaient pas pour exclure les enfants japonais des écoles publiques : il fallait d'abord diminuer la population de ces écoles trop pleines, et

(1) *San Francisco Argonaut*, 10 novembre 1906.

dont l'engorgement avait été aggravé encore par la destruction d'un nombre considérable d'entre elles par le tremblement de terre et l'incendie qui avaient en partie détruit San Francisco. Les élèves japonais étant beaucoup plus âgés que leurs camarades blancs de l'un et l'autre sexe, cette co-éducation n'allait pas sans des inconvénients au point de vue de la moralité. Enfin la connaissance imparfaite ou même nulle de la langue anglaise chez certains des élèves japonais exigeait, de la part des maîtres, des soins spéciaux qui se traduisaient par des pertes de temps et une entrave dans les progrès pour l'ensemble des élèves (1).

Ces prétextes n'avaient en réalité que peu de valeur : pour dégager les écoles de leur trop plein, il n'était pas nécessaire de procéder par distinction de race ; pour parer aux deux autres inconvénients, il suffisait également de poser des règles applicables à tous, sur l'âge d'admission dans les classes des divers degrés et la connaissance minima de la langue anglaise exigée pour entrer dans les écoles. Dans tout les cas ce n'étaient que des prétextes. Une partie de la presse de San Francisco ne dissimulait pas d'ailleurs que le véritable motif de l'exclusion des enfants japonais était la haine de l'immigration jaune, de la race japonaise. Les enfants conservent les signes distinctifs, les coutumes et les tendances morales de leur race. Les Californiens prétendaient

(1) *San Francisco Chronicle*, 6 novembre 1906.

vouloir protéger leurs enfants du « moral poison » du contact avec les écoliers japonais (1). L'attitude du Bureau d'Education s'explique surtout par l'anti-orientalisme qui sévit sur la côte du Pacifique et dont nous avons vu la gravité dans un chapitre précédent.

La décision du Bureau d'Education souleva des protestations dans la colonie japonaise de San Francisco composée d'environ 6.000 âmes. Alors que Chinois et Coréens s'y soumettaient sans grande difficulté, un seul des 93 Japonais qui fréquentaient les écoles publiques, se rendit à l'école orientale. Les autres demeurèrent chez eux en attendant la solution du litige. Au lendemain même du vote de la résolution, le consul du Japon, M. Uyeno, faisait entendre contre elle une vigoureuse protestation.

Sans aborder le côté juridique de la question, il faisait ressortir ce que la résolution avait d'offensant pour la dignité nationale des Japonais et offrait en outre la démonstration que la résolution avait pour résultat pratique de priver les élèves japonais de tous les avantages de l'instruction. L'école orientale était en effet située à l'extrémité de la ville opposée aux quartiers japonais, en sorte qu'il était difficile, sinon impossible à de nombreux élèves japonais de la fréquenter. Cette impossibilité avait été aggravée par la destruction des moyens de communication lors du tremblement de terre.

(1) H.-B. Johnson, *Discrimination against Japanese in California*.

Le 19 octobre, le consul adressa au maire de San Francisco, qui n'y répondit pas, une communication lui demandant une intervention favorable de la part de la ville.

Le 22 octobre, le Bureau d'Education répondit à la protestation du consul et, s'appuyant sur l'article 10, section 1662 du Code politique de Californie, refusa de modifier les décisions prises. Le Bureau proposait d'établir pour les enfants japonais les plus jeunes, une classe primaire mieux située par rapport à leurs domiciles.

Le consul Uyeno répondit, le 23 octobre, en appelant l'attention sur ce fait que l'établissement d'une classe primaire n'échappait pas à l'objection la plus sérieuse qui était que l'acte du Bureau d'Education constituait une distinction injuste et offensante pour la dignité nationale des Japonais.

Le conflit des écoles de San Francisco a été avant tout pour les Japonais une question d'amour-propre : « L'exclusion des enfants japonais des écoles publiques de San Francisco est une menace pour le prestige de notre empire et une grave insulte pour les Japonais (1). »

Ce que les Japonais voulaient éviter avant tout, c'était d'être traités sur le même pied que les Chinois, c'est-à-dire comme des barbares exclus de la civilisation

(1) *San Francisco Call*, 10 février 1907.

occidentale. Ils entendent être traités d'égal à égal par les peuples de races européennes.

Le 24 octobre, le consul Uyeno écrivait au gouverneur de Californie, exprimant l'opinion que la résolution du Bureau d'Education était une violation du droit de résidence tel qu'il résultait des traités au profit des Japonais. Il demandait au gouverneur d'agir auprès des autorités scolaires de San Francisco afin d'obtenir qu'elles prissent à l'égard des Japonais une attitude plus favorable (1).

Le gouverneur Pardee répondit, le 27 octobre, une lettre dont le ton était très bienveillant, mais où il affirmait que la Constitution et les lois lui défendaient d'intervenir ; que l'application de la loi scolaire de Californie dans la cité et le comté de San Francisco était confiée au Bureau d'Éducation de San Francisco et que comme gouverneur il n'avait pas le droit d'intervenir.

Le traité auquel le consul Uyeno faisait allusion dans sa lettre au gouverneur de San Francisco est le traité de Grescham-Kurino, conclu entre le Japon et les Etats-Unis le 22 novembre 1894. D'après l'article 1^{er} de ce traité, les sujets japonais devaient jouir aux Etats-Unis, en tout ce qui concerne les droits de la résidence, des mêmes libertés, privilèges ou droits que ceux dont jouissent les citoyens américains ou les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

(1) *Discrimination against Japanese.*

En exécution des dispositions de ce traité, les sujets japonais aux Etats-Unis étaient assimilés au point de vue de la charge des impôts aux citoyens américains ou aux citoyens de la nation la plus favorisée. Le gouvernement japonais prétendit que le droit égal des Japonais aux avantages d'un moyen d'éducation aux charges duquel ils contribuaient était fondamentalement compris dans le droit de résidence.

Le traité ayant été conclu avec le gouvernement des Etats-Unis, c'est à lui que le gouvernement japonais devait s'adresser pour que toutes les clauses en fussent respectées. Il exprima l'espoir que le gouvernement fédéral ferait le nécessaire pour rétablir la suprématie du traité sur toutes les lois et règlements locaux. C'est ainsi que la question scolaire se posa comme une question internationale entre les deux gouvernements.

Le gouvernement fédéral accepta sans difficultés la thèse japonaise, soit parce qu'il s'y croyait obligé par les engagements de 1894, soit, comme l'a insinué une partie de la presse, sous l'influence d'une proposition courtoise faite par les Japonais de la visite d'une escadre japonaise sur la côte du Pacifique.

Le département d'Etat de la Confédération, par l'organe de son chef, câbla à l'ambassadeur des Etats-Unis à Tokio pour le charger de faire connaître au gouvernement japonais l'avis du gouvernement fédéral : « Vous pouvez assurer le gouvernement japonais dans les termes les plus positifs que les Etats-Unis n'admettront à

aucun moment l'idée d'un traitement à l'égard du peuple japonais, qui différerait du traitement accordé aux nationaux de la nation européenne la plus amie et qu'il n'y a aucune raison de supposer que son gouvernement adopte une attitude différente (1). »

Le gouvernement fédéral voulut démontrer à l'Etat de Californie que l'acte du Bureau scolaire était illégal et n'était pas justifié par l'article 10, section 1662 du Code politique. Il justifiait sa prétention en démontrant que, d'après la loi scolaire, le Bureau d'Education ne pouvait créer d'écoles spéciales que pour les Chinois et les Mongols et que les Japonais n'étaient ni des Chinois ni des Mongols.

L'Etat de Californie ne voulut pas se soumettre. Voici quelle était la thèse qu'il soutenait :

1° Il était douteux que par le traité de 1894 les enfants japonais aient le droit de recevoir l'instruction dans les écoles de San Francisco, mais la question n'était pas discutée ;

2° Il était certain que ce traité ne donne pas droit aux Japonais de recevoir une instruction égale à celle des enfants américains ; or, en fait, la Californie offre aux Japonais une instruction égale avec des maîtres de même valeur ;

3° Il était certain que ce traité ne leur donnait pas le droit de recevoir l'instruction dans des conditions dé-

(1) *San Francisco Call*, 28 octobre 1906.

terminées et dans les mêmes écoles que les enfants américains (1).

Cette thèse de la Californie s'appuyait sur une interprétation littérale des clauses énumérant les avantages que se concédaient les Etats-Unis et le Japon, dans le traité de 1894 ; et sur une interprétation large de la réserve contenue dans ce traité « que les stipulations ne portent nullement atteinte aux lois, ordonnances ou règlements qui ont trait au commerce, à l'immigration des travailleurs, à la police, à la sécurité publique qui sont actuellement en vigueur ou qui pourraient être promulgués dans l'un ou l'autre pays ». D'après un principe très généralement admis, les traités doivent être interprétés d'une façon large, il ne faut pas s'attacher au sens littéral des mots, mais aux idées et aux principes qu'ils représentent. Il faut tenir compte des circonstances, habitudes locales et de toutes les particularités que les auteurs des traités peuvent, de bonne foi, être considérés comme ayant eu dans l'esprit (2).

Si donc le traité de 1894 entre les Etats-Unis et le Japon était interprété de deux façons différentes, c'était la plus libérale qu'il fallait préférer. Il fallait donc voir si, interprété d'une façon libérale, le traité de 1894 donnait droit aux Japonais de réclamer que leurs enfants reçoivent une instruction égale aux enfants américains et dans les mêmes écoles.

(1) *The Fortnightly review*, janvier 1907.

(2) Moore, *Digest of international law*, t. V, p. 252.

Cette interprétation était celle des Japonais et du gouvernement fédéral américain.

Dans cette interprétation, les Japonais n'avaient pas eu l'idée d'élargir la clause de la nation la plus favorisée ; non, car cette clause devait être restreinte, d'après le traité, à la résidence, au travail, à la propriété, au commerce, à la navigation.

Or, si le droit à l'éducation n'avait pas été garanti expressément par le traité en question, ce droit découlait cependant des termes du traité. Il assurait en effet aux Japonais, en tout ce qui concernait la résidence, un traitement égal à celui qui était établi pour les citoyens de la nation la plus favorisée. La question se ramenait donc à savoir s'il y avait relation entre la résidence d'un homme et son droit de voir ses enfants élevés d'une façon déterminée (1).

Or, cette relation existait et était spécifiée dans l'article 10, section 1662 du Code politique de Californie qui dit : « Toute école, à moins qu'il n'en soit disposé autrement par la loi, doit être ouverte à tous enfants ou jeunes gens, entre 6 et 21 ans, *résidant* dans le district. » C'était donc le fait de la résidence qui ouvrait le droit à la scolarité ; donc en fait le droit à la scolarité découlait de la résidence.

Or en ce qui touchait ces droits se rattachant à la résidence, le traité indiquait bien de quelle façon les

(1) Heeshey, The Japanese school and the treaty making power, *American political science review*, mai 1902.

Japonais devaient en jouir ; ils devaient avoir « les mêmes libertés, privilèges et droits que les citoyens de l'Etat de leur résidence et n'être assujettis à ce point de vue à aucune charge ou impôt plus élevés que ceux que doivent les citoyens de l'Etat ou ceux de la nation la plus favorisée ».

Tous les droits de résidence devant donc être exercés de façon identique par les Japonais et les Américains, il était juste que les Japonais exigent que leurs enfants fussent instruits de la même façon.

Les Californiens objectèrent bien que l'admission des enfants japonais portait atteinte à la police et que le traité stipulait « ne pas porter atteinte à la police ». Mais la Cour suprême des Etats-Unis a défini ce qu'on devait entendre par police : « Tout exercice du pouvoir de police doit être raisonnable et être seulement étendu aux lois qui, de bonne foi sont rendues pour le progrès du bien public et non pour opprimer ou persécuter une classe particulière (1). »

Les enfants américains avaient le droit d'aller à l'école qui était la plus commode pour eux. Le traité s'opposait à toute distinction entre Américains et Japonais. On ne pouvait donc forcer les Japonais à aller dans des écoles spéciales.

(1) Cité par Baldwin dans *Schooling Rights under the Treaty between the U. S. and Japan*, *Colombia law review*, février 1907. Il s'agissait d'une décision assignant à des étrangers, des voitures de chemins de fer particulières.

Les Californiens objectèrent encore qu'ils avaient créé des écoles spéciales pour les enfants descendants de noirs. Que ceux-ci étaient américains, et que, par conséquent, créer des écoles spéciales pour les Japonais, c'était les traiter comme des Américains. Mais cet argument était contraire à la façon dont doivent être interprétés les traités : de la façon la plus large. Or si le traité assimilait les Japonais aux Américains, c'était la généralité des Américains et non une partie infime d'entre eux qui était l'objet de l'aversion populaire.

Les Californiens invoquaient enfin un précédent. Le traité de Burlingam de 1868 entre les Etats-Unis et la Chine stipulait des privilèges réciproques relativement à la jouissance de « toutes les institutions d'instruction publique sous le contrôle des gouvernements de la Chine et des Etats-Unis ». Or cette stipulation formelle n'avait pas été interprétée d'une façon restrictive. Cette stipulation n'avait pas empêché que les enfants chinois fussent isolés dans l'école orientale de San Francisco. Pourquoi les Japonais auraient-ils plus de droits que les Chinois ? Mais cet argument n'était pas de nature à convaincre les Japonais qui veulent éviter avant tout d'être assimilés aux Chinois qui subissent patiemment toutes sortes d'avaries.

L'Etat de Californie ne voulut pas se soumettre. Le conflit entre le Japon et les Etats-Unis menaçait de se compliquer d'un conflit entre l'Union et l'Etat de Californie : dans l'ardeur des discussions on alla même

jusqu'à parler de sécession. La presse de San Francisco ne craignit pas, en effet, de rapprocher cette intervention de l'Union en faveur des Asiatiques de son intervention de 1865 en faveur des nègres (1).

Le 29 janvier 1907, le Sénat et l'Assemblée de Californie adoptèrent à l'unanimité une motion dans laquelle ils protestaient énergiquement au nom de tout le peuple de Californie contre l'intervention de l'autorité fédérale qui constituait une violation des droits constitutionnels de la Californie et requéraient le gouverneur et l'attorney général de faire tout le nécessaire pour protéger et sauvegarder les droits de l'Etat indépendant de Californie dans cette affaire si importante (2). Ils ajoutaient que les écoles étaient une institution dépendant de l'Etat particulier et non une institution fédérale. A leur avis l'Etat particulier pouvait supprimer toutes ses écoles sans que le gouvernement fédéral eût le moindre droit d'élever la voix pour protester.

Le président Roosevelt entreprit de vaincre cette résistance de l'Etat de Californie contre l'Etat fédéral. Il avait, dès le début, du conflit pris parti pour les Japonais et critiquait vigoureusement l'attitude de la Californie. Le 4 décembre 1906, dans le message inaugural dans lequel, suivant la tradition, il exposa ses vues sur la politique générale, il déclara : « En ce qui concerne les Japonais, tout ce qui sera en mon pouvoir sera fait et

(1) *San Francisco Argonaut*, 10 novembre 1906.

(2) *Le Matin*, 31 janvier 1907.

toutes les forces militaires et civiles des Etats-Unis dont je pourrai légalement disposer seront employées à cet effet. » Par ces paroles le président faisait connaître qu'il irait jusqu'à la mesure extrême d'employer l'armée pour forcer les autorités de San Francisco à reconnaître et à observer les obligations que ce pays a contractées envers les Japonais, dans le cas, où il serait établi que l'acte du Bureau d'Education constituait une violation du traité de Grescham-Kurino.

La question fut portée devant la Cour suprême de l'Etat de Californie et en même temps devant la Cour fédérale du 9^e circuit pour le district Nord de la Californie. La question était soumise à la justice, il semblait donc qu'il n'y eût plus qu'à attendre ses arrêts.

M. Roosevelt pensa avec raison qu'une attitude aussi simple n'allait pas sans danger. Que les tribunaux donnent raison ou tort aux autorités scolaires de San Francisco, les deux hypothèses étaient également graves. Dans la première on enlevait à la Confédération le droit d'exercer un contrôle sur les Etats et les Etats-Unis ne pouvant donner satisfaction au Japon, c'était peut-être la guerre internationale. Dans la seconde, l'Etat de Californie aurait peut-être opposé une résistance acharnée à l'Etat fédéral et c'était la guerre civile. C'était par des négociations qu'il fallait sortir de cette impasse. Pour le Japon, c'était surtout son amour-propre qui était engagé. Il était vexé d'être assimilé aux Chinois et aux Coréens. C'était en somme un épisode

de la lutte engagée par ce pays pour se faire reconnaître comme une nation civilisée, comme une race supérieure. Pour la Californie il s'agissait surtout d'une question économique : une satisfaction économique lui serait accordée. Elle se plaignait des excès de l'immigration nippone : cette immigration serait restreinte. A cette importante satisfaction économique la Californie sacrifierait le plaisir mesquin de boycotter quatre-vingt-treize écoliers japonais.

Le président Roosevelt invita le Bureau d'Education à venir conférer avec lui à Washington (1). Le Bureau se rendit à l'invitation du président et alla à Washington accompagné du maire de San Francisco. Le résultat des entrevues entre les autorités de San Francisco et le président Roosevelt fut résumé dans un procès-verbal qui arrêta les bases d'une entente possible. Le 9 mars 1907, après le retour du Bureau à San Francisco, le maire adressa une proclamation à ses administrés, pour leur exposer les désirs du président.

Ces désirs du président étaient d'ailleurs ceux des hommes distingués de Californie qui n'habitaient pas San Francisco (2).

La solution politique et diplomatique du conflit intervint avant la solution judiciaire et la rendit de ce fait inutile. Le 13 mars 1907, le Bureau d'Education

(1) *Les Débats*, 6 février 1906.

(2) Rapport de M. Meltealf, Documents du Sénat américain, 59^e Congrès, 2^e session, n^o 147.

rapportait sa résolution du 11 octobre 1906, en ce qui concerne tout au moins son application aux Japonais ; elle demeurerait en effet applicable aux Chinois et aux Coréens. Quant aux enfants japonais, ils devaient être soumis à une résolution prise dans la même séance, par le Bureau et qui concernait tous les enfants de race étrangère. Deux des prétextes invoqués pour exclure les enfants Japonais des écoles communes étaient : 1° que leur connaissance imparfaite de la langue anglaise exigeait de la part du maître des soins particuliers et entraînait par là même une entrave aux progrès de leurs camarades de race blanche ; 2° que les jeunes gens japonais aptes à suivre une classe d'un degré déterminé étaient généralement beaucoup plus âgés que leurs camarades, ce qui ne laissait pas d'entraîner de graves inconvénients au point de vue de la moralité, toutes les écoles, en général, étant pour les deux sexes.

D'après la nouvelle résolution du 13 mars 1907, tous les enfants de race étrangère, quels qu'ils soient, seront désormais admis dans les écoles moyennant certaines conditions d'âge et de connaissance de langue. Les Japonais n'étaient plus, ainsi, soumis à un régime d'exception, ils étaient traités sur le même pied que les Européens, leur amour-propre était satisfait. Ils remportaient gain de cause et, avec eux, le gouvernement fédéral.

Mais, de son côté, le Japon consentait une concession capitale : ayant trouvé en Mandchourie et en Corée des

territoires nouveaux pour son excès de population, il admettait que l'immigration japonaise aux Etats-Unis pourrait être restreinte. Son esprit de transaction devait se manifester doublement : 1° il s'abstenait d'élever des réclamations, cependant justifiées, contre la réforme de « l'immigration bill » ; 2° il prenait des engagements supplémentaires. Voici en quoi consistaient les réformes de « l'immigration bill » : Les sujets du Mikado, en principe ne peuvent quitter le territoire de leurs pays sans passeports. En fait, le gouvernement japonais n'accordait de passeports que pour les îles Philippines et les îles Hawaï, mais les coolies munis de ces passeports ne considéraient souvent leur séjour dans les possessions insulaires des Etats-Unis que comme un stage avant de passer sur le territoire continental. Le passage d'un territoire américain sur un autre territoire américain ne pouvant être considéré comme une immigration, les Américains étaient tout à fait désarmés. En vertu du nouveau bill, le gouvernement fédéral, lorsqu'il aura acquis la conviction que les passeports étaient délivrés pour un endroit autre que le territoire continental de la République pourra leur en interdire l'accès (1).

Ce bill pouvait être considéré comme une violation du traité de Gresham-Kurino qui stipulait la libre admission réciproque. Cependant, le 22 février 1907, le gouvernement japonais câblait au gouvernement de

(1) *Les Débats*, 13 février 1907.

Washington qu'il approuvait cordialement et sans réserve le dernier « immigration bill ». En outre, au mois de mars 1907, le gouvernement japonais prit l'engagement de ne plus accorder de passeports aux ouvriers japonais pour le territoire continental des Etats-Unis (1).

En somme, le conflit se terminait heureusement, les deux partis consentaient à reconnaître leurs torts respectifs et se faisaient de mutuelles concessions. La conduite de l'Etat de Californie a été condamnée par les Etats-Unis. Elle ne peut s'expliquer que par l'état d'esprit des gens qui le gouvernaient. Le maire de San Francisco, à cette époque, Schmitz, fut mis au début de 1907 sous les verrous, où l'a conduit une carrière brillante de concussionnaire et les syndicats ouvriers élurent pour lui succéder un de ses amis, qui avait fait un long séjour au bagne. En général, dans les Etats-Unis et à l'étranger, l'opinion était favorable aux Japonais. Nous ne sommes plus en un temps où les intérêts économiques puissent être défendus par des lois de proscription. Quel que soit le danger du travail jaune pour l'industrie californienne, quelque désir qu'elle ait d'éviter une concurrence menaçante, on n'admettra jamais que ce désir puisse légitimer des violences contre des ouvriers paisibles ou des décisions d'exclusion scolaire à l'égard de toute une population laborieuse.

(1) *Matin*, 22 février 1907 ; *Temps*, 14 juin 1907.

Des mesures juridiques spéciales peuvent être prises à l'égard d'immigrants désirant rentrer dans leur patrie, mais ne pouvant le faire, qu'avec la perspective d'être appréhendés et emprisonnés, pour avoir contrevenu à certaines lois de leur pays natal soit avant, soit pendant leur absence en pays étranger.

C'est ainsi que de nombreux Autrichiens et Hongrois qui n'avaient pas accompli leur période militaire, se trouvaient aux Etats-Unis au moment de la crise financière, en automne 1907. N'ayant plus d'ouvrage, ils désiraient revenir dans leur patrie, mais craignaient d'y être emprisonnés comme déserteurs. Le 23 novembre 1907, le *Journal officiel militaire* d'Autriche-Hongrie publiait une décision de l'empereur, décidant une amnistie complète pour tous les délinquants militaires, y compris les déserteurs, qui, par l'émigration, ont échappé à la loi militaire. L'amnistie prenait date du 2 décembre, jour anniversaire de l'empereur. Les émigrants qui ne voulaient pas revenir de suite pouvaient revenir plus tard, à condition de faire une déclaration dans les deux ans aux autorités diplomatiques ou consulaires austro-hongroises des pays où ils se trouvaient (1).

Nous avons vu ainsi les principes généraux qui doivent inspirer la matière, voyons maintenant la réglementation positive à laquelle ils ont conduit les Etats modernes.

(1) *Weekly Times*, 29 novembre 1907.

CHAPITRE IV

LÉGISLATIONS DES DIFFÉRENTS PAYS SUR L'IMMIGRATION.

France.

En France la situation des étrangers est réglementée par le Code civil, par les lois de 1849, de 1889, de 1893.

La loi de 1893 est intitulée : « loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national », elle étend ses prescriptions à tous les étrangers venant sur notre sol avec ou non l'intention de s'y fixer. La deuxième partie du titre de la loi avait sa raison d'être dans le projet primitif, qui stipulait que les étrangers devraient en France payer une taxe. La taxe n'a pas été appliquée, mais en conservant ces mots : « protection du travail national », on a l'air de donner satisfaction aux protectionnistes ; ce n'est qu'un trompe-l'œil. Si la loi protège le travail national, ce n'est que bien indirectement.

Cette loi de 1893 vise les étrangers et ceux qui les emploient. L'article 1^{er} est ainsi conçu : « Tout étranger non admis à domicile arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours qui suivront son arrivée. Il sera tenu à cet effet un registre d'immatriculation des étrangers. Un extrait de ce re-

gistre sera délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits. En cas de changement de commune l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée à la mairie de sa nouvelle résidence. » Comme on le voit, cette loi ne s'applique qu'aux étrangers qui viennent pour travailler ou exercer un commerce.

Donc les étrangers qui viennent seulement de passage ou les familles de ces étrangers qui viennent travailler ne sont pas visés par la loi. Il est vrai qu'ils sont atteints par l'article 475 du Code pénal qui oblige les hôteliers à inscrire sur un registre les noms des étrangers qui séjournent chez eux.

On voit donc que la loi n'est nullement protectrice du travail. On ne peut supposer en effet que l'obligation pour les étrangers de faire une déclaration à la mairie, les empêchera de venir en France concurrencer les ouvriers nationaux.

La loi, dans son article 3, établit une sanction à son obligation : « Il sera infligé une amende de 50 francs à 200 francs à l'étranger qui n'a pas fait sa déclaration dans le délai indiqué ou qui refuse de produire son certificat ; et une amende de 100 francs à 300 francs à celui qui fera une déclaration fausse. » Ces amendes, en somme assez élevées, sont-elles de véritables sanctions ? Non, parce qu'elles atteignent en général des ouvriers qui n'ont rien et sont, par ce fait, inexigibles et inapplicables.

La loi de 1893 vise également l'employeur dans son article 2 ainsi conçu : « Toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni de son certificat d'immatriculation sera passible des peines de simple police. »

Grâce à cette clause, le premier article de la loi sera plus respecté, car, bien souvent, connaissant mieux la loi que les étrangers, les patrons pourront les guider et les astreindre à faire leurs déclarations. Les patrons ont déjà trop d'intérêt à employer des ouvriers étrangers, il n'est que juste qu'ils soient un peu responsables de ceux-ci.

L'article 7 de la loi de 1849, qui n'a point été modifié sur ce point, reconnaît au ministère de l'intérieur le pouvoir général d'ordonner à tout étranger, voyageant ou résidant dans les limites du territoire français, de quitter sans délai le pays et, si besoin est, de le faire reconduire à la frontière. Dans les départements frontières ce pouvoir est partagé avec le préfet qui peut, en en référant aussitôt au ministre, prendre contre un étranger un arrêté d'expulsion.

En somme la loi est imparfaite pour dresser l'état civil des étrangers en France, et laisse totalement à désirer au point de vue de la protection des nationaux.

Différentes propositions de lois ont été déposées en France, qui avaient pour objet une réelle protection du travail national, en imposant à l'étranger une taxe destinée à le mettre sur un pied d'égalité avec l'indigène.

Voici les plus importants de ces projets.

Proposition Pradon (1885). — Cette proposition est précédée d'un rapport très détaillé sur les inconvénients de l'immigration d'ouvriers étrangers.

ART. 1^{er}. — Tout étranger résidant en France paiera une taxe de séjour de 18 francs par an. Cette taxe sera réduite à 6 francs pour les ouvriers travaillant à la journée et autres gens de service.

Sont dispensés de la taxe, la femme de l'étranger et ses enfants mineurs vivant avec lui en ménage commun et n'exerçant pour leur compte aucune industrie ou profession.

ART. 2. — L'étranger qui ne se serait pas fait inscrire dans les deux mois de son arrivée sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de la commune de sa résidence, sera inscrit d'office ; et cette inscription rétroagira jusqu'au jour de l'arrivée de l'étranger qui paiera double taxe pour la première année.

ART. 3. — L'étranger né en France et n'ayant pas réclamé la qualité de Français dans l'année de sa majorité, paiera, du jour de sa majorité, la taxe entière triplée, soit 54 francs, sans bénéficier, le cas échéant, de la réduction portée à l'article 1^{er} en faveur des ouvriers travaillant à la journée et autres gens de service.

ART. 4. — La taxe de séjour bénéficiera pour un tiers à la commune de la résidence et pour les deux autres tiers à l'Etat.

Proposition Thiessé (1885). — M. Thiessé demande, lui aussi, qu'on taxe les ouvriers étrangers, mais seule-

ment ceux embauchés pour des travaux autres que des travaux agricoles. Le montant de la taxe serait fixé suivant le salaire de chaque profession et d'après des tarifs arrêtés chaque année par la loi de finances.

Proposition Castellin (1889). — M. Castellin demande pour les étrangers une déclaration renouvelée tous les ans. Cette déclaration équivaldrait à une taxe, puisque le récépissé délivré serait frappé d'une taxe dont le montant serait fixé chaque année par décret. M. Castellin propose en outre de soumettre les étrangers à la taxe militaire (1).

Proposition Lalou (1889). — Cette proposition, encore plus rigoureuse que les précédentes, tend à établir toute une série de taxes dont une est à la charge du patron. Voici les taxes proposées pour M. Lalou :

1° 24 francs par an pour tout étranger établi en France ;

2° Taxe militaire étendue aux étrangers de 21 à 45 ans ;

3° 50 francs par an par employé ou ouvrier étranger ; cette dernière taxe à payer par le patron (2).

Proposition Thellier de Poncheville (1892). — L'auteur de cette proposition demande qu'on frappe l'étranger d'une taxe représentative de la taxe militaire. L'étranger sera tenu, dans les trois mois de sa majorité, s'il est en France, et dans les trois mois de son arrivée s'il

(1) *Journal Officiel*, 18 janvier 1890, Annexes, p. 124.

(2) *Journal Officiel*, 16 février 1890, Annexes, p. 207.

est majeur, de déclarer s'il entend se soumettre aux obligations de la loi militaire.

En cas de refus, l'étranger serait astreint à payer la taxe militaire telle qu'elle a été stipulée par la loi de 1889. En outre, s'il exerce en France une profession salariée ou patentée, il payera une taxe supplémentaire pendant tout le temps durant lequel les hommes de la classe à laquelle il appartient, par son âge, seront sous les drapeaux soit pour y faire leur service soit, pendant les périodes de mobilisation ou d'instruction.

Cette taxe sera égale pour les ouvriers salariés ou appointés à 40/0 de leurs salaires ou de leurs appointements, et pour les étrangers patentés, à 40/0 du montant du principal de leur patente.

Seront exempts de la taxe, ceux qui prouveront avoir satisfait à la loi militaire dans leur pays d'origine.

Le produit des taxes sera affecté à des indemnités allouées tant aux familles les plus nécessiteuses des hommes appelés sous les drapeaux qu'à ceux de ces hommes qui, à leur retour dans leurs foyers, justifieront qu'ils auront été remplacés dans leur travail ou leur emploi par un étranger et qu'ils n'ont pu recouvrer cet emploi.

Proposition Brice et Chapuis (1893). — D'après cette proposition, les ouvriers ou employés admis ou non à domicile seront soumis à une taxe mensuelle de 5 francs recouvrable par le percepteur, sous la responsabilité des patrons, d'après l'état des étrangers dont le préfet devra

donner communication au directeur des contributions directes.

Pour les femmes, la taxe sera réduite de moitié. Les sommes recouvrées seront déposées à la Caisse des dépôts et consignations en attendant qu'elles puissent être versées à la caisse nationale de secours de retraite et de prévoyance et portées au compte des ouvriers au prorata de leurs versements individuels.

Proposition de Montfort, Desjardins (13 décembre 1898). — Cette proposition tend à assujettir les étrangers résidant en France au paiement : 1^o de la taxe militaire stipulée par la loi de 1889 ; 2^o d'une taxe supplémentaire : Cette taxe supplémentaire sera égale pour les salariés et les appointés à 3 0/0 de leurs salaires ou de leurs appointements ; pour les patentés, au montant du principal de leur patente et pour ceux qui ne sont ni salariés ni patentés, à 30 0/0 du montant de leur contribution personnelle-mobilière. Elle sera calculée par mois et au prorata du temps de service dont l'étranger se trouve dispensé.

Le produit de la taxe supplémentaire sera affecté dans chaque arrondissement à des indemnités allouées aux familles les plus nécessiteuses des hommes appelés sous les drapeaux.

Toutes ces propositions n'ont pas abouti parce qu'on a reconnu qu'il était impossible de taxer les étrangers de certaines nations avec lesquelles la France avait des traités.

M. Renault, appelé à donner son avis à ce sujet devant une commission parlementaire, déclara qu'il était impossible de taxer les étrangers qui jouissaient en France de la clause de la nation la plus favorisée. De plus certains traités, tels que le traité franco-suisse de 1882, stipule que les Suisses ne seront pas frappés en France d'une taxe.

En somme la loi française n'est pas, à proprement parler, une législation sur l'immigration. Elle a surtout pour but de faire connaître l'état civil des étrangers résidant en France. Or, parmi les étrangers, les immigrants sont une catégorie d'individus spéciale et cette catégorie n'est pas visée particulièrement par la loi. Il en est ainsi pour la plupart des pays européens qui sont surtout des pays d'émigration ; pour eux le problème de l'immigration n'a qu'un faible intérêt.

Allemagne.

Le régime auquel sont soumis les étrangers en Allemagne repose en général sur la réciprocité. Il y a cependant certains traités accordant un régime de faveur à des pays dont les nationaux sont alors traités comme les Allemands. Par exemple le traité avec l'Italie, du 4 mai 1883 ; celui avec la Suisse, du 31 mai 1890.

Les ouvriers étrangers sont soumis, d'après la loi allemande, à des mesures de police très minutieuses. L'ouvrier doit déclarer son arrivée à la police dans les 24 heures et faire une déclaration de résidence dans les

3 jours. De plus, les marchands étrangers, dans certains Etats, particulièrement en Prusse, paient une taxe assez forte : « les marchands ambulants étrangers paient une somme annuelle variant de 48 à 144 marks, selon l'importance de leur commerce. Cette taxe est même portée à 384 marks, c'est-à-dire huit fois la taxe première, pour les nationaux des pays où les Prussiens sont moins bien traités que les nationaux » (loi prussienne du 3 juillet 1876) (1).

En *Bavière* des lois d'avril 1868 et de février 1872 obligent tout étranger désireux de s'établir dans le royaume à faire, avec preuves, la déclaration de sa nationalité. Certaines dispositions de ces lois autorisent également l'expulsion de la paroisse, des étrangers indigents ayant recours à l'assistance, à la mendicité ou se trouvant dans l'impossibilité d'acquitter les taxes et les contributions ; les mêmes pouvoirs d'expulsion existent contre les criminels et les filles publiques d'origine étrangère.

« Le ministre d'Etat aura plein pouvoir pour refuser aux étrangers l'entrée du territoire bavarois, afin d'assurer le maintien de la sécurité publique » (loi de 1872)

En *Alsace-Lorraine*, en raison de son voisinage avec la frontière française et de la date récente de son annexion, les étrangers sont soumis à un régime particulièrement sévère. Ceci a pour but d'empêcher les

(1) Exposé des motifs, proposition Lalou, 16 février 1890.

Français qui ont opté pour la France de réintégrer leur pays. Des mesures de police spéciales sont prises pour les voyageurs venant de France. D'après les arrêtés du 16 juin 1883 et du 21 septembre 1891, les autorités ont toute liberté pour accorder, refuser ou retirer à l'étranger l'autorisation de séjour ou de domicile.

En *Wurtemberg*, les nouveaux arrivants, sujets de l'empire, ou étrangers, doivent faire aux autorités locales une déclaration relative à leurs moyens d'existence et solliciter un permis de résidence.

Autriche.

En Autriche, il n'existe aucune loi spéciale concernant l'immigration ou les étrangers ; toutefois le pouvoir exécutif possède des pouvoirs de police assez larges pour lui permettre l'expulsion ou l'exclusion des étrangers dont la présence serait nuisible.

Il existe en Autriche une mesure comparable à notre article 479 du Code pénal, obligeant les hôteliers et logeurs de déclarer dans les 24 heures l'arrivée d'un étranger chez eux.

En *Hongrie*, d'après les décrets ministériels en vigueur, les autorités communales doivent établir des listes des étrangers résidant dans la commune. L'expulsion peut être prononcée contre tout étranger n'ayant pas de moyens d'existence ou dans l'intérêt de la morale et de l'ordre public.

Belgique.

Il y en Belgique des mesures de police très sérieuses prises à l'égard des étrangers. Elles sont contenues dans les lois des 1^{er} janvier 1847, 2 juin 1856 et dans l'arrêté royal du 31 octobre 1866. D'après ces lois « l'étranger est tenu, dans les quinze jours de son arrivée, de se faire inscrire à la mairie, de donner son état civil, son domicile légal, sa dernière résidence ». Ces déclarations sont inscrites sur un livret qui est remis au déclarant et qu'il doit présenter à chaque changement de domicile.

Tout individu qui loge un étranger doit en faire la déclaration dans les 24 heures.

Aucune taxe spéciale n'est imposée aux ouvriers étrangers. La Belgique possède une loi très complète sur l'expulsion, du 6 février 1885. D'après l'article 1^{er} de cette loi, l'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique ou celui qui a été condamné à l'étranger pour des crimes et délits qui donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouvernement à sortir du royaume.

Dans l'article 2 la loi indique les cas dans lesquels l'article 1^{er} ne s'applique pas. Ce sont les cas suivants :

- 1° Etranger autorisé à établir domicile en Belgique ;
- 2° Etranger marié à une femme belge dont il a eu un ou plusieurs enfants durant sa résidence dans le royaume ;
- 3° Etranger décoré de la croix de fer ;
- 4° Etranger marié à une femme belge et qui réside en Belgique depuis plus de 5 ans ;

3° Etranger né en Belgique d'un étranger et qui y réside lorsqu'il se trouve dans le délai d'option prévu par l'article 9 du Code civil.

Danemark.

En Danemark, la loi du 15 mars 1875 est assez sévère pour les étrangers et en particulier pour les ouvriers.

Un permis de séjour est nécessaire pour rester en Danemark. Les ouvriers étrangers venant chercher du travail doivent établir leur identité avec des pièces fournies par le pays d'origine. Si huit jours après leur arrivée dans le pays ils n'ont pas trouvé de travail ou de moyen de subsistance, ou s'ils n'ont pas obtenu le permis de séjour obligatoire, ils peuvent être expulsés par un simple ordre émanant du ministère de la justice.

Espagne.

L'Espagne est favorable aux étrangers. D'après l'article 2 de la Constitution du 30 juin 1876 : « les étrangers peuvent s'établir librement sur le territoire espagnol, exercer des industries, s'adonner à n'importe quelle profession, pourvu que l'exercice n'en soit pas subordonné à certains titres de capacités ou d'aptitudes délivrés par les autorités espagnoles. »

Cependant, d'après la loi de 1852, tout étranger arrivant en Espagne doit être muni d'un passeport. Cette mesure est, en pratique, inappliquée, sauf à certains moments de troubles, pour des étrangers arrivant par mer.

Les étrangers peuvent être expulsés d'Espagne sur simple rapport du ministre ou de la police.

Italie.

Il n'y a dans ce pays aucune mesure législative spéciale à l'égard des étrangers. Les ouvriers étrangers sont traités comme les ouvriers italiens.

La loi générale de police italienne du 30 juin 1889, dans son article 90, rend passible d'expulsion de *plein droit*, à sa sortie de prison, tout étranger ayant subi une condamnation.

Cependant si le préfet de la province dans laquelle l'étranger se trouve libéré, considère qu'il y a lieu de surseoir à l'expulsion, ou si cet individu, en rentrant dans son pays, devait être l'objet de poursuites pour des raisons politiques, pour insoumission à la loi militaire, désertion, ou pour crime ou délit ayant motivé une demande en extradition, le ministère de l'intérieur sera obligatoirement consulté et statuera définitivement sur l'opportunité de l'expulsion.

L'article 92 de la même loi donne aux préfets des provinces limitrophes pleins pouvoirs pour faire reconduire à la frontière les étrangers ne pouvant justifier de leur identité ou établir leurs moyens d'existence.

Russie.

L'étranger, pour entrer en Russie, doit être muni d'un passeport national visé par un agent diplomatique ou consulaire russe. Il doit, en arrivant, demander un per-

mis de séjour. En quittant la Russie l'étranger doit demander un visa qui n'est accordé qu'après avoir vu un certificat du patron ou du régisseur qui employait l'ouvrier, certifiant qu'il n'y a pas d'inconvénient à ce que l'individu quitte la Russie.

Toutes ces formalités exigées des étrangers ne sont pas gratuites et l'ensemble des droits perçus arrive à faire une véritable taxe sur les étrangers.

L'expulsion d'un étranger se fait très aisément, sur un simple ordre de la police.

Suisse.

En Suisse, chaque canton étant autonome, possède sa législation propre sur ces questions de police intérieure ; mais les règlements se reproduisent d'un canton à l'autre et sont tous à peu de choses près identiques.

En général, dans tous les cantons, on distingue entre les étrangers qui veulent s'établir ou simplement séjourner. Pour s'établir il faut prouver son identité et obtenir un « permis d'établissement » qui nécessite le paiement d'un droit. Quant aux étrangers qui ne font que séjourner, dans la plupart des cantons, qu'ils soient ouvriers ou non, ils sont soumis à une taxe. Dans certains cantons tels que les Grisons, Saint-Gall, on exige à l'entrée des ouvriers dans le canton une somme de cinq francs, et si dans les dix jours de leur arrivée ils n'ont pas trouvé de travail, ils sont expulsés du canton. Dans certains cantons tels que celui de Vand, les étran-

gers voyageant pour leur plaisir sont soumis à une taxe hebdomadaire municipale de un franc. Dans ce cas on ne peut considérer la taxe que comme une mesure budgétaire. Ces cantons exploitent la beauté de leurs pays, de leurs sites, qui leur attirent tous les ans une affluence considérable de voyageurs.

La Confédération suisse, d'après l'article 70 de la constitution fédérale du 29 mai 1874, « a le droit de renvoyer de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure de l'Etat ». Chaque canton peut également expulser de son territoire les étrangers. Dans le canton de Genève, d'après l'article 10 du Code pénal, lorsqu'un étranger est condamné à un emprisonnement, le juge peut commuer la peine en une expulsion du territoire cantonal d'une durée triple de l'emprisonnement qui avait été prononcé.

Suède, Norvège.

Ces deux pays se montraient autrefois très difficiles pour admettre des étrangers chez eux. Une ordonnance suédoise du 21 septembre 1860, est venue adoucir les mesures de rigueur prises à leur égard.

En arrivant en Suède, les étrangers doivent prouver leur identité et être munis d'un passeport. Ceux qui ne peuvent prouver leur identité sont passibles d'être remis par la police au gouverneur qui peut les maintenir dans une maison de correction ou une prison jusqu'à ce qu'on soit certain de leur identité.

En Norvège, les indigents de plus de 15 ans, qui viendraient à tomber à la charge de l'assistance publique, ont droit à la subsistance, s'ils ont deux mois de résidence dans le pays.

S'ils ne remplissent pas ces conditions, ils sont renvoyés dans leur pays d'origine aux frais du gouvernement norvégien.

Les étrangers qui désirent s'adonner au commerce en Suède ou Norvège, doivent se munir d'une autorisation qui leur est accordée après enquête et à charge pour eux de payer une caution pour assurer le paiement de leurs contributions.

La plupart des législations que nous avons passées en revue ont été complétées par des traités entre puissances, protégeant les droits des nationaux, résidant à l'étranger et réglementant en quelque sorte la faculté d'expulsion, en prévoyant certaines difficultés que pourraient faire naître son application.

Ainsi le traité sur l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France, signé à Paris le 23 février 1882 :

ART. 1^{er}. — « Les Français seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération relativement à leurs personnes et à leurs biens sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les ressortissants des autres cantons. Ils pourront en conséquence aller, venir et séjourner en Suisse, en se

conformant aux lois et règlements de police. Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons, le sera également aux Français et sans qu'on puisse en exiger aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse. »

ART. 2. — « Les Suisses jouiront en France des mêmes droits et avantages que l'article 1^{er} ci-dessus assure aux Français en Suisse », etc.

De même la convention passée en 1882, entre l'Italie et la Grande-Bretagne stipulant (1) : « Les sujets de chacune des nations contractantes, à charge pour eux de se conformer aux lois du pays, pourront en toute liberté, eux et leurs familles, entrer, voyager ou résider dans le territoire ou les possessions respectives de chacun des pays signataires de la présente convention.

« Ils auront toute latitude pour y acquérir et y exploiter les maisons, manufactures, magasins, boutiques et locaux qui leur seraient nécessaires.

« Ils pourront s'y consacrer à l'industrie et au commerce soit personnellement, soit par l'entremise d'agents.

« Ils ne seront assujettis, à raison de leurs personnes ou de leurs biens, de leur commerce ou de leur industrie, à aucune taxe ou impôt spécial en dehors de ceux payés par la généralité des habitants et la population indigène. »

(1) C. Monnier, *Les Indésirables*.

Ces principes consacrés par tous les traités internationaux en vigueur sur le continent, à la suite du développement des relations commerciales, ne restreignent en rien le droit absolu qui appartient à chaque pays de faire la police chez lui, en expulsant et en rapatriant tout individu coupable d'infraction aux lois locales ou devenant un danger ou une charge pour la communauté.

Mais l'expulsion ne devant être logiquement qu'une restitution, il est généralement admis qu'un gouvernement ne peut expulser quelqu'un en le rejetant sur le territoire voisin, et qu'il ne doit rejeter chez celui-ci soit ses propres nationaux, soit ceux appartenant à un autre pays (1).

Ce principe de courtoisie internationale a été expressément sanctionné par le traité anglo-belge de 1897, par les conventions franco-anglaises de 1872 et de 1888.

Nous ne verrons qu'en dernier lieu la législation de l'Angleterre, voulant l'étudier d'une façon très détaillée à cause de sa date récente.

Etats-Unis.

Le droit commun américain s'inspira d'abord de la législation anglaise autrefois en vigueur ; la théorie fondamentale de la porte ouverte s'y affirma dès l'origine, d'autant plus fortement que ce peuple, jeune, en pos-

(1) C. Monnier, *Les Indésirables*.

session d'immenses territoires, manquant d'hommes, comptait avant tout sur l'étranger pour lui fournir les bras et les énergies nécessaires à la mise en valeur de ces richesses et au développement rapide de son industrie.

Mais, devant la proportion formidable que prit l'immigration, le gouvernement américain se vit dans l'obligation de la réglementer ; il devenait indispensable, suivant l'expression pittoresque du major Evans Gordon, de réduire par des tours de clé successifs, le débit du robinet étranger, à mesure que se remplissait le réservoir national (1).

La réglementation de l'immigration n'est pas la même pour les Asiatiques que pour les Européens. Nous allons commencer par voir les mesures restrictives prises contre les Chinois.

Le 28 juillet 1868, les Etats-Unis et la Chine signaient une convention assurant réciproquement aux sujets des parties contractantes, la faculté de vivre et de s'établir à leur gré dans le territoire des deux pays. A la suite de cette convention, il se produisit une forte émigration chinoise en Amérique, qui fit une concurrence formidable aux ouvriers américains. Devant cette affluence exagérée, les Etats-Unis signèrent un traité, le 17 mars 1880, donnant droit à l'Etat fédéral de régler, limiter et même suspendre l'arrivée des Chinois sur son

(1) Cité par C. Monnier.

territoire. Usant des pouvoirs que lui donnait ce traité, les Etats-Unis votent une loi le 6 mai 1882 qui suspend l'immigration chinoise pendant 10 ans. Les ouvriers chinois établis aux Etats-Unis pouvaient, s'ils sortaient du territoire, y revenir, mais à condition d'être munis d'un certificat délivré au moment de leur départ. Les Chinois, non ouvriers, devaient être munis d'un passeport, établissant l'objet de leur voyage.

Cette loi de 1882 fut tournée par les Chinois. Tous ceux quittant les Etats-Unis demandaient un certificat de retour et en Chine le cédaient à d'autres individus qui entraient ainsi en Amérique. Alors fut votée la loi du 5 juillet 1884 qui précisait les indications que devaient contenir les certificats et stipulait qu'ils devaient être visés en Chine par les agents consulaires américains. Malgré ces mesures, de nombreux Chinois affluaient toujours en Amérique, il y eut des troubles graves en 1885 et 1886 où de nombreux Asiatiques trouvèrent la mort.

La loi du 1^{er} octobre 1888 fut votée qui supprimait d'une façon radicale les certificats de retour aux Etats-Unis et les permis de séjour. Dès lors les Etats-Unis étaient fermés aux Chinois.

La loi de 1892 vint proroger la loi de 1882 qui n'avait été faite que pour un délai de 10 ans. Cette loi édictait de plus des peines très sévères pour quiconque falsifierait des certificats ou serait trouvé résidant illégalement aux Etats-Unis.

La Chine trouva bientôt humiliantes ces conventions et menaça les Etats-Unis de représailles sur les Américains établis en Chine. La loi de 1892 fut alors abrogée et remplacée par la loi du 17 mars 1894. D'après cette loi, faite pour une période de 10 années, le principe de la loi de 1892 est maintenu. L'entrée des Chinois aux Etats-Unis est interdite ; mais cette loi de 1894 reconnaît des exceptions pour les Chinois qui, étant restés aux Etats-Unis, ont besoin de retourner dans leur pays. Ils pourront rentrer aux Etats-Unis s'ils y ont laissé leurs femmes ou leurs enfants ou s'ils y possèdent une propriété de 1.000 dollars ou une créance de la même somme. Ils devront à leur départ des Etats-Unis se munir d'un certificat de retour constatant qu'ils sont bien dans un des cas reconnus par la loi.

Cette loi ne s'applique pas aux fonctionnaires, professeurs, marchands et Chinois voyageant pour leur plaisir. Ces personnes devront être munies d'un certificat émanant des autorités compétentes et certifiant qu'ils rentrent dans l'une des catégories ci-dessus.

D'après l'article 5 de la loi de 1892, les ouvriers chinois résidant sur le territoire de la République avant le vote de la loi, devaient se faire enregistrer, sous peine d'être considérés comme résidant illégalement aux Etats-Unis. Par réciprocité la Chine pouvait en faire autant pour les ouvriers américains. Cette clause était ironique, car il n'y avait pas d'immigrants américains en

Chine (1). Après les troubles anti-japonais qui eurent lieu à San Francisco en octobre 1906, nombre d'Américains demandèrent qu'on appliquât aux Japonais les mesures employées contre les Chinois. La chose était fort difficile car les Etats-Unis sont liés vis-à-vis du Japon par le traité de Gresham Kurino (1894) stipulant le libre accès réciproque pour leurs nationaux, et le Japon ne se laisserait pas évincer comme l'a laissé faire la Chine. Quoi qu'il en soit, les autorités japonaises ont reconnu qu'il était de leur devoir d'empêcher de nouveaux troubles contre les Japonais résidant aux Etats-Unis ; que le seul moyen de l'empêcher était de restreindre l'immigration. Au mois de mars 1907, le gouvernement japonais prit l'engagement de ne plus accorder de passeports aux ouvriers japonais pour le territoire continental des Etats-Unis.

La législation sur les immigrants blancs est moins sévère que pour les Asiatiques. Comme a dit le major Evans Gordon, elle est formée de « tours de clé successifs » qui correspondent à une évolution législative remarquable tant au point de vue de la sévérité grandissante des lois spéciales appliquées contre les immigrants qu'à celui des idées mêmes et des nécessités qui les ont inspirées.

Ce sont des mesures en vue de protéger l'état sanitaire des Etats-Unis qui firent édicter les premières lois restrictives. Une épidémie de peste importée par

(1) Mayo-Smith, *Emigration and Immigration*.

des immigrants de la Russie méridionale ayant ravagé la province de New-York en 1846, et les conditions de transport étant à cette époque si déplorables que nombre de décès se produisaient pendant la traversée, le Parlement de l'Etat de New-York vota en 1847 une loi imposant certaines précautions sanitaires et interdisant, sous la responsabilité personnelle du capitaine le débarquement de tout individu atteint de maladie contagieuse ou infectieuse ou d'infirmité incurable.

Cette première loi fut dès 1855 généralisée à la Confédération des Etats-Unis et complétée par des dispositions détaillées concernant le transport et le débarquement des immigrants.

Dans l' « Act » du 3 mars 1875 la question sanitaire fait place à la question morale : sont exclues désormais, « toute femme arrivant aux Etats-Unis dans le but de s'y livrer à la prostitution et toute personne étrangère ayant déjà subi une condamnation infamante pour des raisons non politiques » (1).

De nouvelles lois de 1882, 1885, 1887, 1888 renforcèrent ces exclusions et les étendirent aux idiots, aux fous ou en général à toute personne incapable de prendre soin d'elle-même.

La loi de 1842 mérite une mention spéciale, car c'est la première qui traite le côté économique du problème ; l'idée protectionniste commence à s'affirmer. D'après

(1) *Immigration Regulations*, 18 août 1902.

cette loi, est frappé désormais d'une redevance fixe de 50 cents, tout immigrant arrivant par mer d'un port étranger.

L'*Act* de 1885 interdit le « contract labour », c'est-à-dire l'entrée à tout étranger qui s'y serait engagé d'avance par un contrat de travail ou de service de quelque nature qu'il soit. Cette interdiction du « contract labour » a été souvent critiquée, combattue mais n'en est pas moins restée fondamentale dans la législation des Etats-Unis.

Ces différentes lois furent refondues par un nouvel *Act* de 1893 qui se borne à les reprendre en les complétant. Par ce dernier *Act* sont exclus : « Tout étranger devant, suivant les apparences, tomber à la charge du public, ou atteint d'une maladie répugnante ou contagieuse, tout individu condamné pour crime capital ou crime entraînant une condamnation infamante, ou coupable seulement de mauvaise conduite, laissant présumer sa turpitude morale, les polygames, tout immigrant n'ayant pas acquitté de ses deniers le prix de son billet ou que d'autres auraient aidé à supporter les frais du voyage. »

Des pénalités sont édictées contre ceux qui introduiraient sur le territoire des étrangers appartenant aux catégories interdites ; ainsi le capitaine et le propriétaire du navire sont obligés de ramener à leurs frais au port d'où ils viennent les immigrants qu'ils auraient débarqué en violation de la loi.

D'ailleurs tout individu débarqué en fraude peut, dans les deux années de son arrivée, être expulsé, si la preuve est faite qu'il rentre dans une des classes visées par la loi.

L'*Act* de 1891 organise également l'inspection des immigrants. Il institue, sous le nom de surveillant général de l'immigration, un officier de police spécial qui a pour mission de se rendre en personne à bord des navires d'immigrants et d'y examiner les passagers étrangers.

En 1893 un nouvel *Act* vint encore resserrer les prescriptions imposées au capitaine du navire. Il est obligé de fournir dorénavant, à chaque voyage, aux autorités désignées, des listes contenant des renseignements détaillés sur tous les passagers étrangers qui se trouveraient à son bord. Ces renseignements doivent porter entre autres sur les points suivants :

1° L'immigrant sait-il lire et écrire ?

2° A-t-il de l'argent ? plus ou moins de 30 dollars ?

3° Se dispose-t-il à rejoindre des parents ? Si oui, quel est leur nom et leur adresse ?

4° A-t-il déjà été en prison ?

5° Est-il polygame ?

6° A-t-il déjà conclu tacitement ou par écrit un contrat de travail ?

7° Quel est son état de santé mentalement et physiquement ? Est-il infirme ou déformé ? si oui, pour quelle cause ? Les listes communiquées au service de

l'immigration doivent être certifiées sous serment et signées par le capitaine et le médecin du bord.

En 1894, la taxe de 50 cents imposée à chaque immigrant est élevée à un dollar, et le « Commissioner general of immigration » reçoit des pouvoirs plus étendus.

L'*Act* du 3 mars 1903 marque la dernière étape de cette législation. Il étend les lois existantes : aux épileptiques, aux personnes ayant souffert de troubles cérébraux dans les cinq années précédentes ou ayant eu deux ou plusieurs attaques de démence, les mendiants professionnels, les anarchistes.

Cet *Act* de 1903 redouble de sévérité contre les propriétaires et capitaines de navires qui introduiraient des passagers en fraude de la loi. Toute infraction est punie d'une amende de 1.000 dollars pour chaque étranger débarqué ou que l'on aurait tenté de débarquer, ou d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ou des deux peines à la fois.

Cette législation des Etats-Unis contre l'immigration est en somme très sévère et a tendance à le devenir de plus en plus. C'est que les Américains qui au début désiraient cet afflux d'étrangers, commencent à le craindre. Ils se sentent assez forts, assez nombreux et ne veulent plus de nouveaux arrivants. Décourager l'immigration européenne, supprimer l'immigration asiatique, tel est le dessein et la fin auxquels tendent les Etats-Unis.

A la condition de se faire naturaliser citoyen américain ou tout au moins d'en exprimer le désir, les immigrants peuvent réclamer les bénéfices de certaines lois, leur concédant des biens fonciers pris sur les terres du gouvernement. Ce sont : la loi du Homestead (1862), la loi de Préemption et la loi sur le boisement (Timber culture law). Ces lois constituent pour les immigrants des avantages très sérieux. Par la loi du Homestead l'immigration peut obtenir la concession gratuite et perpétuelle d'un lot de terre de 160 acres à condition de résider sur cette terre pendant 5 ans et de la cultiver. Il doit justifier de l'âge de 21 ans au moins et de la nationalité américaine ou de son intention de l'acquérir. A l'expiration du délai de 5 ans et sur justification par deux témoins que le colon s'est conformé à ses obligations, il reçoit un titre définitif dont le coût varie de 30 francs à 60 francs.

En vertu de la loi de préemption, le propriétaire peut, pour un prix très minime, acquérir un second lot de terre de 160 acres attenant au premier.

La « Timber culture law » permet d'obtenir en outre du Homestead dans les contrées dépourvues de bois une seconde concession, qui doit, peu à peu, être plantée en bois (1).

Le dernier *Act* de 1903 qui ajoute à la liste des exclus les épileptiques, les aliénés, les mendiants de

(1) *Bulletin consulaire Français*, année 1884, 7^e fascicule, p. 703.

profession et les anarchistes était à peine mis en vigueur qu'il y avait déjà de nouvelles propositions de lois sur l'immigration.

Parmi ces propositions, deux paraissent particulièrement intéressantes. L'une est basée sur une inspection approfondie des immigrants à leur port d'embarquement par les consuls ; l'autre est basée non sur le caractère de moralité ou de capacité de travail de l'individu, mais sur son degré d'éducation et ses sentiments politiques. On lui demanderait de lire et d'expliquer un texte tiré de la Constitution des Etats-Unis (1).

L'idée qui consiste à faire inspecter les immigrants à leur port d'embarquement par les autorités consulaires a déjà été plusieurs fois étudiée. Tous les arguments pour ou contre ont été débattus par la « Weber commission » de 1890, 1891, et la solution négative a été adoptée par cette commission et exposée par MM. Gresham et Carlisle. Dans les débats qui ont eu lieu à propos de l'immigration devant le Sénat en 1902. M. Charles Warren, représentant la ligue pour restreindre l'immigration, a dit : « Je ne pense pas qu'il y ait un homme éminent, au courant de la question, qui puisse soutenir ce projet. » Et le président confirma cette opinion en disant : « Je considère l'idée de l'inspection des immigrants à leur port d'embarquement, par les consuls, comme pratiquement abandonnée. »

(1) J. D. Trenor, *Annals of American Academy*, juillet 1904.

La proposition de la restriction de l'immigration par un examen a été examinée et rejetée dans le rapport qui accompagnait le « veto » du président Cleveland le 2 mars 1897. Dans ce rapport le président Cleveland montrant d'abord le résultat excellent obtenu par l'immigration qui a été cause du développement des Etats-Unis, déclare dans la suite de son rapport qu'il considère que ce développement est dû au travail des immigrants. « On dit que les immigrants qui nous arrivent maintenant sont gens peu désirables, mais il n'y a pas longtemps qu'on a dit la même chose d'immigrants qui, avec leurs enfants, sont comptés maintenant parmi nos meilleurs citoyens. La meilleure raison que l'on pourrait donner pour cette mesure radicale qui consisterait à arrêter l'immigration serait la nécessité de sauvegarder notre population contre la dégénérescence et de sauvegarder notre paix nationale, notre repos contre le désordre et la turbulence du dehors. Or je ne puis croire que nous serions protégés contre ces maux en limitant l'immigration à ceux qui savent lire et écrire 25 mots de notre constitution. A mon avis il est infiniment préférable d'accepter cent mille immigrants ne sachant ni lire ni écrire, qui viennent chez nous chercher un « home » et du travail, que d'admettre un seul de ces agitateurs professionnels, ennemis de tous les gouvernements, qui peuvent non seulement lire et écrire, mais entraîner, par des discours enflammés, au désordre et au tumulte les illettrés et ceux qui ne songent qu'à

rester tranquilles. Si une catégorie spéciale parmi les immigrants est à redouter, les causes doivent en être indiquées directement au lieu de faire du manque d'instruction un prétexte d'exclusion au détriment des immigrants illettrés auxquels on n'aurait rien à reprocher (1). »

Il est certain que cet *Educational test* restreindra beaucoup l'immigration et atteindra surtout l'immigration de l'Europe méridionale qui est la plus récente, à cause de cela, la moins bien organisée et la moins bien supportée par la population américaine.

A notre avis l'un des graves inconvénients de ce second projet serait de refuser l'entrée des Etats-Unis aux immigrants au moment même de leur arrivée. Tous ceux qui ne satisferaient pas à l'examen devraient ou revenir en Europe, ou chercher un autre pays d'accès plus facile.

En somme, ces deux projets sont fort discutables et n'ont abouti ni l'un ni l'autre.

Japon.

Il y a au Japon un arrêté impérial de 1889 qui interdit à tout étranger, qu'il soit Européen, Américain ou Chinois, de travailler comme ouvrier dans l'agriculture, dans les pêches, dans les mines, dans les usines ou dans d'autres industries, en dehors des étroites concessions

(1) Rapport du président Cleveland, 2 mars 1897.

établies par des traités antérieurs, sauf en vertu d'une autorisation spéciale des autorités sur les lieux. Or, cette autorisation n'est jamais accordée.

L'article 5 de l'arrêté impérial porte que tout Chinois ayant travaillé sans autorisation est passible d'expulsion du Japon.

En octobre 1907, certains entrepreneurs japonais avaient pris à leur service un nombre considérable d'ouvriers chinois, qu'ils employaient sur les chemins de fer de l'Etat japonais. Ces entrepreneurs japonais ayant omis cependant de se munir de l'autorisation nécessaire, les ouvriers chinois furent renvoyés et obligés de rentrer chez eux (1).

Il est curieux de voir que les Asiatiques s'appliquent entre eux les mêmes procédés d'expulsion qui leur sont appliqués en Amérique et le même problème est posé entre la Chine et le Japon qu'entre ces deux pays et l'Amérique sur la grave question de la main-d'œuvre.

Colonies anglaises.

Les colonies anglaises jouissent d'une grande autonomie législative, administrative et judiciaire, par suite des concessions expresses du Parlement, qui, si étendue que soit l'autonomie coloniale, dit le dernier mot, mais s'oppose bien rarement à une mesure votée par une colonie. L'étendue des privilèges coloniaux se trouve pour

(1) *Times*, 22 octobre 1907.

chaque colonie séparément dans une charte, mais il y a un texte général : le « Colonial law validity Act » de 1865 dont l'article 3 fixe l'étendue des pouvoirs de juridiction de la colonie en lui laissant même toute liberté en ce qui concerne les modifications constitutionnelles.

L'article 3 déclare que nulle loi coloniale ne sera inopérante ou non avenue à moins qu'elle ne viole une loi impériale.

Le Parlement de Victoria (Australie) peut faire des lois contraires aux *common laws* anglaises. Un exemple de l'autonomie des colonies anglaises peut être donné par la législation douanière du Canada.

Au point de vue douanier le Canada a trois tarifs :

1° Un tarif maximum employé avec les puissances en général ;

2° Un tarif moyen qu'il emploie avec les nations avec lesquelles il a un traité de commerce et qui lui font des avantages douaniers ;

3° Un tarif spécial pour l'Angleterre.

Or le Canada cherche à désavouer le tarif spécial avec l'Angleterre qui ne lui rapporte rien à lui, mais beaucoup à la métropole. Depuis 10 ans, l'importation anglaise avait augmenté de 50.000.000 de dollars, tandis que les exportations tendaient à baisser. Le Canada voudrait dorénavant appliquer à l'Angleterre le tarif intermédiaire.

Dans ses relations avec la France, le Canada emploie le tarif intermédiaire et même pour certaines marchan-

dises des tarifs inférieurs. La France est donc privilégiée sur la métropole.

Les restrictions sont : 1° l'assentiment du gouverneur de la colonie qui est désigné par la métropole ; 2° la sanction de la couronne à une mesure de législation coloniale, qu'il ne faut pas confondre avec la sanction donnée par le pouvoir exécutif aux lois votées par le Parlement, sanction qui se donne toujours, le droit de veto du roi étant tombé en désuétude.

Il y eut des cas dans lesquels le gouvernement impérial usa de son droit de sanction pour empêcher la mise en vigueur de certaines lois. En 1848, il refusa de sanctionner l'act canadien qui réduisait le traitement du gouverneur général. En 1872, il ne voulut pas sanctionner au Canada le « copyright act » parce qu'il violait la législation impériale. En 1874, le gouvernement opposa son veto aux *acts* des colonies australiennes qui arrêtaient l'immigration chinoise. Mais en fait, pour des considérations politiques, rarement un pareil usage de veto est fait au détriment de l'autonomie coloniale. A propos du vote de la dernière loi sur l'immigration des Asiatiques dans les colonies sud-africaines, on voit les gouverneurs sollicités, soit pour faire adopter la mesure par la métropole, soit pour la faire repousser.

Au point de vue des traités il n'appartient qu'au gouvernement national, d'accord avec les vœux de la Chambre de signer des traités (*Treaty making power*). Ce pouvoir n'appartient aux colonies que dans des cas

expressément accordés. Quand le « self government colony » veut jouir des bienfaits d'un traité signé par la métropole, elle édicte une loi ou une mesure gouvernementale pour ramener à effet cette mesure internationale. C'est ainsi que le Canada souscrivit en 1905 au traité anglo-japonais de 1894.

La métropole peut également passer des traités pour le compte d'une colonie, sauf à être tenue par sa constitution interne à obtenir l'adhésion du Parlement de la colonie.

Les colonies sont libres de voter dans les limites de leurs territoires des lois douanières ou fiscales grevant même des marchandises importées soit de la métropole, soit des autres colonies britanniques. C'est en vertu de cette même autonomie législative que les colonies peuvent édicter des lois d'immigration et d'émigration qui frappent autant les habitants des colonies anglaises que les étrangers. Naturellement, dans l'espèce, le gouvernement tiendra à veiller sur la conservation de l'unité morale qui doit relier les différentes parties de son empire.

Le gouvernement impérial est responsable de toutes les mesures prises par les colonies vis-à-vis de l'étranger. Il ne peut invoquer l'autonomie des colonies pour décliner toute responsabilité du chef de leurs agissements (1).

(1) Dicey, *Introduction à l'étude du droit public*, 1902, p. 93.

Canada.

Comme les Etats-Unis, le Canada a deux législations différentes sur l'immigration, selon qu'il s'agit des Asiatiques ou des Européens.

Vis-à-vis des Chinois, le Canada a pris à différentes époques des mesures de plus en plus restrictives qui ont abouti à la dernière loi de 1903. D'après cette loi, une taxe de débarquement de 500 dollars est imposée à tout Chinois qui arrive au Canada. Vis-à-vis des Japonais, le Canada ne pouvait prendre de semblables mesures, car il était lié par le traité anglo-japonais de 1894, auquel il avait adhéré. Mais à la suite des troubles anti-japonais de Vancouver, en 1907, le gouvernement japonais prit l'engagement de restreindre l'immigration.

L'immigration blanche est assujettie à l'*Act* de 1886 et aux règlements qui l'ont amendé, dont le dernier est de 1902. D'après ces documents, aucun navire transportant des immigrants, ne sera admis à l'entrée dans un port du Dominion, s'il n'a été préalablement visité par un agent d'immigration.

Si à l'arrivée du navire dans un port canadien, l'inspecteur constate que des mesures convenables n'ont pas été prises pour préserver, durant la traversée, la santé des passagers ou de l'équipage, le capitaine du dit navire pourra être condamné à payer une amende de deux dollars par passager ou immigrant.

Le capitaine de tout navire doit, sous des sanctions

sévères, avant de laisser qui que ce soit quitter son bord, fournir au commissaire des douanes du port de débarquement un rapport donnant des renseignements détaillés sur les passagers, indiquant pour chacun d'eux le port d'embarquement, les noms, sexe, âge, le nombre des membres de la famille présents, leur métier, profession ou titres, leur pays et lieu de naissance, et leur destination définitive au Canada ou aux Etats-Unis.

Le rapport doit également mentionner en donnant les noms, s'il y a des passagers aliénés, idiots, sourds ou muets, aveugles et constater le cas échéant si ces personnes sont accompagnées de parents ou d'amis capables d'en prendre soin.

Le gouverneur général peut, par décision spéciale, interdire le débarquement de tout criminel ou de toute personne dont la présence serait préjudiciable à la morale publique ; les mêmes pouvoirs lui appartiennent contre toute personne dépourvue de moyens d'existence. Toutefois, dans ce dernier cas, l'autorisation de débarquer pourra être accordée, si le capitaine verse entre les mains d'un agent d'immigration une somme suffisante à l'entretien temporaire de l'immigrant et à son transport à destination définitive.

L'Act de 1902 ne fait qu'augmenter les pouvoirs de réglementation et d'intervention reconnus au gouverneur général, et rendre plus sévères les pénalités en vigueur. Toute infraction à la loi ou aux règlements expose son auteur à être immédiatement arrêté sans

qu'il soit besoin d'un ordre du juge et à être reconduit au navire.

Le capitaine n'est pas oublié : si la moindre négligence est relevée contre lui, il sera rendu pénalement responsable de la fuite du passager qui se serait permis de mettre pied à terre avant l'accomplissement régulier et complet des formalités. Il peut être condamné à une amende variant entre 100 et 1.000 dollars.

Le capitaine est donc la véritable « Tête de Turc, le bouc émissaire » de cette législation ; proclamer aussi énergiquement sa responsabilité, c'était le seul moyen d'atteindre les Compagnies de navigation, le plus souvent étrangères dont il est l'agent ; frapper à la poche par de fortes amendes, c'était un autre moyen, non moins efficace, de rendre les Compagnies attentives en touchant chez elles la « corde sensible ».

Ces amendes édictées ne sont pas lettre morte, elles sont d'autant plus redoutées que l'article 40 de la loi canadienne de 1886 reconnaît au profit de l'Etat pour assurer le paiement des amendes prononcées contre le capitaine, un droit de saisie et de vente du navire.

L'Act de 1902 interdit également le « contract labour ». Mais cette interdiction est difficile à sanctionner, car il est généralement impossible de prouver que des individus ont été amenés par contrat. La *Gazette du Travail* du Canada renseigne chaque mois sur l'application de la loi. Nous pouvons y emprunter cet exemple : Du 24 septembre au 20 octobre 1903, quinze plaintes

ont été portées contre des patrons soupçonnés d'avoir fait venir par contrat des ouvriers étrangers. Toutes ont donné lieu à une enquête. Deux fabriques de conserves alimentaires ont, pendant l'enquête, renvoyé chacune aux Etats-Unis 6 ouvrières étrangères ; une maison de peinture a renvoyé 5 peintres décorateurs dans leurs pays. Dans les autres cas, on n'a trouvé aucune preuve que la loi avait été violée, ou bien encore les ouvriers désignés étaient sujets britanniques et ne tombaient pas sous le coup de la loi.

Australie.

Jusqu'au milieu du xix^e siècle l'Angleterre considérait ses colonies en général et l'Australie en particulier comme des endroits commodes pour envoyer le rebus de ses habitants. Un peu plus tard l'afflux d'immigrants jaunes et noirs devint un véritable danger. Quantité de Chinois et d'habitants de la Malaisie appelés « Kanakas », ramassés dans les îles du Pacifique et importés pour cultiver les plantations de canne à sucre, avilirent les salaires et devinrent un véritable danger social.

Certes les colonies avaient besoin d'immigrants pour se développer, mais on s'aperçut vite que le développement social et les progrès de la civilisation étaient plus importants que le développement des mines, plantations, etc., et que l'entrée d'immigrants nullement aptes au régime de liberté et de civilisation des colonies devait

être interdite, quel que soit le besoin de travailleurs. Ce courant d'idées eut différents résultats (1) :

1° On décida en Angleterre de ne plus envoyer dans les colonies les criminels et le rebut de la société ;

2° Il se forma plusieurs sociétés de colonisation qui, aidées par les gouvernements coloniaux, adoptèrent certains plans de colonisation par lesquels les immigrants étaient choisis avec soin au point de vue de leur santé, de leurs aptitudes physiques, etc., et une partie de leur voyage leur était payé ;

3° Le gouvernement de la colonie édicta des lois pour exclure les individus peu enviables, en particulier les Asiatiques et les nègres.

Le premier point n'offrait pas de difficulté. L'Angleterre n'envoya plus les criminels ; ceux qui y étaient déjà, leurs fils, s'amendèrent, au contact de la terre, du grand air, de la nature source éternelle d'idéal et de poésie où viennent s'améliorer les âmes les plus débauchées.

Quant au second point, au début, de nombreuses sociétés se formèrent pour amener des immigrants de choix, leur payant même une partie de leur voyage. Lorsque l'Australie commença à se peupler, ces sociétés les unes après les autres disparurent. Il n'y a plus guère que l'Etat de Queensland qui encourage l'immigration en payant une partie du voyage aux parents ou amis de

(1) Professor Frank Parsons, *Annals of American Academy*, juillet 1903.

personnes déjà établies dans cet Etat. Il est donné par individu de 2 à 8 livres selon l'âge et le sexe et le voyage entier coûte environ 13 livres.

Mais, le grand souci de ces quinze dernières années a été l'exclusion des Asiatiques. Dès que les colonies ont eu une constitution, elles ont combattu énergiquement l'immigration jaune par des droits d'entrée, des amendes, des limitations du nombre des immigrants et même des prohibitions complètes. Les Australiens sont décidés à empêcher par tous les moyens la fusion des races, ils ne veulent pas chez eux de villes cosmopolites ; ils ne veulent pas empêcher l'essor de leur civilisation, réduire leur confort par l'abaissement des salaires. Les Australiens admettent l'immigration d'individus qui pourront rapidement s'adapter aux institutions démocratiques et à la civilisation du *xx^e* siècle, mais ils ne veulent pas de ce qu'ils appellent des marchandises avariées.

En 1848 il y avait déjà en Australie quelques bergers chinois, mais c'est surtout en 1855, au moment de la découverte des mines d'or dans l'Etat de Victoria, qu'il se produisit une véritable invasion de Chinois qui venaient travailler aux mines. En 1855, l'Etat de Victoria prend les premières mesures destinées à restreindre l'immigration, il décide que « aucun navire ne pourra apporter plus d'un Chinois par 10 tonnes de son tonnage et que le capitaine devra déposer 10 livres à la douane pour chaque Chinois débarqué »

En 1857 l'Etat de South Australia, en 1861 l'Etat de New South Wales font des lois semblables à celle de l'Etat de Victoria. L'Etat de Queensland voulut même aller plus loin et imposer une taxe spéciale sur les Chinois travaillant aux mines d'or. Lorsque les colonies votèrent une taxe frappant les immigrants chinois, elles se heurtèrent contre la résistance opposée par le gouverneur de la colonie, M. Cairn. Celui-ci éprouvait des scrupules sur la légitimité d'un pareil bill. Au cas où l'illégalité lui paraîtrait flagrante, M. Cairn était décidé à refuser son assentiment en vertu du droit qu'il tenait de la loi. Le bill lui paraissait en opposition avec l'article 5 du traité du 26 juin 1858 conclu entre la Grande-Bretagne et la Chine. Cet article 5 spécifiait pour les Chinois le droit plein et entier de prendre du service dans les colonies anglaises. Or sans doute le bill en question ne prohibait pas l'immigration chinoise, mais grâce à la taxe le résultat qu'on n'osait chercher directement on pouvait l'obtenir indirectement. M. Cairn en référa à la couronne dans une dépêche datée du 10 octobre 1876, adressée au secrétaire d'Etat des colonies et dans laquelle il soumettait ses scrupules.

Le comte de Carnavon, alors secrétaire d'Etat aux colonies, répondit dans une dépêche datée du 28 mars 1877 approuvant la conduite de M. Cairn. Le comte Carnavon posait le principe suivant : « Toute législation d'exception ayant pour but d'exclure des territoires de Sa Majesté des sujets d'un Etat en paix avec Sa Majesté,

était absolument répréhensible. » Il déclarait de plus aux ministres du Queensland qu'ils étaient les maîtres pour les affaires intérieures, mais non pour les affaires extérieures et que M. Cairn était dans son droit, vu la nature spéciale du bill, de le retenir afin d'empêcher des faits regrettables.

Le gouvernement anglais était fort embarrassé. D'un côté il ne voulait pas rompre avec la Chine, de l'autre il craignait de voir se briser le lien qui rattache la métropole à ses colonies. Le secrétaire d'Etat aux colonies pour apaiser les esprits, proposa un nouveau bill dans lequel on supprimait ce qui avait causé la non-acceptation de la loi par le gouvernement impérial. Ce fut la loi de 1877. Par cette loi l'Etat de Queensland édicta alors des mesures semblables à celles édictées par le Victoria, mais en encourageant la bonne conduite des Chinois, disant que les 10 livres versées pour chaque individu à son entrée lui seraient rendues au départ si, pendant son séjour, il n'avait pas commis de crime et n'était pas tombé à la charge de l'assistance publique.

Ces lois furent efficaces. L'immigration diminua et amena rapidement un abaissement de la population chinoise. Dans l'Etat de Victoria, il y avait :

en 1859.	42.000 Chinois
en 1863.	20.000 »

Au bout de quelques années la crainte du public tomba peu à peu et les lois furent abrogées, en Victoria,

8 ans après leur mise en vigueur, en South Western Australia et Queensland 6 ans après.

Les lois une fois abrogées, de nouveau l'envahissement des Jaunes se produisit, de nouveau l'opinion publique s'en émut.

En 1880 les Etats de New South Wales, de Victoria, de South Australia, de New Zealand édictent de nouvelles mesures restrictives contre l'immigration, plus draconiennes que celles abrogées quelques années auparavant.

Par ces nouvelles mesures, les Chinois devaient payer chacun 10 livres à leur entrée dans le pays et ne devaient pas arriver à raison de plus d'un Chinois par 100 tonnes du navire qui les apportait. L'Etat de South Australia voulait de plus qu'ils soient vaccinés. L'Etat de Queensland laissa la taxe d'entrée à 10 livres par Chinois et autorisa le débarquement d'un Chinois par 10 tonnes jusqu'en 1884, époque où il éleva la taxe à 30 livres et ne laissa plus débarquer qu'un individu par 50 tonnes. Cette législation dura jusqu'en 1888.

Alors on s'aperçut que les Chinois continuaient à envahir l'Australie, que depuis 12 mois, 4.500 Chinois étaient entrés dans l'Etat de New South Wales. La législation n'était donc pas assez sévère, il fallait la modifier.

M. Henry Parques, premier ministre de la colonie australienne, télégraphia en Angleterre pour demander que des mesures fussent prises par la métropole et qu'un

traité fût signé entre la Chine et l'Angleterre pour restreindre l'immigration dans la colonie de l'Australie. Mais, avant que la diplomatie n'ait eu le temps d'étudier le problème, une circonstance imprévue obligea le gouvernement des colonies à employer pour sa défense des mesures draconiennes. La circonstance imprévue fut la suivante :

En avril 1888, un steamer, l'*Afghan*, chargé d'immigrants, arriva à Port-Philippe (Victoria) pour débarquer sa cargaison. Il amenait 264 Chinois, et le tonnage du navire ne lui permettait que d'en débarquer 14 ; en somme il en avait 250 de plus qu'il ne devait. Nombre de ceux-ci déclaraient qu'ils étaient sujets anglais, naturalisés, montrant des papiers, qui, vraisemblablement devaient être faux. On leur interdit de débarquer. L'*Afghan* alla à Sydney, le capitaine espérait que les autorités se montreraient là moins rigoureuses et qu'il pourrait débarquer ses Chinois. Le premier ministre Parkes demanda rapidement à la Chambre de suspendre les lois en vigueur et de voter précipitamment une loi d'exclusion contre les Chinois ; mais cette loi votée à la Chambre ne fut pas confirmée par le Sénat. On tourna alors la difficulté en décrétant que le pays d'où venait ce navire était malsain et infesté ; l'*Afghan* fut retenu en quarantaine et ainsi les Chinois ne purent débarquer.

Mais la Chine mécontente de l'attitude prise à l'égard de ses nationaux souleva des réclamations.

Le 12 décembre 1887 le ministre de Chine, Lew, écrivit à lord Salisbury pour attirer son attention sur la situation exceptionnelle faite aux Chinois dans les possessions australiennes. Il constatait avec amertume le peu d'effet produit par les réclamations du gouvernement de l'Empire du Milieu. Ayant développé et discuté la question de savoir si la législation anti-chinoise au Canada était fondée en droit, il se contentait d'espérer que le fait, pour le gouvernement anglais, de n'avoir pas opposé son droit de veto en Australie, ne devait pas être pris comme une marque d'approbation pour des mesures contraires au droit international. D'ailleurs, on n'avait jamais prétendu que les Chinois fussent ingouvernables, on avait même affirmé l'utilité de leurs services, à plusieurs reprises, pour le développement des ressources des colonies. Il n'y avait donc aucune raison suffisante pour les traiter autrement que les sujets des autres puissances résidant dans les possessions britanniques (1).

Les événements suivirent leur cours sans améliorer, loin de là, la situation des Chinois jusqu'à l'arrivée du steamer *Afghan*. Nous avons raconté l'effet produit par le nombre de passagers asiatiques demandant à débarquer à Sydney et l'opposition faite à ce débarquement. Lew avertit aussitôt lord Salisbury qui, dans une lettre du 18 mai 1888, se contenta d'envoyer le texte des mesures restrictives concernant les Chinois dans la colonie de Victoria en ajoutant que le capitaine

(1) E. Cailleux, *La question chinoise dans les possessions européennes*.

de l'*Afghan* ne s'y était pas conformé. Le ministre de Chine lui avait écrit le 16 mai 1888 que la mesure prise était absolument illégale non seulement au point de vue des traités conclus avec la Grande-Bretagne et la Chine, mais encore avec la législation de l'Etat de Victoria. Il faisait remarquer qu'aucun texte législatif n'autorisait le gouvernement de cette colonie à renvoyer son navire ayant plus de passagers chinois qu'il ne fallait d'après la loi, pourvu que ces derniers fussent désireux et en état de payer la capitation exigée. De plus les autorités de Hong-Kong, lieu de départ des émigrants, n'avaient-elles pas sanctionné l'embarquement de ceux qu'on repoussait en Australie ? Ne devait-on pas présumer que l'on connaissait fort bien à Hong-Kong les règlements de la colonie anglaise où se rendaient les Chinois et, dès lors, s'il y avait eu un obstacle légal à leur débarquement, ne les aurait-on pas empêchés de partir ? En conséquence Lew espérait que, si les passagers de l'*Afghan* ou de tout autre navire étaient forcés de retourner en Chine, le gouvernement britannique accorderait une indemnité aux émigrants non seulement pour l'argent déjà dépensé, mais encore pour celui déboursé durant leur passage sur divers points de la côte, ou pour tous autres frais qu'ils auraient pu supporter. Et cela à cause de ce que le gouvernement chinois se voyait avec regret contraint d'appeler : les procédés arbitraires et irréguliers des autorités australiennes. Au Foreign Office on reçut du Colonial Office une lettre du 26 mai

1888 dans laquelle il était dit que l'argument du ministre de Chine, portant sur le permis d'embarquer donné par les autorités de Hong-Kong, ne prouvait rien. En effet aucun règlement ne les obligeait à vérifier si le nombre de Chinois, se trouvant à bord d'un navire partant pour les possessions australiennes, était ou non conforme aux lois votées en Australie. Pour tout dire, nous devons reconnaître que l'autorisation donnée à Hong-Kong ne pouvait servir à fonder une réclamation légale.

En Tasmanie, le mouvement anti-chinois était l'objet de défenses très nettes, notamment de la part de l'attorney général d'Hobart. Dans un memorandum du 24 avril 1888, il exposait ses vues sur la question (1).

D'après lui, le ministre de Chine avait fait erreur en se plaignant d'une violation du droit international faite par les autorités australiennes. « Au contraire, soutenait-il, c'est une maxime reconnue du droit international que chaque Etat a le droit de réglementer l'immigration sur son territoire comme il convient le mieux à la sécurité et à la prospérité du pays, sans avoir égard à la loi municipale du pays d'où provient l'émigration. » Il citait à l'appui le *Manuel de droit international* de Ferguson, vol. I, p. 136, et l'ouvrage de Calvo, vol. I, livre VIII.

Il n'est pas difficile de réfuter l'argument de l'attor-

(1) Voir le texte dans le Livre bleu de juillet 1888.

ney général. Sans doute un Etat a le droit de réglementer l'immigration sur son sol, mais pas de façon à la prohiber en fait, quand il existe des traités spécifiant clairement la liberté pour les Chinois d'aller et de s'établir dans les colonies anglaises.

A l'affirmation du ministre de Chine que l'on n'avait pas trouvé nécessaire, dans les colonies de la Couronne, de traiter les sujets chinois autrement que les sujets des autres puissances, l'attorney général opposait la loi votée en juillet 1886, par l'Assemblée de l'Australie de l'Ouest, ayant pour but de réglementer et de restreindre l'immigration des Asiatiques, loi sanctionnée par le gouverneur.

Il ajoutait que le vote d'une semblable loi dans cette colonie était d'autant plus significatif qu'en 1882, on avait adopté certaines dispositions pour encourager, dans l'Australie de l'Ouest, l'émigration des travailleurs chinois et africains. On espérait ainsi faire prospérer les pêcheries de perles et d'autres industries.

La loi de 1886, abrogeant la loi de 1882, prouvait le mal que la présence des Chinois causait à cette colonie, et la force des objections précédemment faites à leur admission sans réserves dans les plus vieilles colonies du continent.

A notre avis, cela prouvait tout simplement que l'Australie de l'Ouest avait cédé à l'entraînement. On connaît, en effet, les souffrances qu'endurent dans leur métier les pêcheurs de perles, et il avait fallu la passion

excitée dans les autres possessions australiennes, pour méconnaître les services des Chinois, dans une industrie souvent dangereuse et quelquefois mortelle.

Le ministre de Chine concluait de cet état de choses que la raison du mouvement antichinois provenait du self-government. L'attorney général s'empressait de repousser une insinuation de ce genre, tendant à faire peser les réclamations contre la législation restrictive sur les institutions démocratiques de l'Australie. Si cela était, ajoutait-il, on pourrait en inférer qu'une telle législation avait simplement pour but de soustraire les artisans et les travailleurs australiens à la concurrence des Chinois. Or, pour l'attorney général, il était hors de doute que les travailleurs et les artisans d'aucune colonie de l'Australie n'auraient jamais eu la puissance suffisante de faire adopter une législation restrictive de l'immigration. Il avait fallu pour cela qu'à leurs instances vinssent se joindre la conviction des autres habitants des possessions australiennes que le bien-être présent et futur de la contrée dépendait de semblables mesures législatives.

L'attorney général continuait dans son memorandum, en montrant que les vices et les vertus des Chinois leur venaient de leur civilisation particulière, fixant leur caractère à une époque où les nations européennes n'existaient pas encore. Pour lui, l'expérience faite en Amérique et en Australie, prouvait qu'une résidence,

aussi longue qu'on la supposât, parmi une population de descendance européenne ne changerait ni le mode de vie ni les façons d'agir des Asiatiques non naturalisés.

Quand on connaît les difficultés causées aux Etats-Unis par la séparation et l'hostilité existant entre les gens de couleur et les blancs, on ne sera pas embarrassé de dire que l'attorney général signalait un danger véritable. Seulement il semble qu'avec de sages mesures il eût été possible de l'éviter.

Enfin on se basait, dans le memorandum, sur cet argument que le désir d'assimiler les émigrants chinois à la population européenne, de leur faire adopter les mœurs et les usages de notre civilisation, était irréalisable, pour soutenir que leur naturalisation était impossible si l'on tenait à la sécurité de la société actuelle. Pour toutes les considérations que nous venons d'énumérer, l'attorney général conseillait de déterminer le gouvernement britannique à s'arranger avec la Chine dans le but d'empêcher l'immigration chinoise d'avoir lieu dans les possessions australiennes et de suivre la politique que les Etats-Unis avaient adoptée en semblables circonstances.

Les événements, on le voit, demandaient une solution prompte et le gouvernement anglais ne pouvait s'empêcher d'exprimer son embarras réel. Aussi le marquis de Salisbury disait-il dans sa lettre du 18 juin 1888

à Lew Ta Jên : « Le gouvernement de Sa Majesté désire vivement que l'on montre dans les sentiments que l'on éprouve envers la nation chinoise toute la considération qui lui est due. La Grande-Bretagne est heureusement avec la Chine sur un pied de véritable amitié. Le gouvernement de Sa Majesté désire vivement qu'aucune mesure pouvant être regardée comme étant en désaccord avec les engagements pris dans les traités avec la Chine ne soit adoptée dans les colonies. Des règlements d'un caractère plus ou moins restrictif et spécialement dirigés contre l'immigration chinoise ont été en vigueur pendant quelque temps dans certaines colonies australiennes. Dans le but d'empêcher une législation ultérieure vis-à-vis de ses sujets dont votre gouvernement pourrait s'offenser raisonnablement, on pense qu'il est désirable que la question soit pleinement et librement discutée sous tous ses aspects par les sujets des colonies de Sa Majesté.

« Dans ce but le secrétaire d'Etat pour les colonies a approuvé une proposition de réunir une conférence des représentants des gouvernements australiens à l'effet d'examiner ce sujet. »

La Conférence annoncée par le marquis de Salisbury se tint à Sydney au mois de juin 1888. La Nouvelle-Galles du Sud, la colonie de Victoria, l'Australie du Sud, le Queensland, la Tasmanie et l'Australie de

l'Ouest s'y trouvaient représentées. Les résolutions furent résumées dans le bill suivant (1) :

1° La Conférence est d'avis que la restriction ultérieure de l'immigration chinoise est essentielle à la prospérité du peuple de l'Australie ;

2° La Conférence est d'avis que l'on doit assurer l'immigration que l'on désire au moyen d'une action diplomatique du gouvernement impérial et d'une législation uniforme pour l'Australie ;

3° La Conférence se résout à discuter pour faire une représentation collective au gouvernement impérial à l'effet d'obtenir la représentation diplomatique désirée ;

4° La Conférence est d'avis que la législation applicable à l'Australie concernant ce sujet contienne les mesures suivantes :

a) Qu'elle s'appliquerait à tout Chinois sauf les exceptions spécifiées ;

b) Que la limitation du nombre de Chinois serait déterminée par la défense faite à tout navire d'amener dans un port australien plus d'un passager chinois par 500 tonneaux de jauge ;

c) Que le fait pour un Chinois de passer d'une colonie dans une autre, sans le consentement des colonies où il pénétrerait, serait un délit.

L'Etat de New South Wales prit les devants. Henry Parkes sachant qu'il avait pour lui l'opinion publique,

(1) Voir à ce sujet Todd, *Parlementary government in the British colonies*.

édicte une loi d'exclusion en juillet 1888. La taxe d'arrivée était élevée de 10 livres à 100 livres et on n'acceptait plus qu'un Chinois par 300 tonnes du tonnage du navire. Les sujets anglais étaient exempts de la taxe, mais les Chinois ne pouvaient se faire naturaliser Anglais. Une amende de 500 livres était appliquée à tout contrevenant à la loi. La loi fut approuvée par le gouvernement anglais.

Grâce à ces mesures, il avait été débarqué dans le New South Wales :

En 1887	4.436 Chinois
En 1889	9 »
En 1899	5 »

En somme, ces mesures restrictives équivalaient à une prohibition.

Les autres Etats de l'Australie imitèrent le New South Wales. L'Etat de Victoria n'imposa pas de taxe à l'arrivée des immigrants chinois, mais n'en accepta que 1 par 500 tonnes. La New Zealand n'admettait qu'un Chinois par 100 tonnes, imposait à leur entrée une taxe de 10 livres qui en 1896, fut portée à 100 livres.

Ces lois découragèrent les Chinois. En 1891, il n'y avait plus dans toute l'Australie, que 42.521 Chinois, c'est-à-dire autant que dans le seul Etat de Victoria en 1860. En 1901, il n'y en avait plus que 34.638.

Les colonies australiennes possèdent une législation pour réglementer l'immigration européenne. Pour étudier cette réglementation, nous ferons ici une diversion

et nous examinerons d'abord la législation du Natal qui a été copiée par les colonies australiennes.

Natal.

La loi du Natal de 1897, dispose, dans son article 3, que : « L'entrée du territoire du Natal, par mer ou par terre, est et demeure interdite à toute personne rentrant dans l'une des classes ci-dessous définies qui constituent, dans leur ensemble, la catégorie des immigrants prohibés :

1° Toute personne incapable d'écrire dans une langue européenne, une demande d'admission ;

2° Les indigents qui tomberaient bientôt à la charge de l'assistance publique ;

3° Les idiots et les fous ;

4° Les personnes condamnées dans les deux ans qui précèdent pour faits non politiques ;

5° Les personnes atteintes de maladies contagieuses,

6° Les prostituées ou les personnes vivant de la prostitution.

L'immigrant qui franchirait en fraude les limites du territoire s'expose, s'il est découvert, à un emprisonnement de 6 mois et à l'expulsion. De grandes rigueurs sont édictées contre le capitaine qui est puni comme complice s'il n'assure, par tous les moyens en son pouvoir, la stricte observation des formalités de débarquement. Le tarif pénal est le suivant : Pour 1 à 5 immigrants introduits en fraude : 100 dollars d'amende. Pour

plus de 5 immigrants l'amende infligée varie de 100 à 5.000 dollars.

La saisie et la vente du navire garantissent, comme au Canada, l'efficacité de ces sanctions. Revenons à l'Australie.

Australie.

La plupart des Etats de l'Australie copièrent en 1898 la loi du Natal pour réglementer l'immigration. Quelques-uns cependant y firent des changements.

L'Etat de New South Wales laissa de côté les cinq dernières catégories d'immigrants spécifiées par la loi du Natal, ne gardant que le premier point, c'est-à-dire l'examen d'écriture.

Le West Australia conserva les six clauses, chargeant la première en demandant aux immigrants d'écrire 50 mots en anglais, pris dans un auteur connu.

En janvier 1901 l'Australie devint une fédération rattachée par un lien de subordination coloniale à la métropole et parmi les pouvoirs attribués par sa Charte constitutive au Parlement fédéral était celui de légiférer à propos de l'immigration et de l'émigration. A la première session du Parlement, le ministre, M. Barton, s'occupa de la question de l'exclusion des immigrants. Une loi fut votée en octobre 1901, abrogeant les lois précédentes et dans laquelle nous retrouvons la clause dirigée contre le « contract labour ». Elle vise toute personne venant en Australie en exécution d'un contrat ou d'un accord pour y accomplir un travail manuel. Ce texte vise l'importation de la main-d'œuvre japonaise et chinoise.

Les autres « prohibitions » sont analogues à celles qui figurent dans l'« Act » du Natal de 1897.

Cette loi de 1901 une fois votée, le gouvernement de M. Barton voulut s'occuper des noirs, des Kanakas, occupés aux plantations de canne à sucre. Malgré les remontrances et les protestations des planteurs déclarant que les noirs seuls pouvaient faire le travail à cause de la chaleur et de l'insalubrité, que la main-d'œuvre blanche coûterait trop cher, le gouvernement ne céda pas. Il veut l'Australie « aux blancs » coûte que coûte et en 1901 fut votée la loi sur les « ouvriers des îles du Pacifique » déclarant qu'au 1^{er} janvier 1907 tous les noirs devraient avoir quitté l'Australie.

Pour protéger les planteurs on mit un droit d'entrée sur le sucre de 6 livres par tonne.

Telles sont actuellement les lois en vigueur en Australie sur l'immigration. L'efficacité de ces lois ne fait aucun doute et l'Australie est absolument décidée à ne pas se laisser envahir par l'immigration de gens qui rabaisseraient son niveau social.

En New Zealand le Parlement dans sa dernière session a décidé d'ajouter à la taxe actuelle de 100 livres qui frappe tout Chinois à son débarquement, un examen de lecture anglaise. On aspire dans ce pays à la prohibition de l'immigration asiatique, à l'exemple de l'Australie où l'élément ouvrier a réalisé ce but (1).

(1) *Documents du progrès*, décembre 1907.

Angleterre.

L'Angleterre a, plus qu'aucun autre pays d'Europe, à se défendre contre l'immigration. La principale raison en est que la plupart des immigrants partant pour l'Amérique passent par Londres et que beaucoup y trouvant de l'ouvrage et des mœurs libérales ne continuent pas plus loin leur voyage. De plus, les mesures restrictives prises par les colonies anglaises et qui jusqu'en 1905 n'avaient pas d'équivalent dans la législation du Royaume-Uni, créaient des embarras pour la métropole. Pendant longtemps cette dernière résista au courant protectionniste en matière d'importation de la main-d'œuvre étrangère comme en matière d'importation des produits étrangers. Mais l'agitation soulevée par M. Chamberlain qui avait agité aux yeux des ouvriers anglais des dégrèvements en remplaçant les impôts intérieurs par des droits de douane, détermina le vote de la dernière loi. Sans doute, disent ses défenseurs, cette loi n'est pas une mesure de protection, mais une mesure de police et d'hygiène ; mais la pratique du XIX^e siècle a vu plus d'une fois le gouvernement anglais suspendre l'importation libre de certaines denrées en invoquant des considérations hygiéniques. On fit de même ici. Quoi qu'il en soit, la métropole emboîta le pas des colonies, il y aura ainsi plus d'harmonie entre leurs législations réciproques.

En 1888 une commission était nommée en Angleterre pour examiner s'il y avait lieu de réglementer l'immigration. Les travaux de cette commission n'aboutirent à aucun projet de loi.

En 1894, le marquis de Salisbury déposait sur le bureau de la Chambre des lords un bill restreignant l'immigration. Ce projet avorta. Mais à mesure que le mal de l'immigration augmentait, la question d'un remède fut de plus en plus à l'ordre du jour.

En 1898, un bill destiné à faire obstacle à l'importation d'étrangers dénués de moyens d'existence fut déposé devant la Chambre haute sous le parrainage du duc de Hardwicke ; c'était la reproduction presque intégrale du projet Salisbury de 1894. Discuté, amendé et finalement voté par la Chambre des lords le bill Hardwicke vint s'échouer devant la Chambre des communes qui ne lui fit même pas l'honneur d'une séance. Le principe du « droit d'asile absolu » apparaissait aux Communes, encore dominées par l'esprit libéral, comme un dogme intangible, irréductible, contre lequel toute restriction eût été taxée de sacrilège (1).

En janvier 1902, au début même de la session parlementaire, le major W. Evans Gordon soumettait à la Chambre des communes, sous forme d'amendement à l'adresse royale, un vœu « exposant humblement à Sa Majesté l'urgente nécessité d'établir une législation

(1) G. Monnier, *Les Indésirables*.

ayant pour objet de restreindre l'immigration des étrangers pauvres dans Londres et dans d'autres villes du Royaume-Uni ». Depuis quelques années le protectionnisme avait fait des progrès, la motion Gordon fut votée et le gouvernement nomma une commission d'enquête.

Après une année entière de travaux, après des voyages à Rotterdam, Hambourg, Brême, ports d'embarquement des immigrants, la commission déposait, le 10 août 1903, un volumineux rapport, dans lequel elle se déclarait en faveur d'une législation complète sur la matière et mettait en garde le législateur contre le système des demi-mesures. Le rapport formulait en genre de conclusions une série de vœux destinés à inspirer la législation nouvelle.

Le 29 mars 1904, au cours de la séance des communes, M. le secrétaire d'Etat Akers-Douglas déposait au nom du gouvernement l'Aliens-Bill. En déposant ce bill au nom du gouvernement, on pouvait voir les préférences du roi et du ministère pour l'opinion restrictive émise du reste par la majorité de la commission. « En vous soumettant ce bill, déclarait le ministre, je tiens à faire observer tout d'abord que nous n'avons nullement l'intention, en principe, de réglementer sans nécessité l'admission des étrangers dans ce pays ou d'entraver, par des restrictions vexatoires, leur faculté d'entrer librement chez nous.

« Je reconnais volontiers qu'une grande partie des

étrangers résidant en Angleterre se range parmi les habitants les plus loyaux, les plus industriels, les plus respectueux de la loi.

« Mais il n'est pas moins vrai qu'il existe une catégorie d'étrangers indésirables, dont nous n'avons nullement à nous louer, qu'il serait fort souhaitable de voir ailleurs qu'ici et de restituer aux pays qui nous les ont envoyés (1). »

Dès la première discussion, le bill fut énergiquement combattu par les adversaires du gouvernement et en particulier par Sir Charles Dilke. S'adressant avant tout aux sentiments de la Chambre des Communes, il supplia ses collègues : « de ne pas rompre pour le bon plaisir d'un gouvernement, et pour une misérable question de parti avec les traditions de liberté qui avaient, pendant des siècles, fait l'honneur de la nation anglaise. Votre projet est le complément des abominables traitements infligés aux Juifs en Russie, en Roumanie, en Pologne. Le bill proposé va frapper exclusivement les malheureuses victimes de la persécution religieuse (2). »

Comme sanction de ses déclarations sir Charles Dilke déposait l'amendement suivant :

« La Chambre convaincue que le seul remède efficace contre les maux occasionnés par l'emploi de la main-d'œuvre étrangère à bon marché doit être cherché dans une loi contre le « sweating system » désire, avant

(1) *Parliamentary debates*, Communes, vol. 132, p. 987.

(2) *Parliamentary debates*.

d'accorder son vote à l'Aliens-Bill s'assurer que le projet qui lui est soumis ne restreint en rien le principe du droit d'asile pour les victimes de la persécution (1). »

Le parti du gouvernement répondit à cet amendement en la personne de M. Norman. Il s'avouait partisan convaincu du bill bien qu'étant lui-même un fils d'Ismaël (*a species of Ishmael*). Il déclara : « Je reconnais, sans hésiter, qu'il y a un mal très grave provenant de l'immigration russe et qu'il faut une loi pour l'arrêter. » Il montra les dangers de l'immigration sans cesse grandissante, citant l'exemple des Etats-Unis qui sont obligés de se défendre contre ce courant venant du dehors.

L'amendement Dilke fut repoussé. L'opposition ne se tint pas pour battue et s'efforça de discuter le bill avec une lenteur telle, qu'il devint bientôt certain que le vote de la loi avant le mois d'août, époque marquant la fin de la session, serait impossible.

Le gouvernement se montra alors subitement découragé et, dans la séance du 11 juillet 1904, M. Balfour fit part de sa résolution de retirer le bill. « Le gouvernement préfère, dans ces conditions, retirer purement et simplement le projet qu'il vous avait soumis, se réservant de vous le présenter à nouveau, avec telles modifications qu'il croirait devoir lui apporter, dans le courant d'une prochaine session (2). »

(1) *Parliamentary debates*, vol. 133, p. 1062.

(2) *Parliamentary debates*, vol. 137, p. 1220.

Le projet de loi du 29 mars 1904 sur l'immigration avait totalement échoué.

Le 18 avril 1905 un nouveau bill était déposé devant les communes au nom du gouvernement « ayant pour but d'amender la loi relative aux étrangers ».

Alors que le bill du 29 mars 1904 visait expressément dans deux cédules énumératives les catégories d'étrangers soumis à l'exclusion ou à l'expulsion, celui du 18 avril, moins précis, instituait une classe générale : l'immigrant indésirable (undesirable immigrant) (1).

L'article 1^{er} du nouveau bill contenait une exception en faveur de tout immigrant, *même dépourvu de moyens d'existence*, qui pourrait prouver qu'il vient chercher en Angleterre un refuge contre la persécution religieuse ou politique.

D'un esprit plus libéral, le bill du 18 avril 1905 était plus restreint que le premier projet dans son objet, sa portée et les pouvoirs conférés à l'administration.

Le nouveau bill ne visait que les immigrants, c'est-à-dire, d'après la définition donnée dans l'article 8, les passagers d'entrepont d'origine étrangère, tandis que celui de 1904 s'appliquait à tous les passagers étrangers sans distinction de classe. Cette généralisation à outrance basée peut-être sur le principe faux d'une égalité stricte eût entraîné dans son application des froissements sans nombre. Elle rendait la loi inapplicable.

(1) C. Monnier, *Les Indésirables*.

Enfin le bill de 1905 contenait encore une restriction des plus importantes. Il reconnaissait au secrétaire d'Etat du Home department, des pouvoirs beaucoup moins étendus que le bill de 1904.

Ainsi le bill de 1905 était autrement plus libéral d'esprit et plus praticable dans sa forme que son frère aîné de 1904. Cependant il rencontra une vive opposition et il fallut le sang-froid et l'énergie de M. Balfour pour le faire passer.

Le gouvernement, en présentant un Aliens-Bill, s'était toujours défendu de faire œuvre de protectionnisme et il avait, à maintes reprises, affirmé que le projet de loi sur les étrangers n'offrait rien de commun avec ce que l'on était convenu d'appeler le « programme Chamberlain ».

Or, pendant la discussion du bill de 1905, M. Chamberlain, prenant la parole, vint prendre la défense du projet Balfour au nom des principes protectionnistes purs :

« ... La raison principale pour laquelle ce bill est aujourd'hui devant vous, pour laquelle vous le soutiendrez tous, est qu'il constitue un effort pour protéger les classes laborieuses de ce pays contre le travail à bas prix de cette catégorie d'étrangers qui immigrent chez nous.

« C'est un pas en avant, trop petit à mon gré, si on le compare à ce qui devrait être fait pour se protéger contre cette basse classe de main-d'œuvre dont l'introduc-

tion a pour résultat d'avilir les salaires, d'abaisser les conditions d'existence de notre population ouvrière, trop petit, si on le compare à une autre mesure plus radicale et plus efficace qui, je l'espère, sera prise avant peu pour empêcher aussi ces marchandises, que les étrangers fabriquent chez eux, d'envahir nos marchés. Je m'étonne, dans ces conditions, étant donné l'esprit qui anime cette réforme et que nous ne cachons pas, je m'étonne que l'opposition n'ait pas voté par principe contre le bill, comme elle se croit obligée de le faire contre tout ce qui vient restreindre les délices du système libre-échangiste... Il devrait être aussi néfaste, selon vous, de s'opposer à la libre entrée des hommes qu'à celle des marchandises ou des produits étrangers.

« Où serait la logique, si les étrangers auxquels nous voulons refuser aujourd'hui l'entrée du territoire anglais pouvaient, restant à Hambourg ou à Brême ou en Pologne, fabriquer des produits dont ils inonderaient ensuite notre marché (1). »

M. Chamberlain, en défendant ainsi le projet du gouvernement, en développant le côté protectionniste du bill, mettait M. Balfour dans un cruel embarras.

Celui-ci se défendit de faire du protectionnisme et renia toute solidarité avec le programme Chamberlain :

« C'est une pure injustice que de dénoncer notre bill comme inspiré par les théories de protection ! Son seul

(1) *Parliamentary debates*, vol. 145, p. 763.

but est de porter remède à certains maux bien définis dont souffrent gravement l'East End de Londres et d'autres régions du pays.

« Les forces d'argumentation de notre bill sont des forces de nature politique (1). »

N'est-il pas curieux de voir un premier ministre se récrier et se défendre de protéger la main-d'œuvre nationale ?

A côté de la question économique de principe, l'opposition reprenait contre le bill les arguments déjà développés à propos de la loi de 1904. En fait le bill était surtout destiné à frapper les israélites russes, polonais et roumains. Pour cette raison il fut déclaré taxé d'antisémitisme. Il était aussi repoussé comme déclarant la guerre aux pauvres, c'était encore un côté sentimental de la question. Enfin sir Charles Dilke reprit la défense du droit d'asile qu'il considérait : « comme une des gloires de l'Angleterre, comme un des attributs essentiels de sa grandeur ».

M. Balfour, pour se défendre, opposa au légendaire droit d'asile anglais de Sir Charles Dilke, la froide réalité de l'histoire :

« Si nous en croyons sir Charles Dilke, remarquait le premier ministre, notre pays aurait de temps immémorial pratiqué le droit d'asile. Oublie-t-il donc qu'il existe une loi contre les Jésuites ? Elle n'est pas appliquée, c'est possible, mais elle n'est pas abrogée.

(1) *Parliamentary debates*, vol. 149, p. 136.

« Avez-vous étudié les lois appliquées à l'Irlande quand les Puritains avaient la haute main sur la législation du pays, c'est-à-dire pendant plus d'un siècle? Etait-ce pour autre chose que pour leur foi religieuse que l'on persécutait alors les catholiques irlandais de telle façon que nombre d'entre eux cherchèrent refuge au dehors où ils rendirent souvent de brillants et signalés services ?

« Jusqu'en 1829 l'entrée du Parlement a été interdite aux catholiques ; est-ce là oui ou non de la persécution religieuse ?

« Si nous avons donné asile aux Huguenots après la révocation de l'Edit de Nantes, c'est parce que nous étions alors en guerre avec Louis XIV et qu'il nous plaisait dans ces conditions, de recevoir chez nous ceux avec qui il était lui-même en désaccord (1). »

Malgré les efforts de l'opposition l'Aliens-Bill fut voté le 19 juillet par 214 voix contre 136.

Devant la Chambre des lords le bill fut voté sans amendement le 8 août suivant. La défense du projet dans la Chambre des lords avait été confiée au marquis de Lansdowne, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Ce dernier définissait ainsi le but du bill :

« Nous ne désirons nullement par cette loi nouvelle nous départir d'une tradition honorable suivant laquelle notre pays a toujours voulu maintenir ses portes ouvertes aux personnes de toutes classes venant chercher

(1) *Parliamentary debates*, vol. 149, p. 155.

refuge dans ces îles. Tout ce que nous voulons, c'est empêcher les étrangers d'abuser de cette hospitalité (1). » L'Aliens Act de 1905 devait être appliqué le 1^{er} janvier 1906.

Dans l'article 1^{er} l'*act* nous dit quels sont les immigrants qui peuvent être considérés comme « undesirable ». C'est :

1^o Celui qui ne peut établir qu'il possède ou qu'il est en mesure d'obtenir des moyens d'existence suffisants pour lui-même ou ceux l'accompagnant qui seraient à sa charge ;

2^o S'il est aliéné ou idiot ou si en raison de maladie ou d'infirmité, il paraît devoir être une charge nouvelle pour l'assistance publique, ou un élément nuisible pour la communauté ;

3^o S'il a été condamné dans un pays étranger avec lequel existe un traité d'extradition, à raison d'un crime n'ayant pas un caractère politique, et qui soit à l'égard de ce pays un crime d'extradition ;

4^o Si un arrêté d'expulsion a déjà été pris contre lui.

Il est à noter que parmi les indésirables, l'Angleterre ne comprend pas les anarchistes.

Dans les articles suivants la loi décrète des mesures pour la composition des conseils d'immigration, les pouvoirs du secrétaire d'Etat relativement aux arrêtés d'expulsion.

(1) *Parliamentary debates*, vol. 150, p. 761.

Dans l'article 5 il est stipulé que : « le capitaine de tout navire embarquant ou débarquant des passagers dans un port quelconque du Royaume-Uni devra fournir un rapport donnant, en ce qui concerne tous les passagers étrangers, tous les renseignements prescrits ».

Dans les articles 6 et 7 la loi stipule les amendes et les pénalités qui frapperont les contrevenants. Le capitaine du navire, s'il est reconnu responsable, peut être passible d'une amende mais qui n'excédera pas 100 livres.

Telle est la loi anglaise sur l'immigration du 11 août 1905. Cette loi est une mesure nationale unilatérale, elle n'engage en rien les pays étrangers et cependant ses conséquences s'y feront sentir.

En effet, les Compagnies de navigation de Hambourg, Brême, Rotterdam vont s'efforcer d'écarter sans hésiter tous les émigrants douteux, tous ceux qui pourraient devenir pour elles, après refus en Angleterre et en Amérique, un déchet fort embarrassant, un laisser pour compte qu'il serait difficile de liquider. Les individus, presque tous Russes et Polonais, refusés à l'embarquement, en nombre toujours croissant, à mesure que les Compagnies se montrent plus difficiles, vont encombrer les ports allemands. Les autorités allemandes s'en sont déjà émues et s'opposent à la frontière à l'entrée de tous ceux qui ne justifient pas de moyens d'existence. Actuellement la police allemande s'assure à l'entrée, sur

le territoire de l'empire, que chaque émigrant russe possède un minimum de 300 marks.

La loi anglaise frappe ainsi, par contre-coup, l'immigration à sa source.

CONCLUSION

Il n'est pas de question concernant l'ordre public plus grave actuellement que celle de l'immigration. La difficulté provient de ce qu'il faut considérer la question à deux points de vue : au point de vue pratique et au point de vue sentimental. Il est impossible de traiter le sujet comme des questions de commerce ou de finance ; il ne s'agit pas de marchandises inanimées mais d'êtres humains.

Certains ont cru trouver la solution du problème dans une répartition méthodique des immigrants à leur arrivée dans le pays. Il faudrait les disperser, les éloigner des villes et les répartir suivant certaines conditions climatiques et économiques. Ce remède aux difficultés du problème n'est possible que dans les pays possédant de vastes territoires, comme par exemple les Etats-Unis ; et encore ne sera-ce qu'un remède temporaire, car un jour viendra où la densité de la population ne permettra plus cette solution même dans des pays comme l'Amérique.

A notre avis, la solution du problème semble devoir consister en une vaste entente internationale entre pays d'émigration et d'immigration, par laquelle serait établie une réglementation au départ et à l'arrivée des immigrants.

Cette entente internationale ne saurait être réalisée sans une série de conventions particulières, destinées à planter des jalons pour l'avenir. Ce mouvement législatif et international embrassera peu à peu tous les Etats.

Déjà les lois sur l'émigration et l'immigration se multiplient. Des conventions internationales viennent s'y ajouter et ce mouvement ne fera que s'accroître, avec la difficulté pour les immigrants de trouver de vastes territoires peu peuplés. Car c'est une observation fondamentale qu'il ne faut pas oublier, il faut s'attendre à un mouvement de reflux venant du nouveau continent une fois saturé.

Déjà nous voyons l'Amérique du Nord adopter la politique impérialiste et expansive ; déjà la dernière crise industrielle et commerciale a déterminé un courant en sens contraire et nous voyons l'Autriche-Hongrie et l'Italie édicter des dispositions pour faire face à cette situation.

Enfin c'est au moment où l'immigrant pose son pied sur le sol étranger que doivent se résoudre par une entente préalable tous les conflits d'ordre politique et social que peut susciter le séjour d'un étranger sur le territoire d'un Etat (1).

(1) Voir Tchernoff, *La protection des nationaux*.

Vu :

Le Président de la Thèse,
J. RENAULT.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
Historique rapide de l'immigration	1
Avantages de l'immigration	5
Inconvénients de l'immigration.	7
Causes de l'immigration	8
Aperçu rapide des différentes difficultés que peut soulever l'immigration au point de vue : 1 ^o politique, 2 ^o économi- que, 3 ^o juridique	12
CHAPITRE PREMIER. — Difficultés d'ordre politique . .	17
Difficultés soulevées par l'immigration d'étrangers prove- nant de pays d'éducation et de milieu social différents. — Exemple des Etats-Unis et de l'Australie	17
Danger de l'immigration en masse d'étrangers d'une même nationalité dans un pays.	21
CHAPITRE II. — Difficultés d'ordre économique	31
Comment les Etats modernes sont arrivés au protection- nisme	31
Pourquoi ne pas appliquer le protectionnisme à la main-d'œu- vre	33
Conflits qui eurent lieu en France entre ouvriers nationaux et ouvriers étrangers	34
Organisation ouvrière aux Etats-Unis, pour arriver à opposer le monopole du travail au monopole des trusts.	38
L'anti-orientalisme aux Etats-Unis. — Troubles de San- Francisco en 1906.	40
Troubles de Vancouver en septembre 1907, causés par l'im- migration japonaise.	46
Troubles causés au Transvaal par l'immigration asiatique. .	71
Pourquoi l'Etat ne réglementerait-il pas la main-d'œuvre étrangère comme il réglemente l'entrée des produits étrangers.	83

CHAPITRE III. — Difficultés d'ordre juridique	86
Droit de l'Etat de réglementer l'immigration et l'émigration.	86
Les Etats devraient signer des conventions internationales pour réglementer l'immigration. — Projet de convention proposé par l'Institut de droit international	90
Difficultés que peut soulever l'interprétation des conventions. — Conflit entre la Californie et le Japon. — Entre l'Union des Etats-Unis et la Californie. — Discussion du traité de Gresham-Kurino (1894). — Thèse Californienne. Thèse japonaise. — Solution du conflit	97
CHAPITRE IV. — Législation des différents pays à propos de l'immigration. — Etude spéciale de la loi anglaise de 1905	117
France	117
Allemagne	124
Autriche	126
Belgique	127
Danemark.	128
Espagne	128
Italie.	129
Russie	129
Suisse	130
Suède, Norvège.	131
Conventions internationales	132
Etats-Unis	134
Japon	146
Colonies Anglaises	147
Angleterre	173
CONCLUSION	187

107
117
sub.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
